

Numéro spécial

DE LA GAUCHE:

un siècle d'illusions social-démocrates

TRAVAILLEURS.

COMBATTANTS DE LA JUSTICE SOCIALE.

LA PAIX ET LA LIBERTÉ SONT EN DANGER

n'attendez pas à demain pour prendre place DANS VOTRE ORGANISATION POLITIQUE

SEUL LE SOCIALISME DÉMOCRATIQUE INTERNATIONAL

PEUT

liquider la Misère, vaincre la Peur, décomposer la Dictature, sauver la Paix et la Liberté.

ADHÉREZ AU PARTI SOCIALISTE (S.F.I.O.) LE PARTI DE :



lean JAURES



Jules GUESDE



Leon Blille

Edition et Impression : Fédération Socialiste de la Seine

41, Boulevard Magenta, Paris (10)

Courant alternatif est le mensuel édité par l'Organisation communiste libertaire (OCL). De la contre-information, des débats, des prises de position, un point de vue communiste libertaire sur l'actualité et les mouvements sociaux.

COMMENT S'ABONNER À COURANT ALTERNATIF?

Abonnement 1 an	. 220 F
(10 n°s mensuels + 3 hors séries)	
• Abonnement tarif réduit (pour les fauché-e-s) .	. 110 F
Abonnement de soutien	
• Abonnement à l'essai (3 n∞)	

Gratuit : 1 numéro sur demande

Chèques à l'ordre de « La Galère » OCL/Egrégore, BP 1213, 51058 Reims cedex Souscription permanente pour CA: CCP La Galère 38-77 P - Chalons sur Marne

COMMENT CONTACTER L'OCL?

☑: OCL c/o Clé des champs, BP 8, 44220 COUERON, France

Tél. / fax : (33) 03 88 32 37 52 E-mail: ocl_relex@hotmail.com

Minitel: 3614 chez*ocl

COURANT ALTERNATIF 3° trimestre 1999 - Supplément au n° 91 Com. par. AS 72313 Mensuel communiste libertaire Correspondance : OCL/Egrégore BP 1213, 51058 Reims cedex Dir. publication : Nathalie Féderico Imprimerie : Graphéco, Le Mans Imprimé sur papier recyclé

Hors-série n°2 • Sommaire

Qu'est-ce que la social-démocratie?p. 2
Editorial
La religion de l'Etat et de la Science p. 4 à 6
La II ^e Internationale
face à la I ^{re} guerre mondialep. 7 à 9
Rosa Luxemburg :
la crise de la social-démocratie p. 10/11
Alsace, novembre 1918 :
les soviets écrasés par les soc. dém p. 12
1919 : le prolétariat allemand «trahi»
par les sociaux-démocrates p. 13 à 17
1936 : le Front populaire
contre les occupations d'usine p. 18 à 20
1940 : les socialistes disent «oui» à Pétainp. 21/22
Du colonialisme de «progrès»
à la répression sanglante p. 23
Social-démocratie face au mouv. corse p. 24/25
Nucléaire et social-démocratie :
un double langage exemplaire p. 26/27
Intégration à la mode social-démocrate p. 28 à 30
La tentation néo social-démocratep. 31
4 pages présentation OCL p. 32 à 35
Chronologie / Lectures p. 36

Qu'est-ce que la social-démocratie?

a Social-démocratie se structure en courant politique en 1875 en Allemagne, quand le Parti social démocrate allemand élabore un programme d'action lors de son premier congrès à Gotha. Elle s'implante rapidement en Angleterre (particularité locale, ce sont les syndicats, les trade-unions, déjà très développés, qui y créent le parti travailliste, le Labour party), plus tardivement en France où le mouvement socialiste est éclaté en une kyrielle d'organisations, et ailleurs en Europe selon le niveau d'industrialisation et de concentration des populations ouvrières, pour parvenir en 1889 à la fondation de la II^e Internationale. La Première fondée en 1864 - l'Association Internationale des Travailleurs - est dominée à partir de 1872 par les thèses anarchistes.

A l'origine, la social-démocratie se réclame du socialisme scientifique d'inspiration marxiste : elle s'appuie sur les analyses de l'Economie et de l'Histoire pour affirmer ses propositions politiques. En cela elle se différencie des socialismes idéalistes ou «utopiques» dont le plus connu est peut-être le fouriérisme. Les principaux théoriciens des débuts de la social-démocratie sont Marx, Engels, Lassalle. Bebel...

Le projet de la social-démocratie est de parvenir à l'abolition des classes et au **communisme**, qui pourrait se résumer ainsi : de chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins. Pour y arriver, les sociaux-démocrates veulent organiser le prolétariat dans des syndicats sous le contrôle du Parti, qui concentrerait l'élite consciente et intellectuelle du peuple, et qui orchestrerait peu à peu au moyen de luttes économiques (grèves) ou politiques (participation aux élections) la conquête légale du pouvoir d'Etat et la subversion des institution bourgeoises. L'Etat «bien dirigé par le Parti» pourrait mener le Peuple vers le Socialisme puis le Communisme. Car l'Etat est censé disparaître progressivement, en laissant aux producteurs eux-mêmes la direction et l'organisation de la société. Dans ce scénario, le rôle de l'Etat est central. C'est la principale différence de stratégie entre les socialistes et les anarchistes qui considèrent l'Etat comme le principal outil de domination du Capital et veulent logiquement s'en passer pour instaurer directement une société communiste. La variante léniniste qui apparaît en 1917 en Russie ne se différencie pas fondamentalement des thèses social-démocrates de départ, si ce n'est sur la question des modalités de la prise du pouvoir d'Etat indépendante du niveau de développement des forces productives. Plus d'un siècle après ses débuts la social-démocratie ne conserve plus beaucoup de ses caractéristiques initiales.

Les partis sociaux-démocrates d'aujourd'hui, du PS français au Labour anglais, se sont accommodés du capitalisme au point d'en devenir les fidèles soutiens. L'histoire de la social-démocratie depuis un siècle montre que cette évolution n'est ni une trahison, ni une perversion de l'histoire, mais la conséquence logique du projet de départ. Ce numéro hors-série en présente les principaux

aspects.

Aitorial

Aujourd'hui, pour toutes celles et ceux qui veulent changer ce monde, il est difficile de discerner un mouvement, un pôle auquel se rallier, s'associer ou duquel s'inspirer. Les rares mouvements sociaux semblent participer d'un théâtre d'ombres, qui s'évanouissent aussi vite qu'elles apparaissent dans l'actualité. Si ces mouvements perdurent, ils connaissent une évolution accélérée : une mise sous tutelle qui les intègre au spectacle politicien en les soumettant au jeu des partis institutionnels.

Au cœur du dispositif actuel qui empêche tout regroupement des forces en rupture, la «gauche» occupe une place de choix, sinon centrale.

A la fois dans la rue et au gouvernement, elle prétend combattre ce qu'elle participe à installer. Elle lutte contre le chômage mais elle lève l'interdiction administrative de licenciement. Elle lutte contre le racisme mais elle qualifie d'intégristes musulmans des ouvriers maghrébins en grève dans l'industrie automobile, et ouvre la chasse «aux sauvageons». Elle lutte contre le capital financier mais elle permet la multiplication des bénéfices boursiers. Elle lutte contre la guerre mais elle perpétue la production et l'exportation des armes et du nucléaire, elle envoie les chars de l'armée contre les routiers en grève, ou encore participe activement aux boucheries impérialistes dans le Golfe ou dans les Balkans... etc., etc. La «gauche», essentiellement composée du Parti Socialiste flangué des partis Vert et Communiste, dispose également de multiples relais syndicaux et associatifs. Elle est l'héritière directe de la social-démocratie, apparue au XIX° siècle après la liquidation de la Commune de Paris.

L'histoire de la social-démocratie – que ce soient par ses positions théoriques de la fin du XIX° ou par ses actes au cours du XX° siècle – illustre sa fonction de démineur des tensions sociales, d'occupation de l'espace de la contestation, pour établir un compromis acceptable entre capital et travail. Cette histoire révèle l'impasse de la voie réformiste, quelque soit l'honnêteté initiale de ses dirigeants, qui finit par intégrer au capitalisme les forces qui choisissent de participer aux institutions et à la gestion de l'Etat et du capital, prétendument pour les changer de l'intérieur.

Ce numéro hors-série de Courant Alternatif aborde successivement la question stratégique des origines marxistes, l'épreuve du feu de l'Union Sacrée de 1914, la liquidation physique des Spartakistes en Allemagne et l'épisode du Soviet de Strasbourg en 1918, le désamorçage de la grève générale de 1936 en France, l'abandon de l'Espagne révolutionnaire, le vote des pouvoirs spéciaux à Pétain en 1940 par les députés S.F.I.O., les choix colonialistes face aux luttes de libération nationale vietnamienne et algérienne, l'orientation pronucléaire des socialistes français au cours des années Mitterrand jusqu'à Jospin, le soutien sans faille aux interventions militaires du bloc occidental en Irak et au Kosovo, et enfin le dispositif actuel d'intégration à la mode social-libérale et la possible constitution d'une

néo social-démocratie sur le dos des recompositions en cours. Ces différents moments du siècle illustrent la constance des positionnements contre-révolutionnaires de la social-démocratie en France ou en Europe.

D'ailleurs le P.S. n'évoque même plus la nature de classe de la société ou les réformes pour l'égalité économique et les libertés individuelles. Les ténors socialistes prétendent seulement vouloir donner plus à ceux qui ont moins, légitimer les règles économiques en vigueur, défendre la hiérarchie sociale due au mérite individuel, et augmenter la rentabilité du capital pour attirer les investisseurs. Bref la charité, la sécurité et la méritocratie ont remplacé l'égalité, la liberté et la solidarité, tandis que le catholicisme social s'est substitué à la lutte des classes. En 1999 selon la SOFRES, l'«Homme de la rue» estime la «gauche» plus capable que la «droite» d'«assurer le bon fonctionnement de l'économie», d'«accroître le rôle de la France dans le monde» et à égalité pour «lutter contre l'insécurité» et «faire face au problème [sic?] de l'immigration».

Aujourd'hui l'ensemble de la classe politicienne évolue ouvertement dans le sens du capitalisme. Dès lors il n'est pas étonnant de voir des formations trotskistes comme la LCR et Lutte Ouvrière - dont les fondements théoriques ne sont pas à des années lumières de la social-démocratie du XIX° siècle – tenter d'occuper l'espace politique réformiste traditionnellement occupé par le PS et le PC, par le biais d'une présence croissante dans la compétition électorale et le contrôle des mouvements sociaux. Rappelons pour l'anecdote les propos de Christophe Aguiton, membre du bureau de la LCR, permanent syndical de SUD et porte-parole d'AC! qui déclarait à Cambadélis, numéro deux du PS, en plein mouvement des chômeurs : «AC! ne cherche pas la crise !». Que pouvons nous attendre de ces sociaux-démocrates de rechange ?...

Changer cette société est plus que jamais d'actualité, mais rarement depuis un siècle les forces sociales en mesure de contribuer à ce renversement radical seront apparues aussi démunies. Toutes semblent en panne de projets, de perpectives, et de modèles théoriques. Il n'est certes plus possible de croire aveuglément au Progrés, à la Science, au développement des forces productives, au Sens de l'Histoire, à tous ces concepts qui ont justifié la soumission des mouvements sociaux aux états-majors sociaux-démocrates. menant le prodigieux mouvement de contestation de l'ordre social né au siècle dernier à son impuissance actuelle. A la mesure de ses moyens, ce numéro horssérie tente de mettre en lumière comment l'illusion social-démocrate et le mythe d'un camp de gauche demeurent la meilleure arme de la contre-révolution. Ceci afin de montrer aux forces politiques et sociales qui oeuvrent au renversement de ce système ignoble l'urgence de rompre avec toutes les velléités réformistes qui participent à l'entretien et à la reproduction de la barbarie capitaliste.

Nantes le 05/09/99

Culte de l'Etat, du parti et de la science... Ingrédients de toutes les dominations

La Social-démocratie qui, à ses débuts, se proposait de remplace le capitalisme par une société sans classes ni domination, a progressivement abandonné cet objectif pour s'intégrer totalement au système et même en devenir un des rouages essentiels. Mais il ne s'agit nullement là d'une "trahison". Dès le départ, le ver était dans le fruit. Dans les faits, à chaque fois qu'une situation devenait périlleuse pour la classe dominante, la social-démocratie s'est retrouvée du côté de l'ordre établi jusque dans ses extrêmes totalitaires.

riginellement, la dénomination "social-démocrate" vient d'outre-Rhin. Il existait, en Allemagne, un parti ouvrier social-démocrate qui a fusionné, en 1875 à Gotha, avec l'association allemande des travailleurs pour donner naissance au grand parti social-démocrate allemand qui existe encore de nos jours. Mais, très vite, le terme va désigner un ensemble de forces politiques et idéologiques, européennes essentiellement, qui, au delà de leurs divergences et origines multiples, se reconnaissent dans l'appellation de «social-démocratie» et dans la seconde internationale créée en 1889.

Le parti danois naît en 1871, le norvégien en 1887, le suédois en 1889. Plus tardivement, après la création de la deuxième internationale, apparaissent les partis russes (1898) et Finlandais (1899). Il faudra attendre 1905 pour qu'en France se crée un parti socialiste (section française de l'Internationale ouvrière - SFIO) duquel sera issu, après l'abandon de toute référence internationale ou ouvrière, le PS de François Mitterrand.

Tous les courants des partis sociaux-démocrates se réclament alors du marxisme¹, même si, dès la création du plus important et du plus influent d'entre eux, le parti allemand, Marx en personne qualifie le programme adopté à Gotha de réformiste (*Critique du programme de Gotha*); il lui reproche de ne pas avoir comme objectif la collectivisation des moyens de production et d'accréditer la possibilité d'un Etat neutre en régime capitaliste, alors que, selon lui, l'Etat socialiste ne saurait être que celui de la dictature du prolétariat.

La nouveauté, par rapport aux principes de la Première internationale, c'est l'insistance, commune à tous les courants, mise sur le rôle de l'Etat dans la régulation des rapports sociaux. S'il s'agit toujours d'émanciper le prolétariat du capitalisme, c'est par le biais de l'Etat que cela doit se faire ; il faut arracher l'Etat aux griffes que les capitalistes ont posé sur lui, pour le mettre au service du prolétariat et du progrès social.

LE CLIVAGE ENTRE REFORMISTES ET REVOLUTIONNAIRES

A partir de cette base commune, deux modèles stratégiques, aux apparences antagonique, vont se disputer la prééminence dans la social-démocratie et dans ses diverses représentations : faut-il opérer

une "longue marche" à travers les institutions en imposant, par la lutte et les négociations, des conquêtes sociales et politiques en faveur de la classe ouvrière ? C'est là le projet dit "réformiste". Ou bien faut-il renverser les structures sociales et politiques existantes ? C'est le projet dit «révolutionnaire». A noter que l'appellation «révolutionnaire» est née sous la plume des tenants même de cette ligne politique qui qualifiaient péjorativement leurs adversaires de "réformistes".

Très tôt, les partis scandinaves optent massivement pour le premier terme de l'alternative, tandis qu'en Allemagne et en Russie la bataille fait rage et son issue demeure longtemps incertaine.

Les «réformistes» estiment que c'est par une série de réformes de structure effectuées dans le cadre légal du parlementarisme que l'on peut parvenir au socialisme. Ils caractérisent l'Etat comme étant plus ou moins neutre au départ et au-dessus des classes ; instrumentalisé par la bourgeoisie à son profit, il peut, de ce fait, tout aussi bien l'être pour servir les classes exploitées.

Les «révolutionnaires» considèrent que l'Etat actuel ne peut qu'être au service de la bourgeoisie : il n'est pas neutre. Il s'agit donc de le vider radicalement de son contenu bourgeois pour qu'il soit conquis par le prolétariat (ou plutôt par ses représentants) : c'est l'Etat ouvrier, censé pouvoir dépérir afin d'aboutir à une société sans classe.

Par ailleurs, alors que les premiers veulent s'emparer du pouvoir d'Etat par la voie parlementaire, les seconds affirment que cette conquête ne peut advenir que par le moyen d'une rupture violente avec la démocratie parlementaire (c'est le modèle bolchevik-léniniste).

Pendant la Première Guerre mondiale ces deux courants vont rompre définitivement leurs attaches structurelles à un même mouvement (la seconde internationale). A partir des années 20 "social-démocratie" reverra uniquement synonyme du modèle réformiste, les tenants de l'autre tendance ayant créé un peu partout des partis communistes, affiliés à la troisième internationale moscoutaire.

Des anarchistes (Louise Michel, Pelloutier, Pouget), fidèles aux principes dominant dans la Première internationale, tentèrent de porter le débat en 1896 au congrès de Londres de la seconde internationale. Mais, refusant par principe les élections, ils en furent chassés.

AU-DELA DES DIVERGENCES, DES ACCORDS FONDAMENTAUX

Mais une question se pose : ces divergences, certes bien réelles, n'auraient-elles pas été à ce point mises en avant par les uns et les autres qu'elles auraient fini par faire passer au second plan ce que partagent les deux tendances ? Revenons plus en détail sur les dénominateurs communs, idéologiques et stratégiques, à la social-démocratie, dès ses débuts.

Les point communs sont de plusieurs ordres :

- 1. Le prolétariat ne peut s'émanciper par lui-même : il lui faut un parti-guide pour mener à bien les changements sociaux, et ce, quelle que soit la voie choisie.
- 2. La conquête de l'Etat, par un moyen ou un autre, est un passage obligé vers le socialisme, la société sans classes, l'émancipation des travailleurs et la désaliénation de l'ensemble de l'humanité.
- 3. Les mouvements sociaux n'ont de valeurs qu'en ce qu'ils permettent de construire le parti-guide et de modifier à son profit le rapport des forces entre les classes. En revanche il n'ont pas de valeur en euxmêmes comme possibilité d'auto-émancipation.
- 4. Le socialisme est «inscrit» dans l'Histoire. Une Histoire dont la progression, malgré quelques reculs et des périodes particulièrement "noires", nous conduit globalement du pire vers le meilleur. Le prolétariat, et donc son représentant le parti-guide, est l'incarnation d'un futur socialiste inéluctable. Cette conception des choses induit une adhésion quasi religieuse au «progrès», à la science et à l'évolution technologique. En ce sens, la social-démocratie est la fille des "Lumières".
- 5. Distinguant les intérêts immédiats du prolétariat et ceux plus lointains, un Parti se doit d'avoir un programme minimum et un programme maximum. Ce dernier ne devenant, bien entendu, qu'un lointain souvenir idéologique au fur et à mesure que le Parti se débat dans les arcanes du parlementarisme.



Selon nous, ces points communs relativisent singulièrement la profondeur du clivage entre "révolutionnaires" et "réformistes". Aussi virulentes, et parfois sanglantes, qu'aient été leurs querelles, ils sont de la même famille. La preuve en est qu'ils finissent toujours par se retrouver, même pour un temps : Front populaire, Front patriotique, Programme commun, Gauche plurielle jalonnent la vie politique française. Simplement, les uns se sont appuyés sur la "patrie du socialisme" et les autres sur la patrie tout court ; et lorsque les intérêt de l'URSS et ceux d'un Etat particulier coïncidaient, les critiques virulentes mutuelles et les divergences s'estompaient comme par miracle. Exit alors les diatribes social-démocrates contre le dictateur Staline. Exit ensuite les sempiternelles jérémiades contre le totalitarisme soviétique. Le pouvoir vaut bien une messe !

Le modèle bolchevik, dit «révolutionnaire», a été progressivement discrédité depuis 70 ans, à cause des dictatures qu'il a imposées dans les pays où il a pris le pouvoir, avec son cortège de mesures visant à

priver de liberté l'ensemble de la population, de massacres, d'exécutions massives, de déportations. Il a fini par faire figure, tout comme son alter ego le fascisme, d'horreur absolue à combattre, de modèle à éviter à tout prix. Et ce n'est que justice!

En revanche, ce qui est injuste, c'est que la social-démocratie, grâce aux feux nourris concentrés sur le fascisme et le bolchevisme, s'est trouvée lavée de tout soupçon d'actes répressifs et sanguinaires, érigée en moindre mal face aux deux monstres. Pour beaucoup, elle présente, également l'intérêt, par rapport à la droite classique, de laisser encore échapper de sa bouche ou de sa plume, de plus en plus par inadvertance, quelques scories sociales. Et pourtant !

UN COURANT AU SERVICE DE LA BOURGEOISIE

Rappelons-nous de quel côté ont été les sociaux-démocrates à chaque fois que le prolétariat, et parfois plus largement le peuple, se soule-vait contre ses oppresseurs. Pensons aux grèves qui ont secoué différents pays européens au début du siècle, à Noske le «chien sanglant» social-démocrate écrasant la révolution allemande, aux massacres coloniaux commis au Maroc, en Algérie, en Indochine, et plus récemment encore, en Kanaky... Ou encore les pleins pouvoir accordés à Pétain! par les députés socialistes! Autant d'événements, souvent oubliés, dissimulés ou minimisés qui sont abordés dans ce numéro de CA.

Si ces épisodes sanglants n'ont finalement pas terni l'image de la social-démocratie - ou si peu - c'est parce que ses représentants ne les ont pas commis au nom de son projet politique (comme ce fut le cas pour les bolcheviks), mais en tant que supplétifs et valets fidèles de la bourgeoisie qui, à certaines périodes délicates pour elle, leur a abandonné les rènes du pouvoir dès qu'ils étaient en mesure de servir les intérêts de la classe dominante mieux que les droites classiques.

C'est ce qui a fait dire, tant au parti communiste qu'à l'extrême gauche trotskisante ou non, que la social-démocratie - ou plutôt ses dirigeants - avaient trahi à la fois la classe ouvrière et la révolution. Il y a là matière à réfléchir : les socialistes ont participé à l'appareil d'Etat dès la fin du XX° siècle, ils ont soutenu l'Union sacré en 1914, abandonné toute position de classe et se sont fait les défenseurs de l'Occident et du colonialisme. Ils ont, plus récemment, et comme pour lever toute ambiguïté, abandonné toute référence à une société sans classe et tout anticapitalisme, pour en revenir au modèle républicain, supposé humaniste. Certes, entre d'un côté Jospin - qui, en juin 96, déclarait dans Le Monde : «la France n'a pas une classe de patrons à la hauteur de son génie et de ses ambitions» et plus loin : «Les patrons préfèrent Balladur mais les chefs d'entreprises commencent à préférer Bérégovoy» - et de l'autre un Guesde ou un Jaurès aux discours enflammés, il y a une différence de degré dans la négation du caractère de classe de la société. Jospin réalise là un tour de passepasse.... Il fait semblant de croire que le développement du capitalisme passe par l'intérêt des chefs d'entreprise, véritables "hommes de terrain", contre les excès autoritaires et routiniers des grands patrons. Il se ménage ainsi les grâces d'une grande partie de la classe dirigeante tout en pouvant passer, aux yeux des salariés modestes, comme un pourfendeur du grand capital. Mais il indique également par là que, selon lui, seul un développement "moderne et intelligent" du capitalisme permettrait d'établir une société plus juste.

MAIS HOSTILE ET NON TRAITRE A LA REVOLUTION

Le courant représenté par Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht qui refusèrent la voie réformiste, sans pour autant s'aligner totalement

sur le bolchevisme, fut liquidé physiquement par ses «camarades» de parti lors de la révolution allemande. Ce courant a posé des jalons percutants concernant les vices premiers de la social-démocratie, notamment sur la question du rôle du parti et de la démocratie. Rosa Luxembourg a fustigé vertement l'attitude des partis vis-à-vis de la Grande guerre (voir plus loin l'article Rosa Luxembourg, la crise de la social démocratie), Mais sans se dégager totalement de l'explication selon laquelle la politique de collaboration de classe et de nationalisme des sociaux-démocrates aurait été due à la trahison de ses dirigeants. Ce concept de "trahison" sera repris ensuite, sans autre nuance cette fois, par les trotskistes, mais à l'encontre des staliniens. Or, si on se penche sur les points communs fondateurs de la socialdémocratie cités plus haut, on y note la présence explicite de tous les éléments qui furent ensuite considérés comme une trahison (participation à l'appareil d'Etat, nationalisme, abandon des positions de classe, défense de l'occident et du colonialisme, etc.)

En 1905 déjà, Makhaïsky, affirmait (La banqueroute du socialisme au XIX^e siècle) que la social-démocratie avait perdu dès la fin du XIX^e siècle, «les restes de sa prétention révolutionnaire». Il constatait qu'à chaque fois que se produisait une explosion sociale (grève générale à Barcelone, du sud de la Russie, d'Italie...), elle manifestait bien nettement son loyalisme politique à l'égard du régime existant, quel qu'il soit. Il constatait que les socialistes étaient devenus un parti de l'ordre n'attendant plus que des concessions «démocratiques» et n'espérant en rien établir une société égalitaire sans classes. Exit la révolution sociale! La social-démocratie était déjà, dans ce deuxième tiers du XIX° siècle, quasiment dès sa création donc, la main gauche de la bourgeoisie pouvant suppléer à sa main droite, pour maintenir la domination sur le prolétariat. Le Jospin de 1996 cité plus haut existait il y a un siècle. Cette idée de la nécessité d'avoir un «patronat moderne», on la retrouve aussi dans des courants du syndicalisme révolutionnaire de la CGT. En 1912, Merrheim déclare : « Le patronat routinier ne nous intéresse pas (...) il est regrettable qu'en France, l'action révolutionnaire ne se soit pas fait jour vingt ans plus tôt, nous n'aurions pas une industrie aussi arriérée. On relève ici encore l'adhésion à cette idée que les étapes de l'histoire, même les pires, sont nécessaires puisque l'Histoire nous mène, presque malgré nous, vers le paradis sur terre. Alors, puisque le socialisme ne peut que naître du capitalisme et de son développement, pourquoi ne pas, comme Merrheim le suggère, favoriser un patronat moderniste? C'est ce que n'ont pas cessé de faire depuis un siècle nos sociaux-démocrates.

Quant au nationalisme on sait ce qu'il est advenu, en 1914, des belles intentions internationalistes , pacifistes et défaitistes affichées auparavant. Mais là encore, le ver était dans le fruit bien avant la "trahison"! Même Griffuelhe et Pouget, pourtant syndicalistes révolutionnaires, parlaient, en 1904, du «péril jaune» à propos du Japon vainqueur de la Russie. Latapie, deux ans plus tard opposait la «race latine», le caractère révolutionnaire français, à «l'esprit routinier des Allemands»!

On le voit donc, les éléments de l'Union sacrée étaient en germe bien avant 1914 : un fond de chauvinisme même parmi les plus révolutionnaire et surtout une sorte d'intérêt national commun entre une CGT combative et un patronat entreprenant.

En fait, tout s'est passé comme si les socialistes avaient voulu, au départ, renverser le capitalisme parce que ce dernier semblait, se diriger vers une accumulation des richesses entre les mains d'un nombre de plus en plus restreint de grands capitalistes, tandis que le reste de la société dans son ensemble serait transformé en maind'œuvre paupérisée. Une analyse qui ne manquait pas, à l'époque, d'inquiéter les classes moyennes dont ils étaient en général issus euxmêmes! Mais dès lors qu'ils se sont rendu compte que le capitalisme ne fonctionnait pas ainsi, qu'il ne supprimait pas les classes moyennes mais au contraire leur laissait des espaces à conquérir, ils

ont cessé de s'y opposer radicalement. Ils ont vu dans leur combat socialiste le moyen de se positionner favorablement dans une société qu'il n'avaient plus de raison de détruire mais, au contraire, de mieux intégrer. Mais il leur fallait, pour ce faire, s'appuyer sur les classes réellement paupérisés. D'où la naissance de l'idée sociale démocrate enrobée d'un discours socialiste et révolutionnaire. A ce propos, dès 1905, Makhaïsky écrivait : «... Les millions d'hommes qui se sont mis derrière la bannière rouge du socialisme sont des citoyens pacifiques et bien intentionnés de la société bourgeoise. Si dans les pays plus attardés ils emploient encore la violence... ce n'est en aucun cas contre les fondements de la vie bourgeoise, mais contre les obstacles qui empêchent le libre développement de la bourgeoisie».

En conclusion, les sociaux-démocrates d'hier, devenus les socialistes d'aujourd'hui, se sont donné comme tâche d'instituer la liberté politique et le progrès démocratique. Autrement dit, une tâche que la bourgeoisie s'était fixée depuis 1789 mais qu'elle avait délaissée face à la montée en puissance des nouvelles technologies, du prolétariat, du formidable essor capitaliste qui en résultait, ainsi que du fait colonial lui aussi en pleine expansion.

On voit donc l'importance de las combattre.

JPD

Jan Waclav Makhaïski (1866-1926)

Révolutionnaire polonais qui, après avoir fréquenté les milieux révolutionnaires russes et avoir été emprisonné en arrive à la conclusion que le socialisme comme idéologie au XIX° siècle est une idéologie d'intellectuels que ces derniers utilisent auprès des ouvriers pour s'imposer comme nouvelle classe dominante. Textes choisis dans la collection Points, 1979, Le Socialisme des intellectuels, présentés par Alexandre Skirda.

Rosa Luxemburg (1870-1919)

Militante révolutionnaire et théoricienne allemande. Dirigeante de plusieurs associations et journaux socialistes révolutionnaires, elle participe, en 1905 à la révolution à Varsovie. Emprisonnée puis libérée, elle se rend en Finlande ou elle rédige *Grève de masse, parti et syndicats* où se dessinent ses divergences futures avec les conceptions léninistes. Farouchement opposée à la Guerre, elle est emprisonnée et rédige en prison *La crise de la social-démocratie*. Libérée à la fin de la guerre, divergeant avec les bolcheviks sur les questions nationale et agraire ainsi que sur l'exercice de la démocratie, elle participe, sans y croire, à la révolte spartakiste et est de nouveau arrêtée le 15 janvier 1919 avec K. Liebknecht puis abattue par les corps francs qui jettent son cadavre dans un canal.

La It internationale face à la première guerre mondiale

A la fin du XIX° siècle, les mouvements révolutionnaires en Europe étaient divers et nombreux; qu'ils se disent marxistes, socialistes, anarchistes, anarcho-syndicalistes, antimilitaristes ou libertaires, ces mouvements voyaient apparaître et disparaître des journaux, des revues, des regroupements, des scissions à un rythme effréné. Cette agitation allait de paire avec une montée du mouvement ouvrier qui semblait, à en croire les discours enflammés de l'époque, se diriger irrésistiblement vers la Révolution. Cette Révolution, d'ailleurs, il devenait de plus en plus urgent de la réaliser car les tensions, au début du XX° siècle entre grandes puissances capitalistes (Grande Bretagne, Allemagne, France) devenaient de plus en plus fortes.

r, puisque ces mêmes puissances possédaient également les classes ouvrières les plus nombreuses et organisées, chaque militant était convaincu qu'elles avaient les capacités d'empêcher une guerre impérialiste et par la même occasion de renverser le capitalisme dans leur pays respectif : le fait que les grèves de l'époque étaient longues (plusieurs mois) et très dures (les affrontements meurtriers avec l'armée étaient fréquents) contribuait à créer l'image d'une classe ouvrière très déterminée et très consciente politiquement.

NAISSANCE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

Entre 1880 et 1914, en France comme partout dans le monde, les socialistes gagnent du terrain.

Cependant, l'ensemble des partis socialistes ont rapidement pris le chemin de l'uniformisation sur le modèle du parti social-démocrate allemand' en adhérant à la IIe Internationale avec un double objectif : rassembler les militants acquis au socialisme dans un même parti, et pénétrer l'appareil d'Etat pour obtenir des réformes.

Les P.S. ont été dès leur naissance imprégnés de réformisme puisqu'ils ont toujours fait suffisamment confiance en l'Etat pour espérer y obtenir de réelles réformes sociales depuis les parlements. Ils ont réussi à rassembler bon nombre de partis, organisations ou individus d'obédience marxiste pour qui il n'était pas contradictoire de se présenter aux élections et de préparer la Révolution. Avec ses grands orateurs de l'époque (Guesde, Jaurès, Bernstein...) ces partis se bureaucratisent très rapidement et se transforment tout aussi rapidement en machine électorale... et une machine électorale, c'est déjà un bout d'Etat...

La question de la guerre illustre d'ailleurs très bien comment s'articulait la pensée des militants socialistes : dès 1891, l'Inter propose un programme contre la guerre en deux volets. Le premier volet est préventif : il incite à «une agitation incessante contre toutes velléités de guerre et les alliances qui les favorisent». Ce sera l'origine de rassemblements antimilitaristes et pacifistes en 1911 et 1912 à Berlin, Londres, Milan, etc. à l'occasion des premières tensions diplomatiques.

Deuxième volet du programme : Mobiliser les masses ouvrières contre l'armée en cas de déclaration de guerre imminente et si nécessaire aboutir à une grève générale et internationale qui paralyserait les Etats vindicatifs.

La première partie de ce programme sous-entendait qu'il fallait faire pression sur les gouvernements (et qu'une telle pression était efficace) afin qu'ils négocient au lieu de déclencher une guerre. C'était oublier tous les intérêts que la bourgeoisie impérialiste de France, d'Allemagne, d'Angleterre ou autre avaient à conquérir (ou à sauvegarder selon les cas) dans les colonies. Et c'était oublier que ces intérêts se fondaient avec ceux des Etats concernés puisqu'ils ne forment qu'un avec la classe bourgeoise... C'est à ce niveau-là que se situe toute l'ambiguïté de la pensée socialiste de ce début de siècle. Les militants faisaient, semble-t il, suffisamment confiance, en France, à la III^e République pour éviter un conflit mondial. Ce qui est sûr, c'est qu'il n'y avait plus qu'un petit pas à faire pour entrer dans un réformisme qui cautionne totalement l'Etat bourgeois. Quant au deuxième volet du programme, il apparaît comme la petite phrase révolutionnaire qui rassure les militants de base idéologiquement plus proche d'un changement social que d'un strapontin à l'assemblée nationale.

Par ailleurs, l'Internationale n'a jamais utilisé ses ramifications à travers l'Europe pour tisser des liens solides entre militants au delà des frontières. Il est évident que la solidarité internationale ne se décrète pas sur le papier mais naît de rencontres, de luttes menées ensemble. On ne peut pas résister à un appareil d'Etat transformé en machine de guerre si l'on n'est pas certain que de l'autre côté de la frontière des camarades luttent contre la guerre eux aussi...

La SFIO² fut bien plus révolutionnaire dans ses congrès que dans les faits. Son verbiage largement imprégné de marxisme pouvait laisser croire que ce jeune parti opposerait plus de résistance à la première grande boucherie mondiale. Mais si on observe de plus près les positions prises lors des congrès de l'Internationale concernant le nationalisme ou l'impérialisme, on a un début de réponse sur son adhésion à l'Union Sacrée

LA II^E INTERNATIONALE ET LES NATIONALISMES

Aucune section de la II° Inter n'a fait la clarté sur la question des nationalismes ce qui est quand même difficile à avaler quand on sait que cette période est justement marquée par les mouvements de libération nationale dans les pays de l'est et dans les Balkans. Le P.S. de Serbie, par exemple, travaillait aussi bien pour les revendications sociales que nationales. A aucun moment cela n'a jamais vraiment été débattu au sein de l'Inter alors qu'il en était bien sûr adhérent... En juillet 1914, l'attentat contre l'héritier du trône austro-hongrois

^{1.} Le parti social-démocrate allemand.

^{2.} SFIO : Section Française de L'internationale Ouvrière.

n'est vécu que comme un nouvel épisode de guerre dans les Balkans. En France on se souciait plus de la moisson... pourtant c'était l'étincelle qui allait mettre le feu au poudre.

Les marxistes comme Rosa Luxembourg (fondatrice du parti spartakiste en 1916)³ niaient l'importance des sentiments nationaux dans les Balkans tout comme en France ou en Allemagne. Il existait une sorte d'intime conviction chez les militants socialistes (et chez les anarcho-syndicalistes) selon laquelle les travailleurs européens refuseraient de s'entre-tuer pour l'avenir de leur bourgeoisie respective. Si la guerre éclatait, les travailleurs cesseraient le travail pour précipiter la chute du capitalisme qui réclamait à corps et à cri une guerre impérialiste.

Jules Guesde (1845-1922): Homme politique français. Il introduit en 1879 au sein du mouvement ouvrier français les thèses marxistes. Convaincu que la Révolution est inévitable, il estime que les réformes sociales constituent une plate-forme d'agitation mais il s'oppose à Jean Jaurès dans la mesure où ce dernier en fait des étapes nécessaires à la Révolution.

Jean Jaurès (1859-1914): Homme politique français, un des chefs du parti socialiste français, fondateur de l'Humanité et du parti socialiste unifié. Pacifiste, il fut assassiné le 31 juillet 1914.

Bernstein (1850-1932): Homme politique allemand issu de l'école marxiste mais qui s'en détacha pour devenir le père d'un mouvement politique nommé «Révisionnisme»: il s'agissait d'un révisionnisme concernant les théories marxistes. Bernstein pensait en effet que l'on pouvait changer la société sans passer par une révolution violente mais en s'imposant dans les institutions déjà existantes.

Karl Liebknecht (1871-1919) : Homme politique allemand. Il fut le seul député allemand à refuser en 1914 le vote des crédits de guerre. Chef du parti communiste allemand nommé Spartakus, il fut assassiné avec Rosa Luxembourg pendant le soulèvement de 1919.

LA II[®] INTERNATIONALE ET LE COLONIALISME

La «question coloniale» aurait dû occuper une place importante dans les débats puisqu'en ce début de XX° siècle, les grandes puissances commencent à sérieusement rivaliser au sein des colonies et ainsi à mettre en péril la paix. Or, cette question fut toujours reléguée au rang des questions subsidiaires dans les congrès de la II° Inter. Ce désintérêt révèle en réalité un profond mépris pour les peuples colonisés. Déjà à cette époque (et depuis toujours) les socialistes considéraient les peuples d'Afrique ou d'Asie comme des peuples sous-développés. Imprégnés d'eurocentrisme et d'un façade marxisme dont ils n'avaient garder que le déterminisme historique («la classe ouvrière doit obligatoirement renverser le capitalisme et créer une nouvelle société communiste»), les socialistes ne reconnaissaient comme société vivable qu'une société industrialisée où tout le monde travaille (à peu près...) et dont une des valeurs centrales est le progrès technique.

Cet état d'esprit mène à des positions de principe lamentables sur la «question coloniale» de la part de militants qui se disent internationalistes. Il existait deux tendances : soit ils considérait, comme l'anglais Hyndmann, qu'il fallait dénoncer l'impérialisme (et après ?), soit ils affirmaient, comme l'allemand Bernstein, que la colonisation était un fait «inévitable et nécessaire même en régime socialiste».

Suite à des répressions sanglantes au Congo, en Algérie, à Madagascar, au Tonkin ou au Cochinchine en 1907, la II^e Inter ne pu dégager une seule position; trois tendances se dessinèrent. Il y eut ceux qui affirmaient que «l'idée colonisatrice est un élément intégral du but universel des civilisations poursuivi par le mouvement socialiste». D'autres, comme Jaurès et Bernstein, dénonçaient la «barbarie coloniale» mais considéraient que l'entrée du capitalisme «dans les pays encore sauvages est un facteur de progrès». Et puis ceux qui, avec le hollandais Van Kohl, expliquaient que la colonisation n'apportait aucun progrès aux peuples colonisés et condamnaient «l'idée colonisatrice» (combien étaient-ils?).

En somme, si une guerre impérialiste éclatait, le sort des colonies n'était pas le plus préoccupant puisque quelques soient les pays vainqueurs et/ou le type de société (capitaliste ou socialiste), ces colonies devaient rester, pour la plupart des militants, sous la domination de l'Europe...

LA MOBILISATION GÉNÉRALE

Ce fameux ordre de mobilisation que les révolutionnaires de tout poil attendaient les poings serrés en retenant leur respiration... Car cette guerre, le prolétariat devait la changer en guerre révolutionnaire! Attendre...C'est l'impression que donnent toutes les déclarations de l'époque. Attendre le signal, attendre la déclaration de guerre pour que tout se mette en branle, pour que cette sacrée classe ouvrière enfin armée par son propre Etat retourne son fusil contre ses propres généraux... Attendre en France que les camarades allemands lancent la grève générale et paralysent ainsi leur pays pour que nous, enfin, nous puissions aussi lancer la nôtre... Et le 1^{er} août 1914... l'ordre de mobilisation tant attendu. Et puis rien. Car chaque homme se retrouve seul face à un Etat qui a tout prévu en cas de désertion. Seul, car aucun réseau de solidarité conséquent n'a été créé pour organiser la fuite d'éventuels déserteurs...

Tout le monde rejoint sa caserne en pensant que la guerre ne durera que quelques mois, le temps de se retourner, de se ressaisir, le temps nécessaire aux prolétaires pour comprendre leur rôle singulier dans l'histoire en cours.

Si au moins on en était rester là ! Mais non. Il fallut encore que nos révolutionnaires jouent les va-t'en-guerre comme un journaliste dénommé Albert qui déclara le 8 août 1914 aux soldats qui partaient à la guerre : «Partez sans amertume ! Partez sans regret, camarades ouvriers qu'on appelle aux frontières pour défendre la terre française (...), c'est bien pour la révolution que vous allez combattre !»

Encore attendre... Et les milliers de morts s'accumulent dans les tranchées où la trouille occupe bien plus les esprits que la révolution. On trouve pourtant dans les témoignages de l'époque la trace des premières mutineries dès 1914. Elles sont sévèrement réprimées dans le sang. Dans les tranchées françaises, sur 4 années de guerre, on compte environ 3000 mutins exécutés pour l'exemple alors que l'histoire officielle n'en compte que 49. Du côté français, la mutinerie la plus forte fut sans doute celle du 16 avril 1917 sur le champ de bataille du Chemin des Dames dans la Marne. Cette offensive française fut un tel fiasco stratégique qu'elle fit 35 000 morts en une matinée : l'aprèsmidi, les soldats refusaient dans leur grande majorité de continuer le combat, on entendit chanter l'Internationale, crier «Vive les Russes !», on vit même flotter le drapeau rouge...

C'était une telle désorganisation au sein de l'armée que les généraux ordonnèrent quasiment sans procès l'exécution de dizaine de soldats pris au hasard dans les troupes.

L'UNION SACRÉE EN FRANCE

On peut définir l'Union Sacrée comme un ralliement à la défense nationale de toutes les forces politiques, de droite comme de gauche. Les partis socialistes européens menèrent ce ralliement à des degrés très différents. Ce fut en France que les socialistes allèrent le plus loin dans la collaboration de classe au sein de l'Union Sacrée : pour eux, il n'y avait plus d'ennemis de classe, il n'y avait que l'ennemi allemand. Les députés socialistes votèrent les crédits nécessaires à la défense nationale en précisant qu'ils ne s'opposeraient aucunement au gouvernement.

Ce fut ensuite la participation de Guesde et Sembat (SFIO) au gouvernement, quand l'armée allemande eut envahit le nord de la France ; leur seule justification fut qu'ils prétendaient renouer avec les idéaux

^{3.} Parti communiste allemand (spartakiste).

de 1789 en défendant la terre des droits de l'homme. C'est ainsi qu'ils inaugurèrent leur première participation de membres de la seconde Inter à un gouvernement en France.

On peut donc en conclure qu'en France, la SFIO a fini par choisir un des moments des plus meurtriers de notre histoire pour sombrer définitivement dans la collaboration de classe.

S'il est évident qu'elle ne porte pas en elle seule la responsabilité des millions de morts de la première guerre mondiale, il est pourtant important de se souvenir du fait que la SFIO a profité de cette guerre pour sceller son avenir à celui de la III^e République sans se soucier des conséquences pour la vie même de millions de gens.

A l'arrière les réactions contre la guerre furent longues à venir et très minoritaires. On considérait qu'après tout la République française méritait d'être défendue contre une Allemagne jugée trop militariste et réactionnaire. Parallèlement, l'école de Jules Ferry forgeait depuis longtemps un fort sentiment nationaliste dans le coeur des jeunes générations; on apprenait à l'école qu'il fallait une revanche à la défaite de 1870 pour «récupérer l'Alsace et la Lorraine», on chantait la Marseillaise avant de commencer la leçon de morale du jour...

Et puis les anciens pensaient même que c'était «à cause des prussiens» qu'il avait fallu se soulever à Paris en 1871... et que c'était donc aussi «à cause d'eux si la répression s'était abattue sur la Commune.» Grâce à ce matraquage idéologique et à la popularité de la SFIO, l'Union sacrée est perçue par l'immense majorité des Français (au moins dans un premier temps) comme une «résistance nationale à l'agresseur prussien», il fallait à tout prix vaincre «pour sauver la République» et non comme une trahison à l'idéal internationaliste et révolutionnaire.

LES OPPOSANTS À LA GUERRE À TRAVERS L'EUROPE

Il y eut peut-être des opposants à la guerre parmi les militants de base de la SFIO, mais nous n'avons, à ma connaissance, pas de trace d'une telle opposition. Nous ne connaissons que des opposants à la guerre venant d'autres «familles» politiques.

Jusqu'à l'été 1915, à l'arrière, il n'y eut que des initiatives individuelles contre la guerre.

En Allemagne, le marxiste Karl Liebknecht qui avait voté les crédits de guerre en juillet 1914, se rétracte quelques mois après et refuse de voter les suivants. Il fut le premier et le seul député allemand pendant longtemps à s'être prononcé contre la guerre.

En France, l'anarchiste Sébastien Faure lance le premier un «Appel aux Socialistes, Syndicalistes, Révolutionnaires et Anarchistes» distribué à 2500 exemplaires et intitulé «Vers la Paix»... Sébastien Faure fut vite rappelé à l'ordre par le ministère de l'intérieur mais il récidiva avec 6000 exemplaires de la «Trêve des peuples» en juin 1915. Il n'y réclamait qu'une simple suspension d'armes de 24 heures le 1^{et} dimanche d'août 1915. Mais sa faible voix résonnait seule dans les rues de Paris.

En 1917 se multiplient les révoltes de soldats dans les tranchées. La guerre de position est particulièrement meurtrière; les généraux n'hésitent pas à sacrifier des milliers de vies pour gagner quelques mètres de terrain. Ces sacrifices révoltent de plus en plus les soldats qui comptent, par ailleurs, parmi eux des militants révolutionnaires qui cherchent à les convaincre de «retourner leurs armes contre leurs propres généraux».

En Russie, les Révolutions de février et d'octobre 1917 s'appuyaient sur un refus croissant de la guerre impérialiste au front comme à l'arrière. Ce vent révolutionnaire qui déferla sur l'Europe inspira de nombreuses mutineries sur tous les fronts en Europe. Les Bolcheviks, forts de leur succès en octobre 1917, appelèrent tous les peuples à se révolter contre la guerre impérialiste. Les mutins français ou allemands avaient tous à l'esprit l'image de ces soldats de l'armée russe qui avaient rallié les révolutionnaires et oser s'affronter jusqu'au bout à leurs généraux, leur Tsar, leurs curés, leurs bourgeois et nobles de tous poils qui voulaient les transformer en chair à canon...

LA CONFÉRENCE DE ZIMMERWALD EN 1915

Les opposants à la guerre à travers l'Europe se sont réunis pour la première fois depuis le début du conflit en septembre 1915 à l'initiative du Suisse Robert Grimm et du menchevik Martov et à l'appel du parti socialiste italien (l'Italie n'entre en guerre qu'en 1915). Cette conférence internationale eut lieu en Suisse à Zimmerwald et en toute clandestinité. Il réunissait 38 délégués de 11 pays ; les groupes politiques présents n'étant pas les plus représentatifs en leur pays mais s'étant tous prononcés contre le principe d'Union Sacrée (Parti socialiste italien, partis russes, bulgare, roumain, polonais et letton pour ce qui est des groupes marxistes, une organisation de jeunesse socialiste hollandaise, la Suède, l'Allemagne et deux syndicalistes français : Merrheim et Bourderon).

Cette conférence rédigea un Manifeste qui réclame le «rétablissement de la paix entre les peuples», sans annexion. Il fut édité en brochure et largement répandu; il répondait à l'attente de nombreux militants désorientés depuis août 1914 mais il fit aussi scandale dans les rangs du socialisme officiel qui vit en lui, et à juste raison, un réel danger pour l'Union sacrée en vigueur un peu partout en Europe.

Cette conférence mit également en place une commission socialiste internationale (CSI) afin de rétablir les liaisons entre les socialistes européens désireux de travailler en faveur de la paix. Cette commission était animée par deux Italiens et deux Suisses qui faisaient publier depuis Berne un bulletin en trois langues. En février 1916, la CSI décide d'organiser une nouvelle conférence sans qu'il ne soit encore question de rupture officielle avec la II^e Internationale.

Cette deuxième conférence réussit à se tenir malgré les obstacles dressés par les «sociaux patriotes» des pays belligérants en avril 1916 toujours en Suisse, à Kienthal. Elle rassembla cette fois 44 délégués dont deux allemands représentants le tout nouveau parti spartakiste (fondé en février 1916) et trois députés français (Blanc, Brizon et Raffin-Dugens). Ce n'est qu'à partir de cette conférence que ces militants envisagèrent une rupture politique avec la IIe Inter et la création d'une III^e Internationale.

LES ANARCHO-SYNDICALISTES

A la création de la II^e Inter, il y eut un débat important sur les conditions d'adhésion à cette même Inter. Les socialistes voulaient imposer comme condition d'intégration le fait d'accepter comme «nécessaire» la participation des militants aux élections législatives. L'attaque était bien sûr dirigée contre les anarchistes qui s'opposaient à toute participation aux élections. Les socialistes gagnèrent la bataille et de fait, les anarchistes et même les socialistes qui ne voyaient pas cela comme une nécessité ne purent adhérer à l'Inter. De toutes façons, beaucoup d'entre eux désiraient militer sur le terrain syndical plutôt que politique... Ils se regroupèrent au sein de la Confédération Général du Travail, née en 1895.

Mais la jeune C.G.T. ne saura pas plus lancer la fameuse grève générale qui devait empêcher la guerre. En son sein, bon nombre d'antimilitaristes et d'anarchistes engagent chacun à la désobéissance individuelle ou collective dés l'ordre de mobilisation. C'était là encore insuffisant. L'énergie de tous était consacrée à la propagande mais rien de concret n'était prévu pour essayer de répondre à un ordre de mobilisation, ou alors ce sont des prévisions du genre suivant (accrochez-vous!): «Voici la solution pratique pour le cas d'une mobilisation. Au premier jour, une dizaine de camarades conscients, comme il s'en trouve certainement dans chaque régiment, sortent en ville porteurs d'un pli quelconque à l'adresse d'un officier ou d'un général. Lorsque le camarade est en présence de ce dernier, il agit, et agir, c'est supprimer l'officier.» (Lecoin, secrétaire de la Fédération Communiste Anarchiste, 1912). Un jeu d'enfant!

Rosa Luxemburg et la crise de la social-démocratie

Le 4 août 1914, cent-huit des cent dix députés du Parti social-démocrate allemand votent les crédits de guerre, appellent à l'union sacré du peuple allemand contre l'ennemi héréditaire français, et déclarent l'arrêt de la lutte des classes tant que la patrie sera menacée. La social-démocratie européenne s'effondre, tant la rupture est brutale. Alors qu'au fil des congrès de la II^e Internationale la social-démocratie et son fer de lance allemand se sont construits sur la dynamique de l'internationalisme prolétarien et de la révolution mondiale, à la première épreuve politique d'importance les socialistes abandonnent toute référence à leur théorie et idéaux révolutionnaires pour choisir le camp de leur propre impérialisme.

l'image de ce qui se passe dans le mouvement ouvrier français, peu de dirigeants socialistes allemands auront conscience de cette césure entre l'attitude de leur parti face à la guerre, et leur prétendu objectif révolutionnaire. Seule dans un premier temps Rosa Luxemburg aura le courage politique d'examiner ce revirement sans précédent dans un ouvrage intitulé La crise de la social démocratie, également connu sous l'appellation de Brochure de Junius', écrit dès 1915. Autour de cet ouvrage se structurera pendant la première guerre mondiale une opposition de gauche dans la social démocratie allemande, qui débouchera en 1918 sur la création de la Ligue Spartakus, puis du K.P.D, le premier parti communiste allemand, liquidé par les sociaux-démocrates parvenus au pouvoir avec la République de Weimar (voir par ailleurs dans ce numéro).

Le texte de Rosa Luxemburg s'articule autour de quatre axes posés par «la chute la plus catastrophique, l'effondrement le plus formidable (...)» auxquels elle assiste «en Allemagne au moment de la grande épreuve historique», et qui constituent autant d'éléments théoriques toujours d'actualité pour comprendre l'évolution du capitalisme et les moyens de le combattre.

- 1) La dénonciation de la première guerre mondiale comme produit de la politique impérialiste des grandes puissances contrôlées par la bourgeoisie, qui révèle le vrai visage de la barbarie capitaliste, et aliéne toujours plus le prolétariat en l'éloignant de ses objectifs révolutionnaires.
- 2) Une critique de la capitulation de la IIème internationale et de la social-démocratie allemande, qui sous prétexte d'orthodoxie marxiste a sombré dans un réformisme bourgeois qui l'a conduite tout droit à choisir le camp de l'impérialisme. Elle ébauche ainsi dans ce texte les premiers éléments qui lui permettront de comprendre que la capitulation de 1914 est moins une trahison des dirigeants du parti, que le produit d'une évolution politique logique. A partir du moment où s'est posée la séparation entre programme maximum et programme minimum de la social démocratie, soit la question des intérêts immédiats et des objectifs révolutionnaires plus lointains, la social-démocratie ne pouvait qu'évoluer vers le réformisme, repoussant toujours au lendemain ses objectifs révolutionnaires.
- 3) La question de la responsabilité historique du prolétariat, qui par la prise de conscience de son autonomie d'acteur peut seul s'attaquer au capitalisme par la reprise de la lutte des classes. Question qui amera ulterieurement Rosa Luxemburg à une rupture avec le modèle d'organisation social-démocrate, y compris dans sa version léniniste.
 4) Le rejet de toute guerre, même de défense nationale dans le contexte impérialiste, et la mise en cause du principe du droit des peuples à disposer d'eux-même : aucune guerre nationale n'échappant au contexte impérialiste, seule la révolution sociale peut contrer la guerre impérialiste.

Si chacun de ces points mérite débat, et doit être apprécié à la lueur du mouvement historique de ces 80 dernières années, il semble néanmoins que les analyses de Rosa Luxemburg sur la fonction contrerévolutionnaire de la social-démocrate, et la soumission des peuples à leur propre impérialisme aient conservé toute leur acuité.

L'ouvrage expose en annexe 12 Thèses sur les tâche de la social-démocratie» qui synthétisent les positions développées dans la crise de la social-démocratie. Elle espère encore en 1915 réformer le Parti de l'intérieur pour lui faire retrouver le chemin de la révolution. Le traité de Versailles, la République de Weimar, et la Révolution russe de 1917 feront que ce changement de ligne s'avérera impossible, et la scission de fait de 1914 sera consacrée en 1918 avec la création du K.P.D.-Ligue Spartakus. Nous reproduisons ces 12 Thèses in-extenso, car elles nous semble donner des éléments de critiques et d'actions à l'heure ou les socialistes européens n'hésitent pas à développer de nouvelle logique de guerre sous prétexte de devoir d'ingérence, de droit des peuples, et d'impératif humanitaire.

Thèses sur les tâches de la social-démocratie

«Une majorité de camarades des quatre coins de l'Allemagne a adopté les thèses suivantes, qui présentent une application du programme d'Erfurt² au problème actuel du socialisme international.

- «1° La guerre mondiale actuelle a réduit à néant les résultats du travail de 40 années de socialisme européen, en ruinant l'importance de la classe ouvrière révolutionnaire en tant que facteur de pouvoir politique, en ruinant le prestige moral du socialisme, en faisant éclater l'Internationale prolétarienne, en conduisant ses sections à un fratricide mutuel et en enchaînant les vœux et les espoirs des masses populaires dans les pays capitalistes les plus importants au vaisseau de l'impérialisme.
- «2° En votant les crédits de guerre et en proclamant l'Union sacrée, les dirigeant officiels des partis sociaux-démocrates d'Allemagne, de France et d'Angleterre (à l'exception du parti ouvrier indépendant) ont renforcé l'impérialisme sur ses arrières, ont engagé les masses populaires à supporter patiemment la misère et l'horreur de la guerre, et ainsi ont contribué au déchainement effréné de la fureur impérialiste, au prolongement du massacre et à l'accroissement du nombre de ses victimes ; ils partagent donc la responsabilité de la guerres et de ses conséquences.
- «3' Cette tactique des instances officielle du parti dans les pays belligérants, en tout premier lieu en Allemagne, qui était jusqu'ici le pays pilote de l'Internationale, équivaut à une trahison des principes les plus élémentaires

^{1.} Rosa Luxemburg, La crise de la social-démocratie, Editions Spartacus, 1993, 170 p. - 89 F.

^{2.} Lors de son congrès fondateur à Gotha en 1875, le Parti social-démocrate allemand publie un programme, violemment critiqué par Marx (CF la Critique du programme de Gotha) qui l'estime réformiste et non marxiste. En 1890, le Parti social-démocrate tient un nouveau congrès à Erfurt, qui cette fois publie un programme jugée recevable par Engels. Le programme d'Erfurt, jugé plus marxiste et plus radical n'empéchera cependant pas la capitulation de 1914. C'est donc d'abord un retour aux sources que propose en 1915 Rosa Luxemburg à ses camarades de parti, avant de comprendre que la rupture radicale avec les sociaux démocrates est nécessaire pour les révolutionnaire.

du socialisme international, des intérêts vitaux de la classe ouvrière et de tous les intérêts démocratiques des peuples. A cause de cette tactique, la politique socialiste était également condamnée à l'impuissance dans les pays où les dirigeants du parti sont restés fidèles à leurs devoirs : en Russie, en Serbie, en Italie, et - avec une exception- en Bulgarie.

- « 4 ° En abandonnant la lutte des classes pour toute la durée de la guerre, et en la renvoyant à la période d'après-guerre, la social-démocratie des pays belligérants a donné le temps aux classes dirigeantes de tous les pays de renforcer considérablement leurs positions aux dépens du prolétariat sur le plan économique, politique et moral.
- «5° La guerre mondiale ne sert ni la défense nationale, ni les intérêt économique ou politique des masses populaires quelles qu'elles soient, c'est uniquement un produit de rivalité impérialiste entre les classes capitalistes de différents pays pour la suprématie mondiale et pour le monopole de l'exploitation et de l'oppression des régions qui ne sont pas encore soumises au capital. A l'époque de cet impérialisme déchaîné il ne peut plus y avoir de guerres nationales. Les intérêts nationaux ne sont qu'une mystification qui a pour but de mettre les masses populaires laborieuses au service de leur ennemi mortel : l'impérialisme;
- «6° Pour aucune nation opprimée, la liberté et l'indépendance ne peuvent jaillir de la politique des Etats impérialistes et de la guerre impérialiste. Les petites nations, dont les classes dirigeantes sont les jouets et les complices de leurs camarades de classe des grands Etats ne sont que des pions dans le jeu impérialiste des grandes puissances, et, tout comme les masses ouvrières des grandes puissances, elles sont utilisées comme instruments pendant la guerre pour être sacrifiées après la guerre aux intérêts capitalistes.
- «7° Dans ces conditions quel que soit le vainqueur et quel que soit le vaincu, la guerre mondiale actuelle représente une défaite du socialisme et de la social démocratie; quelle que soit son issue elle ne peut que conduire au renforcement du militarisme, des conflits internationaux et des rivalités sur le plan de la politique mondiale, sauf au cas d'une intervention révolutionnaire du prolétariat international. Elle augmente l'exploitation capitaliste, accroît la puissance de la réaction dans la politique intérieure, affaiblit le contrôle de l'opinion publique et réduit de plus en plus le parlement à n'être que l'instrument docile du militarisme. En même temps, la guerre mondiale actuelle développe toute les conditions favorables à de nouvelles guerres.
- «8* La paix mondiale ne peut être préservée par des plans utopiques ou foncièrement réactionnaires, tels les tribunaux internationaux de diplomates capitalistes, des conventions diplomatiques sur le «désarmement», la «liberté maritime» la suppression du droit de capture maritime, des «alliances politiques européennes», des «unions douanières en Europe centrale», des Etats tampons nationaux, etc. On ne pourra éliminer ou même enrayer l'impérialisme, le militarisme et la guerre aussi longtemps que les classes capitalistes exerceront leur domination de classe de manière incontestée. Le seul moyen de résister avec succès et de préserver la paix mondiale, c'est la capacité d'action politique du prolétariat international et sa volonté révolutionnaire de jeter son poids dans la balance.
- «9' L'impérialisme en tant que dernière phase et apogée de la domination politique mondiale du Capital, est l'ennemi mortel commun du prolétariat de tous les pays. Mais il partage aussi avec les phases antérieures du capitalisme le destin d'accroître les forces de son ennemi mortel à mesure même qu'il se développe. Il accélère la concentration du capital, la stagnation des classes moyennes, l'accroissement du prolétariat, suscite la résistance de plus en plus forte des masses, et conduit ainsi à l'intensification des oppositions entre les classes. Dans la paix comme dans la guerre, la lutte de classe prolétarienne doit concentrer toute ses forces en premier lieu contre l'impérialisme. Pour le prolétariat international, la lutte contre l'impérialisme est en même temps la lutte pour le pouvoir politique dans l'Etat, l'épreuve de force décisive entre socialisme et capitalisme. Le but final du socialisme nesra atteint par le prolétariat international que s'il fait front sur toute la ligne à l'impérialisme et s'il fait du mot d'ordre « Guerre à la guerre » la régle de conduite de sa pratique politique, en y mettant toute son énergie et son courage.
- «10° Dans ce but, la tâche essentielle du socialisme consiste aujourd'hui à rassembler le prolétariat de tous les pays en une force révolutionnaire vivante, et à créer une puissante organisation internationale possédant une seule conception d'ensemble de ses intérêts et de ses tâches, et une tactique et une capacité d'action politique unifiées, de manière à faire du prolétariat le facteur décisif de la vie politique, rôle auquel l'histoire le destine.
- «11° La guerre a fait éclater la II° Internationale. Sa faillite s'est avérée par son incapacité à lutter efficacement pendant la guerre contre la dispersion nationale et à adopter une tactique et une action commune pour le prolétariat de tous les pays.
- «12° Compte tenu de la trahison des représentations officielles des partis socialistes des pays belligérants envers les objectifs et les intérêts de la classe ouvrière, compte tenu du fait qu'ils ont abandonné les positions de l'Internationale pour rallier celle de la politique bourgeoise-impérialiste, il est d'une nécessité vitale pour le socialisme de créer une nouvelle Internatio-

- nale ouvrière qui se charge de diriger et de coordonner la lutte de classe révolutionnaire menée contre l'impérialisme dans tous les pays. Pour accomplir sa tâche historique, elle devra s'appuyer sur les principes suivants:
- «a) La lutte de classe à l'intérieur des Etats bourgeois contre les classes dirigeantes, et la solidarité internationale des prolétaires de tous les pays sont les deux règles de conduite indispensables que la classe ouvrière doit appliquer dans sa lutte de libération historique. Il n'y a pas de socialisme en dehors de la solidarité internationale, ni en temps de paix, ni en temps de guerre : cela équivaudrait à un suicide.
- «b) L'action de classe du prolétariat de tous les pays doit, en temps de paix comme en temps de guerre, se fixer comme but principal de combattre l'impérialisme et de faire obstacle à la guerre. L'action parlementaire, l'action syndicale et l'activité globale du mouvement ouvrier doivent être subordonnées à l'objectif suivant : opposer dans tous les pays, de la manière la plus vive, le prolétariat à la bourgeoisie, souligner à chaque pas l'opposition politique et spirituelle entre les deux classes, tout en mettant en relief et en démontrant l'appartenance commune des prolétaires de tous les pays à l'Internationale.
- «c) Le centre de gravité de l'organisation de classe du prolétariat réside dans l'internationale. L'internationale décide en temps de paix de la tactique des sections internationales au sujet du militarisme, de la politique coloniale, de la politique commerciale, des fètes de mai, et de plus elle décide de la tactique à adopter en temps de guerre.
- «d) Le devoir d'appliquer les décisions de l'Internationale précède tous les autres devoirs de l'organisation. Les sections nationales qui contreviennent à ces décisions s'excluent elles-mèmes de l'Internationale.
- «e) Dans la lutte contre l'impérialisme et la guerre, les forces décisives ne peuvent être engagées que par les masses compactes du prolétariat de tous les pays. La tactique des sections nationales doit par conséquent avoir pour objectif principal de former la capacité d'action politique des masses et leur sens de l'initiative, d'assurer la coordination internationale des actions de masse, de développer les organisations politiques, de telle sorte que par leur intermédiaire on puisse compter à chaque fois sur le concours rapide et énergique de toutes les sections et que la volonté de l'Internationale se concrétise dans l'action des masses ouvrières les plus larges dans tous les pays.
- «f) La première tâche du socialisme est la libération spirituelle du prolétariat de la tutelle de la bourgeoisie, tutelle qui se manifeste par l'influence de l'idéologie nationaliste. L'action des sections nationales, tant au parlement que dans la presse, doit avoir pour but de dénoncer le fait que la phraséologie traditionnelle du nationalisme est l'instrument de la domination bourgeoise. Aujourd'hui, la seule défense de toute liberté nationale effective est la lutte de classe révolutionnaire contre l'impérialisme. La patrie des prolétaires, dont la défense prime tout, c'est l'Internationale.»

Trois ans après ce texte qui se situe comme une ultime tentative de redonner un sens révolutionnaire au courant social-démocrate, l'aile gauche du parti social démocrate allemand devenait le Parti communiste d'Allemagne-Ligue Spartakus (K.P.D.). Lors de la fondation de ce nouveau parti en décembre 1918, Rosa Luxemburg devait déclarer : «Le 4 août [date à laquelle les crédits de guerre ont été votés par les sociaux-démocrates] n'est pas tombé du ciel, il n'est pas un tournant brusque mais la suite logique de ce que nous avons vécu jour par jour les années précédentes (...). Le marxisme officiel servait de couverture à toutes les déviations et à tous les abandons de la véritable lutte de classe révolutionnaire, à toute cette politique de demi-opposition qui condamnait la social-démocratie allemande, et le mouvement ouvrier en général, y compris le mouvement syndical, à s'emprisonner volontairement dans le cadre et sur le terrain de la société capitaliste, sans volonté sérieuse de l'ébranler et de la faire sortir de ses gonds (...) Voilà donc camarades, la base générale du programme que nous adoptons (...) il est en opposition consciente avec le point de vue défini dans le programme d'Erfurt, en opposition consciente avec toute séparation des exigences immédiates et du but final (...)». En consacrant cette rupture, Rosa Luxemburg avait enfin compris que la social démocratie ne se transforme pas, mais se combat! Cela devait lui coûter la vie dans les semaines qui suivirent. Alors les socialistes allemands écrasèrent la Commune de Berlin et le mouvement révolutionnaire outre-Rhin, ouvrant ainsi la voie au nationalsocialisme et à la seconde guerre mondiale...3

^{3.} Cette article reprend les grandes ligne de la préface à La crise de la socialdémocratie édité chez Spartacus.

La social-démocratie alsacienne soutient puis écrase les soviets en nov. 1918

Quand le 3 novembre 1918, les marins de Kiehl au nord de l'Allemagne se mutinent contre leurs officiers et s'organisent en soviet, en Elsass-Lothringen le mouvement social porte essentiellement sur l'autodétermination nationale. Sous l'appellation du «camp neutraliste», une partie de la classe ouvrière alsacienne, mais aussi de sa bourgeoisie, définissaient l'existence de la nation alsaco-lorraine comme un gage de non-agression entre l'Etat français et l'Etat allemand, une volonté farouche de cesser d'être le faire valoir des guerres impérialistes entre les gouvernements allemands et français. Le SPD alsacien n'a pas une position claire sur la question de l'Alsace-Lorraine, mais se rattache profondément à l'héritage républicain et jacobin de la révolution française.

orsque l'insurrection des marins de Kiehl s'étend, nombre d'entre eux, originaires des différentes villes et campagnes d'Elsass-Lothringen, se démobilisent d'eux-mêmes. Depuis le 7 novembre, les manifestations regroupent des jeunes, des travailleurs et des soldats. Le 9 novembre, avec l'arrivés des premiers marins mutinés, des comités de soldats se forment à Strasbourg, à Mulhouse et à Metz. A Strasbourg, les comités de soldats sont dans la rue. Le drapeau rouge flotte sur de nombreux édifices publiques, y compris sur la cathédrale. Le poste de garde de l'Aubette est neutralisé. La prison de la rue du Fil est ouverte. La résidence du prince Joachim de Hohenzollern est réquisitionnée. Conscient qu'à ce moment là, la question nationale implique la question sociale, la majorité des parlementaires alsaciens au Landstadt refusent de voter une déclaration d'autonomie. Pendant les manifestations, les travailleurs et les soldats fraternisent, et la place Kléber est devenu un énorme agora. Le 11 novembre, jour de l'armistice, les premiers conseils ouvriers se forment dans les usines en grève à Strasbourg, Colmar, Metz et Selestat. Le 12 novembre, les parlementaires se proclament en «Conseil national d'Alsace-Lorraine» pour tenter de contrer l'extension du mouvement révolutionnaire. Mais, pour la bourgeoisie alsacienne, l'équilibre économique compte davantage que les revendications identitaires ; le Conseil national ira même jusqu'à vouloir demander le rattachement de l'Alsace-Lorraine à la France, mais il en sera empêché par le conseil des soviets.

Dans un premier temps, les socialistes, Jacques Peirotes en tête, favorisent la création des conseils ouvriers pour faire contrepoids au Conseil national qui affichait une volonté neutraliste, et cela même si Peirotes y détenait un poste de ministre sans portefeuille. En prenant l'initiative de constituer un comité exécutif des soviets (10 novembre), Peirotes et les socialistes arrivent ainsi à contrôler les soviets, tout en étant présent au Conseil national. Le même jour, il va même jusqu'à proclamer « la république socialiste », place Kléber. Mais les déclarations des socialistes ne sont que démagogie : à l'appel de la bourgeoisie alsacienne l'armée française va précipiter l'occupation de l'Elsass-Lothringen. en entrant violemment dans Strasbourg, le 22 novembre¹, avec la bénédiction des socialistes.

Le rôle de Peirotes et de la social-démocratie est primordial à la fois dans l'écrasement des soviets que dans la propagande pro-française qui suivit et qui a permis l'installation d'un régime d'exception, sous contrôle des militaires français, jusqu'en 1924.

Peirotes cumula une grande partie des délégations : les socialistes l'imposèrent à la fois comme membre du Comité fédéral des soviets, comme membre du Conseil national en tant que président de l'exécutif régional provisoire, et comme maire de Strasbourg. Richard à Colmar et Wicky à Mulhouse jouèrent un rôle identique de neutralisation des appareils de décision, alors que les soviets s'étaient constitués pour prendre des décisions à la base.

Ainsi, la social-démocratie alsacienne a brisé l'espérance nationale qu'avait soulevée la révolution spartakiste et la faiblesse des Etats allemands et français à la fin de la guerre. Les socialistes motivèrent clairement le choix de la France par l'héritage jacobin, qui, lui seul, était capable de mater l'expression autonome de la classe ouvrière alsacienne. Elle le fit aussi parce que les contacts pris avec la SFIO lui permettait de garder l'exclusivité de la représentation socialiste en Alsace. Pendant la guerre, le SPD allemand, compromis tout autant dans l'union sacrée et l'expression du nationalisme pangermaniste, n'avait pas supporté les travers qu'avaient pris Peirotes et certains de ses amis au début du conflit. Peirotes, francophile de longue date, avait émis quelques sympathies pour Jaurès. Son rôle, avant l'arrivé des troupes française, fut celui d'un rassembleur du parti de la France. Très clairement issu de la bourgeoisie, de la petite bourgeoisie et des classes moyennes, ce rassemblement de fait a tenu des meetings pour glorifier le rôle civilisateur de la France dans ses colonies, ou son héritage révolutionnaire qui su ne pas faillir en ne prenant pas de gants dans le massacre des paysans vendéens. Cette large propagande fut certainement financée par l'état français. Mais ce qui est sûr, c'est que la SFIO, en menant une stratégie dans la ligne de ce qui allait être le traité de Versailles, voyait d'un très bon œil une expression pro-française massive

Dans l'écrasement de l'espoir social qu'avait suscité les soviets, le rôle de la social-démocratie est précis. La révolution spartakiste en Allemagne lui a fait craindre que le mouvement social se solidarise très clairement en faveur de ce qui se passait outre Rhin, et que cette solidarité empêche la rattachement de l'Alsace-Lorraine à la République française. Ses motivations étaient liées au fait, qu'avant la guerre et à dans la seconde internationale, la social-démocratie cherchait à ménager les classes «moyennes». Un souci que l'on retrouvera très clairement dans la modération affichée lors des grèves de juin 36 en France. Enfin, la social-démocratie alsacienne était appuyée par une bourgeoisie laïque que les événements de novembre 1918 inquiétaient.

Jacques Peirotes fut maire de Strasbourg jusqu'en 1929, député jusqu'en 1932. Son rôle de Président de la fédération du Bas-Rhin de la SFIO fut de légitimer l'occupation et l'annexion française. Mais il fut aussi le promoteur principal d'un «syndicalisme réformiste» qui chercha, dans les dix ans qui suivirent, à effacer complètement la culture de luttes sociales née pendant l'espoir des journées de novembre 1918.

Jérôme, Strasbourg le 30/11/97

Une des artères principales du centre ville de Strasbourg continue de s'appeler «rue du 22 novembre», comme un signe de plus de l'occupation par la Républieue française.

Le prolétariat allemand "trahi" par la social-démocratie

Jusqu'en 1914, la société allemande est très hiérarchisée. On peut parler d'une société de castes, tant le cloisonnement y est tranché entre les différentes catégories de citoyens. L'idéologie dominante dans le Reich de 1914 a conservé les traits essentiels de l'idéologie prussienne. Les membres de l'armée sont des citoyens privilégiés. Un lieutenant de la garde "pèse" incomparablement plus socialement que n'importe quel journaliste ou écrivain. De plus, la guerre est considérée comme un des "fondements de l'Etat", et la haine nationale une "nécessité morale". La vocation de l'Etat allemand, qui est de préserver à côté de l'idéalisme de la science l'idéalisme de la guerre, implique non seulement que l'Etat consacre d'énormes dépenses à l'entretien et au développement de son armée, mais aussi que tous les citoyens soient l'équivalent de soldats, avec pour première vertu la discipline.

e 1870 à 1914, on constate, dans l'ensemble, une amélioration du sort des ouvriers, même si les profits capitalistes ont augmenté incomparablement plus vite que les salaires. Quoique la misère se développe dans certains secteurs du prolétariat, agricole et industriel, et que les conditions de vie dans les grandes villes soient très dures, on n'y rencontre guère les aspects les plus révoltants de la misère comme dans d'autres pays industriels. L'essor démographique que connaît l'Allemagne (de 41 millions d'habitants en 1871 à 69 millions en 1914) s'accompagne d'une diminution de la paysannerie et d'un accroissement de la classe ouvrière. Les difficultés de l'agriculture allemande vers la fin du siècle pousse à l'exode rural vers les régions industrielles, et beaucoup de paysans grossissent ainsi les rangs du prolétariat urbain. Si le nombre des ouvriers relativement mieux payés a augmenté, on constate l'apparition du chômage au moment des dépressions économiques et le maintien d'un nombre relativement élevé de grèves et de lock-out!. Ainsi, on peut dire que le sort de la classe ouvrière dépendait dans une large mesure de la conjoncture. Pour en atténuer les effets, il existait une "solidarité" entre un patronat pratiquant la concentration par l'intermédiaire des cartels pour ainsi mieux se défendre contre les revendications ouvrières, pour corriger certains des effets les plus néfastes d'une conjoncture défavorable et les ouvriers. Cette "solidarité" conduisit les ouvriers à accepter assez facilement le paternalisme patronal et à ressentir même une certaine fierté d'appartenir à telle entreprise aux résultats économiques brillants. D'autre part, elle détourna une partie des ouvriers allemands des idéologies révolutionnaires.

Les ouvriers, ces "types sans patrie" comme les appelait naguère Guillaume II2, empereur d'Allemagne de 1888 à 1918, n'ont pas un amour particulier pour le monarque ni le respect inné des institutions, même si les habitudes de discipline les conduisent à obéir aux consignes des dirigeants syndicaux qui étranglent tout mouvement de grève menaçant de se prolonger (grandes grèves dans la Ruhr en janvier 1905 et en mars 1912). Des généraux comme Groener verront un grand intérêt à collaborer pendant la guerre de 14-18 avec les chefs syndicalistes pour faciliter la mobilisation industrielle. Car, s'il fallait caractériser d'une formule le mouvement ouvrier allemand au début du XX° siècle, on pourrait dire que la croissance du mouvement syndical et politique, son renforcement numérique, la puissance accrue de son appareil s'accompagnent d'un affaiblissement idéologique. De par la puissance du mouvement socialdémocrate dans l'Europe d'avant-guerre, c'est vers l'Allemagne que se tournent les espoirs du monde ouvrier, c'est dans ce pays que les révolutionnaires espèrent obtenir les plus grands succès.

LA SOCIAL-DÉMOCRATIE À LA VEILLE DE 1914

Naissance de la social-démocratie

En 1862, la direction de l'association ouvrière de Leipzig s'était adressée à Ferdinand Lassalle³ en le priant de formuler les tâches et les objectifs du

mouvement ouvrier. Sur les conseils de Lassalle, qui en a assumé la présidence, fut fondée à Leipzig en mai 1863 l'Association générale allemande des travailleurs (ADAV). Pour la première fois, la classe ouvrière allemande était représentée par une organisation politique autonome. L'objectif premier de Lassalle, grand ami de Bismarck, était la conquête du suffrage universel contre la loi des "trois classes", la clef illusoire de l'émancipation ouvrière. La nécessité d'éliminer la propriété privée capitaliste ne s'imposait pas à lui. Sa théorie de la "loi d'airain des salaires" selon laquelle le salaire de l'ouvrier ne pouvait jamais s'élever au-dessus du minimum indispensable à sa subsistance, aboutissait presque à nier l'intérêt de la lutte revendicatrice. L'influence de Lassalle sur le mouvement ouvrier fut considérable. Parallèlement, en 1869, grâce aux efforts de Bebel et de Wilhelm Liebknecht⁴, s'était créé le parti ouvrier social-démocrate d'Allemagne, avec un programme inspiré de la pensée marxiste de la I¹⁶ Internationale. Pour la majorité des ouvriers allemands, l'existence de deux organisations ouvrières était une source de faiblesse. D'autant plus que, avec l'écrasement de la Commune et le développement du prolétariat allemand, le centre de gravité du mouvement ouvrier international s'était déplacé vers l'Allemagne. Pour plus d'efficacité, l'unification se réalisa donc, et elle eut lieu à Gotha en mai 1875, laissant une large place aux conceptions lassalliennes. Les lois d'exception de Bismarck (lois dirigées contre les groupements et publications social-démocrates) avaient eu pour conséquence d'agrandir le fossé séparant la classe ouvrière de la bourgeoisie et de l'Etat. Le monde ouvrier allemand s'était radicalisé. Redevenu légal, le parti élabora un nouveau programme qui fut adopté au congrès d'Erfurt en 1891. Au congrès de Halle, en 1890, le parti s'était donné pour nom parti social-démocrate d'Allemagne (SPD). Certains dirigeants sociaux-démocrates pensaient que l'objectif essentiel de ce parti était l'obtention de réformes susceptibles d'améliorer dans l'immédiat la condition ouvrière, et non la suppression du système capitaliste.

Avec Bernstein, l'appareil du SPD devient révisionniste

Divers facteurs vont contribuer à la transformation de la social-démocratie allemande : le développement des syndicats réformistes et l'augmentation des adhérents et des permanents du parti ; les succès croissants que le parti remporte aux élections ; l'implantation de ce parti dans les municipalités ; la création d'une série d'organismes contrôlés financièrement par le parti ou les syndicats (mutuelles, coopératives de consommation, journaux, etc.) ; le développement d'une aristocratie ouvrière qui coupe

^{1.} En 1904, 1 870 grèves pour environ 114 000 grévistes ; en 1905, 2 403 grèves pour environ 410 000 grévistes

environ 410 000 grévistes.

2. Depuis 1870, tous les empereurs d'Allemagne sont issus d'une même dynastie prussienne, les Hohenzollern.

Fondateur d'une des branches du mouvement social-démocrate de tendance non marxiste.

A Avec Bebel, W. Liebknecht fut le chef le plus important de la social-démocratie allemande. Après avoir participé à la Révolution de 1848, il émigra à Londres où il se lia d'amitié avec Marx et Engels.

les couches les mieux payées des autres couches du prolétariat allemand. Certains dirigeants envisagent, dans la pratique, l'intégration de la classe ouvrière allemande à la société capitaliste, même s'ils continuent dans leurs journaux, leurs discours, bref dans toute la "littérature" officielle à conserver la phraséologie socialiste et même révolutionnaire.

Le révisionnisme de Bernstein⁵, officiellement combattu, l'emporte peu à peu dans la pratique, et les hommes nouveaux qui, succédant à la première génération (Bebel, Wilhelm Liebknecht), occupent les postes de direction dans l'appareil du parti, vont agir dans le sens de ces idées, même s'ils continuent à les condamner en paroles.

Tout comme Bernstein, Karl Legien, secrétaire général de la confédération syndicale, s'oppose à la direction du parti social-démocrate parce qu'il est d'avis que les syndicats ne doivent pas se fixer des objectifs politiques mais lutter pour un certain nombre de réformes partielles. Il ne s'agit pas de renverser le système capitaliste mais d'amender, dans le cadre du régime, la condition ouvrière pour neutraliser toute velléité révolutionnaire. Et sur beaucoup de points, les idées de Legien rencontrent celles de Bernstein, mises en pratique par beaucoup de sociaux-démocrates qui, une fois élus députés dans les Landtag, collaborent avec les partis bourgeois en réalisant des coalitions techniques. La conséquence de cette évolution est le développement au sein du parti d'un groupe de techniciens, une oligarchie de bureaucrates permanents pour qui les problèmes idéologiques deviennent secondaires: ils forment une clientèle toute trouvée pour le révisionnisme.

L'emprise de ce révisionnisme sur la social-démocratie va se manifester à l'occasion de deux problèmes principaux qui se posent à elle entre 1900 et 1914: celui de la grève générale, celui de l'impérialisme et de la guerre.

La social-démocratie et la grève générale

L'idée de la grève générale a été constamment repoussée par la socialdémocratie allemande, malgré un regain lors des manifestations ouvrières qui avaient accompagné en 1905 la tentative de Révolution en Russie devant servir d'exemple pour le prolétariat allemand et lors des grèves puissantes, en particulier celles de la Ruhr. On y voyait en effet une manifestation antiparlementaire, donc suspecte et risquant de compromettre l'organisation mise sur pied par le parti.

Lors du congrès de la social-démocratie de Mannheim (1906), des conversations avaient eu lieu entre syndicalistes et parlementaires socialistes qui préparèrent le terrain à une capitulation des partisans de la grève générale. La majorité vota un ordre du jour reconnaissant l'égalité du parti et des syndicats: toute décision devait être dorénavant prise en commun. A l'évidence, il ne pouvait plus être question de grève générale.

La social-démocratie et la politique extérieure

Au nom du révisionnisme, Bernstein avait reconnu à l'Allemagne sa place au soleil; il admettait le principe de l'expansion coloniale, l'établissement des zones d'influence allemande en Chine. L'acceptation du régime social existant s'accompagnait, chez certains leaders sociaux-démocrates, de l'approbation des tendances impérialistes de la bourgeoisie et des Junkers, les hobereaux prussiens. Dans Les Prémisses du socialisme, Bernstein disait sans équivoque qu''non ne saurait reconnaître aux sauvages qu'un droit restreint du sol qu'ils occupent. La civilisation supérieure y possède un droit supérieur. D'autres, allant beaucoup plus loin que lui, approuvent l'expansion du capitalisme allemand, la conquête de territoires étrangers.

Les révisionnistes, s'ils sont attaqués par la gauche du parti, ne seront jamais exclus. Leurs conceptions ne cesseront de gagner du terrain dans les années d'avant-guerre.

La social-démocratie et la guerre de 14 : guerre nationale et lutte de classes

La lutte de classes et la solidarité internationale du prolétariat étaient un principe fondamental dans la social-démocratie. Cet "évangile" devait valoir en temps de paix, mais surtout en temps de guerre. Pour les discours "patriotiques" de la bourgeoisie, la social-démocratie allemande n'avait que mépris : la guerre mondiale préparée par les Etats capitalistes n'était qu'une razzia impérialiste, avec une avidité de profit et de sanglantes disputes autour de la proie.

"Nous nous opposons à une pareille guerre de toutes nos forces et nous répétons l'ancien mot d'ordre : Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!"

Ainsi s'exprimait la social-démocratie, espoir de millions d'exploités et

d'opprimés. Le 4 août 1914, tout s'est effondré. Méprisant sa propre doctrine, trahissant la lutte de classes et la solidarité internationale, le groupe parlementaire social-démocrate vote à l'unanimité les moyens financiers pour conduire la guerre. Au cours de la délibération de groupe qui précéda le vote, 14 députés sur 92 présents (le groupe comptait 110 membres) avaient pris position pour le refus des crédits de guerre, le porte-parole de cette minorité étant Karl Liebknecht. Mais, en fin de compte, tous se rallièrent à la majorité pour sauver l'unité du parti. Les responsables de ce parti, quand ils se décidèrent à voter les crédits de guerre sans contrepartie, avaient été précédés dans cette voie par les syndicalistes, qui dès le 2 août s'étaient concertés avec le patronat afin de "geler" tous les conflits sociaux pour la durée de la guerre. Le Burgfrieden, littéralement "la paix qui règne à l'intérieur de la forteresse assiégée" qui signifie l'"union sacrée" mais surtout l'"état de siège", s'étendit du domaine social au monde politique: tous les partis politiques, SPD6 compris, s'engagèrent à ne plus se combattre mutuellement et à ne plus s'opposer au gouvernement. Le parti se liait ainsi lui-même les mains, sans rien en retirer.

Au congrès de l'Internationale, en août 1907 à Stuttgart, la résolution finale écarta l'appel direct à la grève de masse et se borna à exiger la lutte contre la menace de guerre "avec les moyens qui apparaîtront les plus efficaces". Rosa Luxembourg fit rajouter un passage qui par la suite devait se révéler d'une importance capitale : "Si la guerre éclatait tout de même... le devoir consistera à utiliser la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires, pour précipiter ainsi la chute de la domination capitaliste." Les résolutions que la socialdémocratie allemande acceptait de voter dans les congrès internationaux étaient une chose, autre chose la pratique politique quotidienne. Certes, on condamnait la guerre, mais si on était attaqué, ne fallait-il pas se défendre? Ainsi, distinction était faite entre guerre offensive et guerre défensive qui allait permettre tous les accommodements avec le régime. L'ouvrier socialiste Noske avait proclamé au congrès social-démocrate d'Essen, en 1907, qu'en cas de guerre les socialistes allemands ne se montreraient pas moins patriotes que les bourgeois au cas où l'Allemagne serait sérieusement menacé. Combattant ces idées, Clara Zetkin' assurait qu'affirmer la nécessité de la défense nationale signifiait tout simplement "conserver (aux ennemis de la classe ouvrière) la patrie en tant que domaine où s'exerçaient l'exploitation et la domination d'une classe, et permettre d'étendre cette exploitation, par-delà les frontières, au prolétariat d'autres pays".

Jusqu'à la remise de l'ultimatum autrichien (le 25 juillet), la classe ouvrière allemande est pratiquement tenue dans l'ignorance de ce qui se trame. L'idée de grève générale n'est à aucun moment envisagée sérieusement. A Bruxelles, où le bureau de l'Internationale s'est réuni les 27 et 28 juillet, Jules Guesde® objecte qu'une grève générale affaiblirait précisément les pays où les socialistes sont les plus forts au profit de l'ennemi, à savoir la Russie. Ainsi, depuis longtemps, la majorité de la social-démocratie pensait et répandait l'idée que le "péril russe, le tsarisme, incarnation de la dictature la plus réactionnaire®, constituait un danger non seulement pour l'Etat allemand mais aussi pour le mouvement démocratique. Donc, si le Reich entrait en guerre contre l'empire des Tsars, cette lutte serait considérée comme émancipatrice, et la social-démocratie se devrait de la soutenir.

Il apparut vite que l'union sacrée, scellée par un enthousiasme qui avait confiné au délire, n'avait pas le même sens pour tout le monde. Pour l'aristocratie et pour une bonne part de la bourgeoisie, elle signifiait annexions, conquêtes territoriales. Au contraire, si les masses ouvrières s'étaient jointes à ce concert belliciste, c'était avant tout pour défendre la nation menacée. Un nombre considérable d'ouvriers ont été mobilisés sur place, à l'arrière, dans les usines d'armement. Pénurie et rationnement entraînent le développement parallèle de la bureaucratie et du mar-

Théoricien de la social-démocratie, Bernstein conteste un certain nombre de points de la doctrine marxiste et se prononce pour un réformisme opportuniste.
 Rares furent les campagnes d'opinion du SPD axées sur un programme clair et

Rares furent les campagnes d'opinion du SPD axées sur un programme clair et précis, comme la dénonciation argumentée du bellicisme de droite et du pouvoir.

Dirigeante de la social-démocratie allemande, et notamment du mouvement féminin.

Fondateur avec Paul Lafargue du parti ouvrier français, fut ministre d'Etat de 1914 à 1916 dans le gouvernement d'Union sacrée.

ché noir. Les travailleurs et leurs familles, qui n'ont pas de relations et manquent d'argent, sont les moins bien placés. Dans cette situation, la militarisation de la production industrielle remet en question des conquêtes sociales antérieures comme les conditions de travail, la sécurité, la durée du travail. Les liaisons multiples qui existent entre le patronat, la bureaucratie et les militaires jouent contre les travailleurs et leurs intérêts. L'emprise des structures militaires sur l'Etat et l'économie s'accroît rapidement dans tous les domaines, réduisant les pouvoirs réels du gouvernement civil et du Parlement. La guerre accentue ainsi dans une large mesure le caractère autoritaire de l'Etat. L'emprise des militaires, le plus souvent solidaires des intérêts et des idéologies de la droite conservatrice et de l'extrême droite nationaliste et antisémite, bloque l'évolution vers une démocratisation progressive que leaders sociauxdémocrates et libéraux de gauche avaient cru entrevoir dans le climat d†'union et d'exaltation des premières journées d'août. L'influence croissante du commandement militaire jusqu'en 1916, avec le tandem Hindenburg-Ludendorff, anéantit les espoirs naïfs, conséquence d'un aveuglement volontaire, que les partis de gauche avaient placés en août 1914 dans une guerre strictement défensive aboutissant à une paix sans conquête. Les commandements militaires ne se privèrent pas d'exercer leur pouvoir de censure et de poursuites quand, peu à peu, la contestation contre l'union sacrée osa lever la tête et que, dans les rangs des militants et les masses, le temps de guerre apparut, une fois les premières illusions dissipées, comme un temps d'inégalités et d'injustices accrues.

LA RÉVOLUTION SPARTAKISTE DE NOVEMBRE 1918

La prolongation de la guerre avec son cortège d'insupportables souffrances, le renforcement de l'agitation pangermaniste et le remplacement progressif du pouvoir civil par la dictature de Ludendorff, s'abritant derrière Hindenburg, l'exaltation de l'esprit de conquête et de refus de tout engagement précis pour les réformes démocratiques, les scandaleux profits que le patronat de l'industrie de guerre et les grands agrariens bâtissaient sur le sang et la misère des travailleurs ne pouvaient qu'alimenter la condamnation de la politique d'abandon des dirigeants sociaux-démocrates et des syndicalistes.

Karl Liebknecht se repentit rapidement d'avoir cédé à la discipline de groupe en votant les crédits de guerre. Le 2 décembre 1914, il refusa cette fois sa voix à une deuxième demande de crédits. Le 1^{er} mai 1916, à Berlin, le groupe Spartacus appela à manifester. Liebknecht, alors député au Reichstag, après avoir crié "A bas la guerre! A bas le gouvernement!", fut arrêté (et plus tard condamné à deux ans de travaux forcés). Au Reichstag, les députés sociaux-démocrates (ainsi, bien entendu, que les libéraux et les conservateurs) donnèrent volontiers leur approbation à son arrestation et à sa condamnation.

Le mécontentement du peuple allemand

Cette guerre durait depuis près de trois ans, sans aucun espoir de paix à l'horizon. Le fossé se creusait entre le prolétariat urbain, qui n'avait que ses rations pour vivre, et les couches plus aisées qui pouvaient s'approvisionner au marché noir. A l'enthousiasme naïf d'août 1914 avaient succédé une morne résignation, puis une colère qui se muait en désir ardent de voir le carnage finir. Dans les usines, on entend dire que, quand"les prolétaires tombent, les dividendes grimpent".

C'est dans ce climat qu'éclate en Allemagne la nouvelle de la Révolution russe. Les Spartakistes popularisent l'exemple de la Russie "où le prolétariat commence à mettre en cause la domination de classe du capital". Les chefs syndicaux informent les autorités de l'agitation que ces nouvelles contribuent à faire régner dans les masses ouvrières.

A Berlin, l'Union des métallurgistes se mettait en grève en avril 1917, après l'arrestation de son délégué par les militaires, et l'entrée en vigueur d'une nouvelle réduction de la ration de pain. Ce mouvement était dirigé et contrôlé par un organisme semi-clandestin, celui des délégués révolutionnaires d'usine.

Malgré les appels au calme des dirigeants sociaux-démocrates et syndicaux, plus de 250 000 ouvriers et ouvrières métallurgistes arrêtent le travail dans plus de 300 entreprises. Devant l'ampleur du mouvement qui débordait largement la capitale, les autorités commencèrent à le réprimer brutalement. Les usines de munitions étaient placées sous l'autorité

d'un officier, les ouvriers qualifiés de meneurs mobilisés au front, d'autres incarcérés. Les répercussions de la grève avaient été telles que Hindenburg jugea bon d'intervenir lui-même en présentant la cessation du travail comme un crime envers le soldat dans les tranchées. L'opinion des dirigeants syndicaux ne différait pas de celle du généralissime, la politique préconisée par les conservateurs étant voisine de celle de la social-démocratie : on fait la guerre pour imposer la paix à l'adversaire vaincu. Les grèves d'avril établissent à la fois la profondeur du mécontentement ouvrier et le passage des revendications économiques à des mots d'ordre politiques, inspirés par les spartakistes. Elles mettent en lumière le rôle des dirigeants syndicaux et des leaders sociaux-démocrates majoritaires. En fait, ceux-ci veulent poursuivre la guerre, et nombreux sont les ouvriers qui en ont pris conscience; mais leur influence et l'emprise de l'organisation syndicale demeurent si grandes encore que, tout en étant incapables d'empêcher les grèves de masse d'éclater, ils sont en mesure d'en prendre la direction, de les orienter et même de les stopper rapidement. Déjà se profile la tactique de la social-démocratie majoritaire : ne pas heurter de front le mécontentement populaire, mais le canaliser, le dévier, l'émousser pour qu'il n'entrave pas la poursuite de la guerre et ne remette pas en cause le régime. Les spartakistes, qui voulaient déplacer le centre de gravité de l'action du Parlement vers les masses et préconisaient une lutte systématique contre les instances syndicales, seront trop faibles pour guider avec conséquence et développer le mouvement révolutionnaire jusqu'à ce qu'il gagne l'ensemble de la classe ouvrière.

Mais c'est sur les navires de guerre que le désir de paix va s'exprimer le plus nettement. Les matelots ont le sentiment d'être traités en esclaves par des officiers qui font la guerre en gants blancs. Ils ne réclament plus l'amélioration de l'ordinaire, la paix et des moyens pratiques de hâter sa conclusion; certains descendent à terre sans autorisation et tiennent un meeting. Ces incidents vont inquiéter l'amirauté. Des tribunaux militaires prononcent, à la fin août 1917, 5 condamnations à mort et distribuent 181 années de bagne et 180 de prison. Les majoritaires ont condamné les marins. Les indépendants, mis en cause publiquement, se sont désolidarisés des révolutionnaires et ont nié avoir inspiré l'agitation. Seuls les spartakistes voient en eux "les vrais héros du prolétariat allemand". Ces assassinats pour l'exemple, ces sanctions démesurées qui ne s'expliquent que par la peur d'une classe craignant pour son pouvoir, creuseront encore plus l'abime entre équipages et officiers. Mais l'organisation révolutionnaire n'est pas anéantie. Le ministère de la Marine signale dès octobre 1917 que l'agitation continue sur les navires.

Grèves de masse contre la poursuite de la guerre impérialiste, janvier 1918 Les négociations de paix trainant, se développe l'idée que c'est la grève de masse dans l'industrie d'armement qui peut imposer la paix. Les spartakistes montrent qu'il ne faut attendre ni du gouvernement impérial ni du Parlement qu'ils pratiquent une politique d'entente avec la Russie, mais que l'on doit abattre la bourgeoisie. Lors des négociations de Brest-Litovsk avec la Russie, le gouvernement allemand n'avait nullement le souci de conclure une paix. Sa politique de cupidité, de ruses et d'hypocrisie souleva de violentes protestations dans la classe ouvrière. Le 28 janvier 1918, à Berlin, 400 000 ouvriers cessent le travail, principalement dans les usines de munitions, et 400 délégués ouvriers élus aussitôt se réunissent à la maison des syndicats, constituant un véritable conseil ouvrier. Après avoir précisé leurs revendications, ils élisent à leur tour un comité d'action de 11 personnes, et l'assemblée invite l'USPD à déléguer à ce comité trois de ses membres (seront désignés Ledebour, Dittmann et Haase) ; puis, malgré les protestations d'une partie de l'assistance, on adresse la même invitation aux sociaux-démocrates majoritaires. Le SPD accepte, et désigne trois de ses représentants les plus influents et les plus connus: Scheidemann, Ebert, Braun. En vain les spartakistes ont dénoncé la présence de ces "agents volontaires du gouvernement, ces ennemis jurés de la grève de masse qui n'ont rien à faire parmi les ouvriers en lutte". Le 29 janvier, le mouvement s'étend : 500 000 grévistes à Berlin, arrêts de travail à Kiel, Hambourg, Leipzig, Cologne, etc. Cette fois, il s'agit surtout d'une grève politique dont le premier objectif est la

Ceux qui restaient membres du parti social-démocrate furent appelés majoritaires, et ceux qui le quittaient se donnèrent le nom d'indépendants (USPD). Parmi ces derniers, une aile révolutionnaire, la ligue spartakiste, embryon du futur parti communiste.

paix. L'armée réagit avec brutalité: l'état de siège est aggravé, on procède à des arrestations massives; plusieurs milliers d'ouvriers qualifiés de meneurs sont mobilisés et envoyés au front, plusieurs usines placées sous direction militaire.

Désorienté par la répression et, au fond, sans objectifs précis, le comité de grève décida d'arrêter le mouvement le 3 février au soir. Les spartakistes qui poussaient à la résistance ne furent pas suivis. Mais la colère et l'amertume des masses ouvrières sont grandes; une partie des grévistes constate qu'ils n'ont pas reçu des dirigeants sociaux-démocrates l'appui qu'ils étaient en droit d'en attendre.

Une fois de plus, ce sont les officiers qui l'emportent. L'échec des grèves de janvier permit aux impérialistes allemands de prolonger une guerre qui allait encore coûter beaucoup au peuple allemand.

Au lendemain des grèves de janvier, Ludendorff et Hindenburg sont à l'apogée de leur pouvoir. Ils ont derrière eux la bourgeoisie industrielle, les Junkers, les conservateurs, les pangermanistes, c'est-à-dire de larges couches de la petite-bourgeoisie, des intellectuels, etc., et ont réussi, grâce à la complicité des partis du centre, de la social-démocratie et des directions syndicales, à mater - provisoirement - la classe ouvrière qu'avait enflammé l'exemple russe. L'influence des spartakistes ne déborde guère les milieux ouvriers des principales villes. Dans le peuple, la lassitude de la guerre et le mécontentement s'accroissent avec la dissipation des mirages. Depuis 1917, l'armée et la bourgeoisie allemandes s'obstinent dans une politique dont elles n'ont plus les moyens. L'année 1918 sera, du point de vue militaire, celle des ultimes tentatives des armées allemandes pour forcer la victoire avant l'effondrement final. Malgré l'aveu de sa défaite, Ludendorff, pour sauver la monarchie, constitue un nouveau cabinet dans lequel rentrent deux socialistes majoritaires, Bauer et Scheidemann. "Chaque fois que les fondements de la vieille domination de classe commencent à trembler et à vaciller apparaît à l'horizon un ministère réformiste de la onzième heure. (...) La signification historique et le but de ces ministères réformistes de dernière heure qui apparaissent en pleine tourmente sont toujours les mêmes : "rénover" l'ancien Etat de classe par des moyens pacifiques, c'est-à-dire ne faire que des modifications superficielles de détail afin de sauver l'essence et la substance de l'ancienne domination de classe, et ainsi prévenir un renouvellement réel et radical de la société par un soulèvement des masses¹⁰."

C'est ainsi que la social-démocratie non seulement accepte d'assumer la responsabilité d'une défaite provoquée par ses ennemis intérieurs les plus acharnés, mais ne fera rien pour montrer la faillite des Ludendorff et Cie – acceptant même leur appui contre les révolutionnaires de novembre. En même temps arrivaient les premières nouvelles du soulèvement des marins de la flotte de haute mer, tandis que certaines divisions refusaient à l'ouest de monter au front.

L'insurrection de novembre 1918

C'est la flotte de guerre qui donnera le signal de la révolution. L'amirauté avait décidé de tenter une ultime sortie, mais les marins y virent la volonté de prolonger à tout prix une guerre perdue. Après qu'on eut lancé l'ordre d'appareiller, les équipages de plusieurs navires de guerre empêchèrent qu'on lève l'ancre. N'ayant pas oublié les exécutions de septembre 1917, les marins craignent à présent qu'on assassine leurs camarades emprisonnés. Depuis 1917, leurs contacts avec les ouvriers des chantiers navals n'avaient pas été rompus. A l'issue d'un meeting, début novembre 1918, une colonne de manifestants (marins et ouvriers) se dirige vers la prison pour obtenir la libération des camarades emprisonnés. Devant les bâtiments pénitentiaires, un groupe de cadets ouvre le feu. Le lendemain, la ville portuaire de Kiel est aux mains des insurgés. Sur les bateaux comme dans les usines, on élit des conseils d'ouvriers et de marins. Le gouvernement central envoie aussitôt le député social-démocrate Noske sur place. Celui-ci prend la tête à la fois des insurgés (il se fait élire président du conseil ouvrier) et des forces gouvernementales (il se nomme gouverneur de la ville), ce afin de mieux stopper le mouvement.

Noske fit afficher l'ordre donné aux ouvriers de rendre les armes dont ils s'étaient emparés. Mais il fut débordé : le 5 novembre, l'insurrection gagnait Lübeck et Hambourg, et bientôt toute la flotte. Le 6, Brême ; le 7, Munich. Partout se constituaient presque spontanément, sans résistance des autorités officielles, des conseils de soldats et d'ouvriers, avec deux nouvelles revendications : signature immédiate de l'armistice, reconnaissance du pouvoir des conseils de soldats et d'ouvriers. D'autres villes

(Cologne, Hanovre, Brunswick...) passaient aux mains des révolutionnaires ; et enfin, le 9, la capitale elle-même. Des faubourgs, d'immenses colonnes de manifestants gagnent le centre de la ville. Tandis que la foule s'assemble devant le Parlement, le prince Max de Bade donne sa démission et désigne Fritz Ebert comme chancelier". L'effervescence est à son comble : les rues sont noires de monde ; au Reichstag, Scheidemann proclame la république et, quelques heures plus tard, Liebknecht proclame la république socialiste libre. Pendant ce temps, les majoritaires négocient avec les indépendants la formation d'un nouveau gouvernement, et la constitution d'un conseil de 6 commissaires du peuple (3 majoritaires : Ebert, Scheidemann, Landsberg, et 3 indépendants : Haase, Dittmann, Barth) qui détiendra le pouvoir exécutif. Mais pas question de toucher à l'appareil d'Etat des Hohenzollern : aucun général, ministre ou fonctionnaire ne sera destitué. Au soir de cette journée, la révolution est partout victorieuse. Victoire importante, mais comme trop facile : elle n'a pas été arrachée, et n'entraînera ni bouleversements profonds de la structure administrative, ni surtout du régime économique allemand. Le 10 novembre au matin, dans toute l'Allemagne, le pouvoir réel est aux mains des conseils d'ouvriers et de soldats. Meilleurs organisateurs, ayant plus d'expérience, ce sont les dirigeants locaux du SPD et des syndicats qui, le plus souvent, prennent la tête de ces organismes.

Les majoritaires ne voulaient pas la révolution, mais elle a éclaté; ils ont su cependant la contrôler, en prendre la direction. Le premier moment de désarroi passé, la bourgeoisie et les hobereaux allemands comprirent vite que tout n'était pas perdu, puisque la social-démocratie majoritaire détenait le pouvoir et gardait la confiance des ouvriers. Tirant les leçons de la Révolution d'octobre en Russie, cette bourgeoisie s'efforcera, par tous les moyens, de diviser le mouvement ouvrier en soutenant les majoritaires. Ceux-ci de leur côté accepteront de s'allier aux forces réactionnaires. Ebert, puis Noske surtout, dès qu'il sera au pouvoir, feront appel aux officiers prussiens contre la partie la plus consciente du prolétariat berlinois. La tragédie de la Révolution allemande, c'est l'histoire de ce choix, de la collusion de la social-démocratie avec les forces les plus réactionnaires de l'ancien régime.

D'importantes fractions du prolétariat comprendront en quelques semaines, au cours de l'action, que, pour sauvegarder durablement les conquêtes de la révolution de novembre, il faut que soit brisé le pouvoir de la bourgeoisie, et anéanti l'ancien appareil d'Etat demeuré intact. Le fossé se creusera de plus en plus entre la bourgeoisie et ses alliés de fait (les majoritaires qui veulent maintenir l'ordre capitaliste), et les ouvriers qui réclament l'instauration d'une république sociale.

Le 10 novembre, les représentants des conseillers de Berlin se réunissent au cirque Busch. Les majoritaires dominent la réunion. On élit un comité exécutif qui comprend 6 majoritaires, 6 indépendants et 12 soldats (favorables au SPD). C'est ce comité exécutif qui se considère comme dépositaire du pouvoir. Mais il le délègue au conseil des commissaires du peuple, qui l'exercera de plus en plus. Les spartakistes réclamant tout le pouvoir pour les conseils ouvriers, la lutte politique se polarise autour de ce problème : conseils, ou Assemblée constituante nationale, que les sociaux-démocrates veulent faire élire au plus tôt ? Les majoritaires gouvernementaux demandaient aux conseils ouvriers de céder le pas à une Assemblée nationale pour ôter le pouvoir aux vainqueurs de la Révolution afin de le remettre, en partie du moins, à ceux qui le détenaient la veille : conservateurs, militaires, industriels, hobereaux.

Le 11, l'armistice avec la France est signé à Compiègne, mais la guerre n'est pas finie pour tout le monde. Clemenceau, chef du gouvernement français, a accepté de mettre à disposition les quelques milliers de mitrailleuses demandées par les négociateurs allemands de la convention d'armistice pour pouvoir s'opposer à un éventuel mouvement révolutionnaire.

Au lendemain de la Révolution, les dirigeants syndicaux, sans que les ouvriers en fussent avertis, concluaient en toute hâte les négociations engagées avec les magnats de l'industrie, et signaient avec eux le 15 novembre un accord. Que voulaient les industriels? Sauver d'abord l'essentiel: la propriété de leurs usines. Or, les dirigeants syndicaux, hostiles à la Révolution, partageaient leur inquiétude. Ils concevaient la défense de leurs mandants dans le cadre de la société bourgeoise; s'ils

^{10.} De la "Lettre spartakiste" intitulée "Les Petits Lafayette" (octobre 1918).

^{11.} Ebert (SPD) sera chancelier de 1918 à février 1925 ; Hindenburg lui succédera.

souhaitaient améliorer la condition ouvrière, ils ne songeaient pas une minute à supprimer le salariat. Partisans de la discussion avec les patrons, ils s'étaient montrés hostiles aux grèves. L'accord fut vite trouvé pour que les usines demeurent la propriété des industriels ; et il battait déjà en brèche le pouvoir des conseils ouvriers, qu'il ne mentionnait même pas.

Des liens avaient également été renoués avec le capital international : c'était la condition même de l'édification de la république. Dans la guerre que se faisaient les puissances impérialistes pour décrocher des marchés, l'Allemagne avait été battue ; mais maintenant on avait besoin d'elle pour lutter contre le danger nouveau qui menaçait le système économique mondial. Scheidemann convainquit les adversaires de la veille que le gouvernement allemand partageait leurs idées, puisqu'il s'agissait de combattre le bolchevisme. L'écrasement de la révolution prolétarienne permettait d'obtenir la levée du blocus et d'importer depuis l'Amérique du président Wilson les produits alimentaires indispensables qui auraient été refusés à une Allemagne non démocratique, comme on disait. L'aile gauche de l'USPD, avec les délégués révolutionnaires d'usine en particulier, est de plus en plus sensible à la trahison de l'équipe Ebert-Scheidemann et à la force des arguments des spartakistes, qui décident d'agir et convoquent, pour le 29 décembre, une conférence nationale d'où va sortir le parti communiste allemand. La constitution de la ligue spartakiste est donc un événement d'une importance considérable : en Allemagne voyait le jour un parti qui allait s'efforcer de réaliser l'unité de la classe ouvrière sur une base révolutionnaire.

La social-démocratie enterre la révolution

Dans les conversations téléphoniques nocturnes qu'a Ebert avec le général Groener, il sollicite l'envoi à Berlin de troupes sûres. Or, l'armée est en pleine désorganisation. Les soldats n'ont pour la plupart qu'une hâte : rentrer chez eux. Il en résulte l'impossibilité pour les chefs de l'armée de faire donner la troupe contre les émeutiers. En effet, ne restent plus dans les casernes que des aventuriers, des officiers et des sous-officiers peu désireux de revenir à la vie civile, quelques troupes très jeunes encore, et seulement retenues par l'espoir de la solde, l'absence d'un métier ou la peur du chômage. Les officiers réactionnaires, encouragés et payés par le gouvernement central, soutenus par leurs chefs hiérarchiques, vont alors constituer les premiers corps francs, organisés par le général Maercker; et ces troupes de mercenaires joueront un rôle capital dans l'écrasement de la révolution. Leurs exactions sont favorisées par une campagne inouïe de diffamation menée contre les dirigeants de gauche et d'extrême gauche. Des organisations nationalistes sont fondées, qui propagent pour mots d'ordre le combat contre le "bolchevisme" et le judaïsme. Une véritable chasse à l'homme est ouverte contre les spartakistes. Jusque dans la presse des majoritaires, ils sont désignés comme des bandits à éliminer. L'épreuve de force se prépare. L'identité de vues entre les chefs sociaux-démocrates et le haut commandement militaire qui veulent à tout prix préserver l'Allemagne du bolchevisme va se concrétiser par un accord secret. Ainsi, au soir même de la Révolution, Noske porté au pouvoir par le peuple s'entend avec la réaction militaire pour restaurer l'ordre bourgeois.

L'affrontement décisif commencera à Berlin, dans les premiers jours de janvier 1919, et ira jusqu'en mai : les révolutionnaires allemands seront battus séparément dans les diverses villes, les militants les plus courageux massacrés.

Noske, le "chien sanguinaire", a pris en main la direction des questions militaires. A partir du 6 janvier 1919, il est doté de pouvoirs quasi dictatoriaux et a carte blanche pour réduire par les armes les rebelles. Le 4, Ebert et Noske inspectent près de Berlin les 4 000 hommes du général Maercker, bien équipés, armés, disciplinés, prêts à la guerre civile, et qu'on a fait venir près de la capitale pour des opérations de "nettoyage". Le 6, la grève est générale, mais le comité révolutionnaire est paralysé par les atermoiements de l'USPD, qui ne veut pas prendre le pouvoir, et par les divergences au sein du PC, où certains sont opposés à l'insurrection. Noske en profite pour regrouper ses forces. Le 9, l'attaque commence. Les ouvriers les plus résolus vont se battre courageusement, mais ils seront écrasés par les troupes réactionnaires. Le 11, Noske entre dans Berlin comme dans une place ennemie, et la ville ne sera pas soutenue par la province. Comme tant de fois au cours de ces semaines sanglantes de 1919, les révolutionnaires allemands vont être écrasés en une série de combats isolés, à Brême, dans la Ruhr, en Saxe, etc.12. Les troupes de

Maercker, entre autres, composées en partie de cadets et de Junkers, se livrent alors à un véritable massacre des insurgés. Les nids de résistance sont réduits les uns après les autres. Pas de prisonniers. Le 13 janvier, quand il est évident que l'insurrection a échoué, Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht¹³ refusent de s'enfuir ; arrêtés, ils se feont massacrer par les officiers le 15 janvier 1919.

L'état de siège est proclamé, des exécutions capitales sont prononcées, la censure est rétablie, le parti communiste interdit sur le territoire du Reich. Toutes les grèves et émeutes, tous les soulèvements populaires (notamment ceux faisant suite à l'assassinat de Liebknecht et Luxembourg) vont être réprimés avec une vigueur impitoyable. Ainsi, dans le bassin minier de la Ruhr en mars-avril 1920, où les corps francs pénètrent alors que, selon les clauses définies par les Alliés, la région est en zone démilitarisée. En revanche, les attentats et les prises de pouvoir réalisés par les forces de droite ne préoccupent guère du côté gouvernemental. Quand ils sont jugés, leurs auteurs bénéficient d'une extraordinaire clémence. Un coup d'Etat fomenté par la contre-révolution, en vue de se débarrasser du gouvernement social-démocrate et d'instaurer une dictature militaire, est déclenché à Berlin le 13 mars 1920 par les officiers. Il échouera grâce, entre autres, à l'intervention d'un dirigeant syndicaliste, Karl Legien qui, sous la pression des masses, riposte par la grève générale. L'Allemagne entière est paralysée. Les chefs de la conjuration, désarmés par les ouvriers, doivent capituler. Vainqueur, Legien pose ses conditions, et exige rien de moins qu'un gouvernement ouvrier. Mais il n'est pas suivi par Ebert, qui préfère se réconcilier avec les hobereaux militaires, ceux-là même qui ont fomenté le putsch.

CONCLUSION

Les soldats las de la guerre, les travailleurs usés par les privations s'étaient soulevés plus ou moins spontanément, créant un mouvement de mécontentement et d'exaspération. Pour bon nombre d'entre eux, l'exemple russe qu'ils avaient encore à peine compris représentait un espoir. Dans les mouvements de grève, dans la constitution improvisée de conseils, tout se passait comme si débutait le pouvoir du prolétariat, et une analyse de la situation ne leur paraissait plus nécessaire. C'était l'histoire ellemême qui les avait, eux, la majorité, appelés au commandement. Il leur semblait que la seule révolte du peuple avait provoqué la chute de la monarchie en place, et que l'Etat attendait simplement que les travailleurs s'emparent de lui. Or, ce n'étaient pas les rebelles mais l'étatmajor général de l'armée, les hobereaux, la haute finance qui, au moment de l'effondrement militaire, avaient aboli la monarchie pour sauver leurs propres positions. Plus rapides que les ouvriers, les marins et les soldats insurgés, les représentants de l'armée, de la diplomatie, de l'industrie lourde et de la banque agirent les premiers, comprenant la situation; et grâce à leur collaboration avec la direction du plus grand parti ouvrier, le SPD, ils laissèrent se dérouler une révolution apparente. Ce n'est pas seulement l'assaut des masses populaires, la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, la résolution des conseils d'ouvriers et de soldats qui avaient fait accéder les mandataires sociauxdémocrates à des fonctions du gouvernement révolutionnaire, mais les maréchaux et les gestionnaires du capital de l'ordre ancien. A un moment où les utopies faisaient encore miroiter la naissance d'une démocratie socialiste, le gouvernement avait déjà conclu des accords avec toutes les institutions des classes dominantes pour écraser la rébellion. Maintenant que se présentait une situation révolutionnaire, on ne découvrait pas seulement que toute activité organisatrice ayant pour objectif une transformation de la société avait été évitée ; il apparut aussi que, même l'illusion nourrie par Bernstein d'une paisible évolution vers le socialisme par la voie des réformes n'existait plus, et que le parti socialdémocrate majoritaire s'était constitué en centre de la contre-révolution.

Joan

^{12.} En Alsace-Lorraine aussi, mais ici sur l'intervention de l'armée française, les soulèvements révolutionnaires vont être matés (cf. article dans ce numéro de CA).

^{13.} Le numéro du 15 janvier de la Rote Fahne (organe spartakiste) publie un article — posthume — de Karl Liebknecht intitulé "Malgré tout". Il y écrit : "La bourgeoisie française a fourni les bourreaux de 1848 et de 1871. La bourgeoisie allemande n'a pas à se salir les mains : les sociaux-démocrates accomplissent sa sale besogne ; son Cavaignac, son Gallifet s'appelle Noske, l'ouvrier allemand"

1936 : le Front Populaire contre les occupations d'usine

L'affrontement avec le Front populaire a longtemps marqué la culture ouvrière francaise. Juin 36 puis mai 68 ont revivifié un imaginaire de lutte dont les antécédents se trouvent dans la commune de 1871 ou les révoltes de 1848. Une des supercheries de la vision républicaine de notre histoire a été d'attribuer ces «révolutions manquées» à des étapes nécessaires d'une évolution sociale : les acquis sociaux. Avec les premiers congés payés, elle a drapé les luttes de «justes récompenses», comme pour mieux usurper les contenus souvent radicaux des occupations d'usines. Pendant toute cette période, le discours de la SFIO et du PC a été de combattre une situation révolutionnaire. Les syndicats ont lancé le mot d'ordre de "savoir terminer une grève".

'espoir qu'a suscité juin 36 a été comparable à ceux que soulevèrent les événements cités plus hauts. Pendant la période où la SFIO a tenu le pouvoir parlementaire, sa politique a été de tout faire pour aboutir à un "temps de pause». Dans le même temps, elle se positionnait devant le patronat comme la seule force capable de tenir la barre. Elle a usé de tout un appareil d'Etat pour réprimer ceux et celles qui débordaient la CGT dans laquelle réformistes et staliniens étaient de nouveau réunifiés aux moments des faits'. Cette transformation pragmatique de la sociale-démocratie l'a amenée, en trois ans, du «Front populaire» au «front national des Français» puis au «front de la guerre», jusqu'à ce que, finalement, avec la même assemblée qui conduisit le Front populaire elle vote les pleins pouvoirs à Pétain2...

L'ARRIVÉE AU POUVOIR DU FRONT POPULAIRE : LES PROMESSES, LES TACTIQUES

Le 6 février 1934, les ligues fascistes (Croix de feu, Camelots du Roy, Action française ou organisations d'anciens combattants) firent défiler plus de 100 000 personnes dans Paris pour protester contre le renvoi du préfet de police Chiappe. Elles essayèrent de prendre l'Assemblée nationale, mais en furent repoussées par les flics. Pendant la nuit, des affrontements violents opposèrent place de la Concorde les fascistes et les policiers à de jeunes travailleurs.

Si, du côté parlementaire, les ligues réussirent à faire tomber le gouvernement radical de Daladier3 et à imposer un gouvernement réactionnaire autour de Laval, les journées de février 1934 ont amorcé, par

la défaite des ligues, un sentiment d'unité dans la classe ouvrière. Cette unité s'est faite sur la base assez vague de l'antifascisme mais surtout le sentiment collectif d'un rapport de force qui a certainement été le point de départ des occupations d'usines de juin 36. Suite aux mobilisations persistantes qui ont fait suite au 6 février 34, la SFIO et le parti communiste ont tenté d'absorber ce nouveau rapport de force. Pour faire reconnaître les accords franco-russes, l'URSS se satisfaisaient du gouvernement Laval en France qui y soustrayait. Si bien que pour gagner des victoires électorales et un poids parlementaire, la SFIO et le PC se sont tournés vers le parti radical, représentant des classes moyennes, lui même très favorable à ces accords entre états. Le rôle que Blum joua par la suite dans la campagne pour les élections de mai 36, est assez représentatif du positionnement de la sociale démocratie française. Entre le radicalisme bourgeois et le

national- communisme, Blum inséra un discours politique républi-

cain et jacobin de défense des libertés démocratiques «conquises par le peuple de France⁴».

Le Front Populaire a donc regroupé le parti communiste, la SFIO et le parti radical. Les liens entre le PC et la SFIO étaient essentiellement effectués par la Gauche Révolutionnaire - dont l'animateur principal fut Marceau-Pivert, avec la présence de Daniel Guérin⁵ -, qui, depuis 1935, tentait à l'intérieur de la SFIO, de développer un discours révolutionnaire de classe. .

La direction syndicale de la CGT, autour du réformiste Léon Jouhaux, a quant à elle favorisé un rapprochement avec le parti radical en tenant un discours de protection des classes moyennes.

Le parti communiste préconisait une alliance avec le parti radicalsocialiste pour «amener au pouvoir un gouvernement populaire». L'argument paraissait léger, puisque ce parti radical s'était compromis dans un gouvernement antisocial et réactionnaire qui avait fortement entamé son prestige.

Pour empêcher les classes moyennes d'être attirées par les sirènes fascistes, la SFIO déclarait vouloir les ménager par un soutien à ces mêmes radicaux socialistes.

Mais, à ce moment-là, les enjeux étaient autres. L'intérêt du parti communiste était celui de Moscou. Staline cherchait un gouvernement qui puisse appuyer les accords franco-soviétiques de l'époque contre l'Allemagne hitlérienne, et surtout les élargir au plan militaire. Ce que refusait le gouvernement de Laval. Dans cette optique, pour les staliniens, les radicaux-socialistes semblaient plus sûrs que les socialistes. Ce qui explique aussi pourquoi, lorsque le gouvernement de Front populaire tomba en 1937, le Parti communiste ne fit pas grand-chose d'autre que de permettre aux gouvernements radicaux qui suivirent, de tenir. Ainsi, une large part de la campagne ne devait se faire que sur une base minimaliste d'alliances parlementaires.

En défendant le régime républicain, Blum préconisait un exercice du pouvoir dans les cadres institués et constitutionnels. Pour les sociauxdémocrates, cette orientation se justifiait comme une politique défensive et préventive face au danger fasciste. L'antifascisme per-

2. Voir l'article "1940 : les socialistes disent oui à Pétain"

^{1.} Depuis le congrès de Tours en 1921, une scission s'était opérée entre la CGT («réformiste») dirigé par Jouhaux et la CGTU qui fut dirigée par des membres du PC. La réunification s'opéra en 1935.

^{3.} Le parti radical n'a rien à voir avec la «radicalité» de 1999. Il était radical dans le sens où, au début du XX^e siècle, il siégeait à gauche au Parlement, en tenant un discours laïc farouchement anticlérical. Il a été le parti représentant les

Extrait du serment du meeting de la SFIO au stade Buffalo, le 14 juillet 1935.
 Daniel Guérin, Front populaire, révolution manquée, édition Babel, collection "Révolution". L'ouvrage est présenté plus loin.

mettait ainsi d'être l'arbre qui cache la forêt, puisqu'il ne remettait absolument pas en cause le fonctionnement du capitalisme et qu'il contribuait même à son aménagement.

Les événements de mai-juin découlent du malaise provoqué par le décalage entre les déclarations politiques et l'aspiration de la classe ouvrière à une réelle transformation du quotidien. C'est à ce malaise que le gouvernement issu de la victoire électorale de mai 36⁶ doit faire face. C'est ce malaise que la social-démocratie et le parti communiste allaient doivent réprimer.

CHERCHE SITUATION FINANCIÈRE POUR CLASSES MOYENNES...

La victoire électorale rendait de plus en plus impatiente la classe ouvrière qui, outre le fait d'être spoliée de son travail, connaissait des brimades et une violence permanente. « Pour n'importe quelle faute, le contremaître pouvait retirer deux sous de l'heure. Certains jours, quand vous arriviez le matin, le contremaître vous disait : «Y a pas de boulot, vous reviendrez demain.» Pourtant, il y avait des gars qui venait de loin. Le lendemain par contre, il fallait rester jusqu'à 7 ou 8 heures (...)7». Cependant, Léon Blum ne voulait pas engager de rapport de forces : «J'aime mieux espérer que le mois de mai s'écoule sans trop aggraver une situation financière déjà effroyable»; et de préciser tout de suite l'objectif de son gouvernement : agir à l'intérieur du régime actuel. C'est le problème de savoir si, de ce régime social, il est possible d'extraire la quantité de bien-être, d'ordre, de sécurité, de justice qu'il peut comporter pour la masse des travailleurs et des producteurs. Ainsi, le dirigeant de la SFIO ne cherche ni à abolir un régime de classe ni à l'affaiblir ; il cherche au mieux à l'aménager pour le renforcer. Entre la victoire électorale et le début du mandat, les intérêts que la SFIO a cherché à protéger n'étaient pas ceux des ouvriers et des ouvrières, mais bien ceux de la finance.

...MAIS TROUVE DÉTERMINATION DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Le véritable début du formidable mois de juin commence au premier jour de maī. Alors que le 1er mai 1935 avait été un grand flop, le 1er mai 1936 allait être un grand succès. Face aux promesses de la SFIO déjà remises en cause par les déclarations de sa direction, une partie de la classe ouvrière souhaitait faire savoir que tout rapport de forces s'établirait dans la rue, et qu'elle n'entendait pas donner carte blanche à un gouvernement qui ne respecterait pas ses intérêts. Pendant que Blum et comparses méditaient sur la situation financière, les ouvriers de l'usine Bréguet, au Havre, occupaient leur lieu de travail pour protester officiellement contre l'attitude du chef du personnel. En deux jours, ils obtiennent gain de cause. Les métallurgistes de Nieuport à Issy, de Farman à Billancourt et de Hotchkiss leur emboîtent le pas. Le 27 mai, les usines Renault connaissent les premiers débrayages.

C'est le parti communiste qui donne le premier coup de frein, en signant des accords minables pour faire cesser un mouvement qui, dès le début le dépasse. L'Humanité du 30 mai titre sur un énorme mensonge: "Victoire chez Renault".

Ce qui vient de naître est un sentiment de force collective et une aspiration à faire changer les choses. La social-démocratie, qui souhaitait retrouver une unité pour accéder au pouvoir, se trouve coincée entre un mouvement sociale grandissant et une volonté de collaboration de classe.

LES PATRONS LEUR DEMANDENT DE NE PAS ATTENDRE

Le Front populaire n'est même pas encore intronisé que déjà, les 4 et 5 juin, il y a un million de grévistes et que l'ensemble des usines de la

région parisienne sont occupées. Marceau-Pivert a assuré dans une tribune libre du *Populaire*, le 27 mai, que "Tout est possible" ; Marcel Gitton dans l'éditorial de *L'Humanité* du 29 mai, dit que "Tout n'est pas possible" et reconnaît que le programme du Front populaire n'est pas de nature à effrayer qui que ce soit.

Mais l'augmentation du nombre de grèves et d'occupations effrait le patronat. Et c'est lui qui va chercher les sociaux-démocrates pour les prier de prendre la direction du gouvernement. Ces derniers s'empresseront de le faire avec une fidélité indéfectible à la collaboration de classe. Léon Blum raconte : «Le 4 juin, je suis arrivé à l'Elysée avec mes collaborateurs vers 7 heures du soir (...) Au moment ou nous allions nous retirer, M. Albert Lebrun nous a dit: «J'ai une demande à vous transmettre de la part de M. Sarraut, président du Conseil, ministre de l'Intérieur, et de la part de M. Frossard, ministre du Travail. Ils considèrent la situation comme si grave qu'ils vous demandent de ne pas attendre jusqu'à demain matin pour la transmission des pouvoirs. Ils vous prient avec instance de vous rendre l'un et l'autre au ministère de l'Intérieur et au ministère du Travail dès ce soir, 9 heures, pour qu'il n'y ait pas un instant de délai d'interruption dans le passage des services. Ils ne veulent pas plus longtemps demeurer chargés d'un intérim dans les circonstances actuelles (...) Les ouvriers ont confiance en vous.» (...) J'ai fait ce que me demandait M. le Président de la République, et qui, au point de vue correction parlementaire, était assez criticable (...). Ce qui était l'état d'esprit du chef de l'Etat était aussi l'état d'esprit du patronat (...). M. Lambert-Ribot, avec qui j'avais toujours entretenu des relations amicales, m'a fait toucher par deux amis communs, par deux intermédiaires différents, afin que, le plus tôt possible, sans perdre une minute, je m'efforce d'établir un contact entre d'une part les organisations patronales suprêmes, comme le Comité des forges et la Confédération générale de la production, et d'autre part la Confédération générale du travail. Sans nul doute, j'aurais tenté moi-même ce qu'on a appelé l'accord de Matignon. Mais je dois la vérité de dire que l'initiative première est venue du grand patronat. (...) La contrepartie, c'était l'évacuation des usines. Dès ce jour-là, les représentants de la CGT ont dit aux représentants du grand patronat, qui étaient à Matignon: «Nous nous engageons à faire tout ce que nous pourrons, et nous le ferons. Mais nous vous en avertissons tout de suite : nous ne sommes pas sûrs d'aboutir. Quand on a affaire à un mouvement comme celui-là, à une marée comme celle-là, il faut lui laisser le temps de s'étaler. Et puis, c'est maintenant que vous allez peut-être regretter d'avoir systématiquement profité des années de déflation et de chômage pour exclure de vos usines tous les militants syndicalistes. Ils n'y sont plus. Ils ne sont plus là pour exercer sur leurs camarades l'autorité qui serait nécessaire pour faire exécuter nos ordres.» Et je vois encore M. Richemont, qui était assis à ma gauche, baisser la tête en disant : «C'est vrai, nous avons eu tort.» Voilà quel était l'état d'esprit de Matignon (...), au moment où j'ai pris le pouvoir. Qu'estce que je devais faire8?»

LES ACCORDS DE MATIGNON: 8 JUIN 1936

Pour hâter au plus vite les négociations, Léon Blum intronisé président du Conseil le 6 juin 1936, Léon Blum réunit dès le lendemain une délégation de la Confédération générale du patronat français (CGPF) et des représentants de la CGT, dont 4 sur 6 étaient socialistes. Il y avait alors un million et demi de grévistes.

Blum annonça que des réformes allaient être entreprises par la voie législative (contrats collectifs, congés payés et semaine de 40 heures),

Les résultats des élections des 26 avril et 3 mai 1936 donnèrent la majorité à la gauche (147 élus à la SFIO, 106 au parti radical et 72 au parti communiste).

Témoignage d'un ouvrier inorganisé: "Tout le monde en avait marre, tout le monde a marché", Critique communiste, hors série été 82.

^{8.} Extraits de la déposition de Léon Blum devant la cour de Riom, février 1942.

mais qu'il restait à fixer les clauses générales des contrats collectifs⁹ et à résoudre les revendications de hausse des salaires.

Le patronat a admis immédiatement l'établissement de contrat collectifs de travail garantissant la liberté syndicale, s'engagea à ne prendre aucune sanction pour fait de grève et à revaloriser les salaires de 7 à 15 %.

De son côté, la CGT accepta la proposition patronale de faire élire des délégués ouvriers dans tous les établissements de plus de 10 salariés, et d'exercer le droit syndical sans qu'il ait pour conséquence des actes contraires aux lois. Elle s'engageait en outre à demander aux grévistes de reprendre le boulot.

Le lendemain, la presse de gauche se dépêcha de faire reprendre le travail comme les accords de Matignon le prévoyait. L'Humanité titrait: "La victoire est acquise!"

Mais le mouvement de grève, au lieu de refluer, s'intensifia les jours suivants. Et alors que, précédemment, de nombreuses occupations avaient repris les revendications du Front populaire (congés payés, semaine de 40 heures...), les occupations qui continuèrent ou débutèrent après les accords de Matignon portèrent sur des revendications moins précises, mais davantage axées sur une transformation du quotidien. On pouvait lire devant Renault-Billancourt : "On a fait des soviets pour moins que ça."

Une semaine après les accords, il y avait deux millions de grévistes.

DES OCCUPATIONS JOYEUSES ET DÉTERMINÉES

Dans les usines, il y avait un air de fête. Jeux de cartes, chants, concerts, théâtre... Une joie de lutter qui marqua les consciences collectives ouvrières.

Les grèves touchaient les mines, l'automobile, le textile, le bâtiment, l'alimentation, et surtout, phénomène important dans l'histoire de la classe ouvrière, le monde des employé-e-s : les grands magasins, les compagnies d'assurances, les maisons de haute couture, les cafés, les théâtres, les cinémas et les grands cabarets.

Les dirigeants des petites et moyennes entreprises, abasourdis de voir, pour la première fois, leurs «maisons» si familiales tenues par des grévistes, paniquèrent et demandèrent qu'on les évacue manu militari, pour faire respecter le droit de propriété.

Les préfets de Salengro, ministre de l'Intérieur du Front populaire, ne parvinrent ni à arbitrer ni à imposer la négociation dans les plus petites entreprises, au point que Daladier, ministre de la Défense, rameuta quelques régiments.

Mais, tout en suscitant de sérieuses inquiétudes au sein des classes moyennes et de leurs représentnats, les grévistes rencontrèrent la sympathie de nombreuses autres couches sociales : les petits commerçants se montrèrent souvent généreux dans les collectes organisées à l'intention des grévistes ; des dirigeants de l'Eglise évoquèrent les déficiences de l'ordre social établi¹⁰; des flics affirmèrent qu'ils ne rentreraient pas dans les usines occupées. En quelques semaines, la classe ouvrière, par sa détermination, imposa des conditions favorables à un mouvement révolutionnaire. Dans ses souvenirs, Marceau-Pivert écrira : «Oui, tout était possible! Un prolétariat en pleine action, une paysannerie compréhensive, des intellectuels et des techniciens dévoués à la cause du peuple, des anciens combattants ardemment pacifistes et révolutionnaires, des petits boutiquiers empressés au service de la solidarité ouvrière, des hommes du rang, dans la police et dans l'armée, en absolue communion d'idées avec les combattants antifascistes, un mouvement syndical brusquement dressé sur ses jambes et se révélant à lui-même sa force, son efficacité, que n'avions-nous entre les mains ?»

IL FAUT SAVOIR TERMINER UNE GRÈVE

Le 11 juin, alors que, selon des rumeurs, de nombreux ouvriers discu-

taient de sortir en masse des usines, puis de les remettre en route, Thorez affirma, au cours d'une assemblée d'information des communistes de la région parisienne : "Nous n'avons pas encore la sympathie et l'appui de la grande majorité des travailleurs des campagnes. Nous risquerions même, en certains cas, de nous aliéner quelques sympathies des couches de la petite-bourgeoisie et des paysans de France". Et il prononça les mots décisifs : "Il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue. Il faut même savoir consentir au compromis."

Tout comme de Gaulle fera appel en 1968, aux CRS de province et aux chars, le gouvernement de Front populaire achemina des pelotons de gardes mobiles vers la région parisienne. Au même moment, il faisait saisir le journal des trotskistes *La Lutte ouvrière* qui titrait sur la largeur de sa première page : "Dans les usines et la rue, le pouvoir aux ouvriers".

Pourtant, pendant la seconde quinzaine de juin, les grèves sur le tas continuèrent à faire boule de neige jusqu'à toucher des ouvriers agricoles, notamment dans les grandes fermes du Bassin parisien.

Mais les grèves refluèrent ensuite et Salengro, encore tout effrayé, pu assurer le 26 juin : "Ainsi s'achève, sans une goutte de sang, le plus formidable conflit social qu'ait connu la République". Et quelques semaines plus tard, pendant l'accalmie des congés payés : "Si demain des occupations de magasins, de bureaux, de chantiers, d'usines, de fermes étaient tentées, le gouvernement, par tous les moyens appropriés, saurait y mettre un terme.

APRÈS L'ÉTÉ DES CONGÉS PAYÉS, DES OCCUPATIONS REPRENNENT

Daniel Guerin le souligne bien", les nouvelles occupations eurent partout une cause très précise : face au patronat qui violait ou détournait à qui mieux mieux les nouvelles lois sociales, les travailleurs ne virent as d'autre moyen, pour imposer, dans le cadre de l'atelier le respect de leurs conquêtes, que de riposter par la tactique qui avait fait merveille en juin.

Le 29 septembre, Blum adjura la classe ouvrière de lui épargner l'emploi de la force. Une semaine après, il passa à l'acte : 250 flics forcèrent la porte de la chocolaterie des Gourmets, à Paris, et après une dure bagarre en expulsèrent les occupants. Un précédent redoutable était créé.

Ainsi, le pire fut de faire croire aux travailleuses et aux travailleurs que le gouvernement de Front populaire, à direction socialiste et participation radicale, était en quelque sorte leur gouvernement. Comme l'a souligné Trotski¹², les ouvriers furent de ce fait incapables de reconnaître l'ennemi, car on l'avait déguisé en ami. Ou, comme l'écrit Daniel Guerin : "Les chefs [de la social-démocratie] entourèrent le pouvoir bourgeois d'un écran qui dissimula sa véritable nature, le rendit méconnaissable, donc invulnérable et indestructible. Parce que les leaders prestigieux s'étaient installés dans un certain nombre de bureaux ministériels, l'illusion fut de répandre que cet Etat n'était plus un Etat de classe, mais un Etat providentiel. (...)" La classe ouvrière fut de cette façon détournée de l'objectif de se sauver elle-même, de dépasser le stade d'une grève générale avec occupations d'usines purement revendicatives pour la transformer en grève gestionnaire et rechercher une forme d'auto-organisation.

Jérôme, Strasbourg, le 2/09/99

^{9.} Ce qui est aujourd'hui les conventions collectives.

^{10.} Ainsi, Mgr Verdier, cardinal archevêque de Paris

^{11.} Cf Daniel Guérin, op. cit.

^{12.} Trotski, "L'heure de la décision approche", La Lutte ouvrière, 6 janvier 1939.

1940 : Les socialistes disent «oui» à Pétain

Si le régime de Vichy touche les cordes sensibles des républicains français, c'est que l'ensemble des courants de pensée de la III^e République ont contribué à son avènement. L'extrême droite, bien sur, et le parti communiste, attaché alors au pacte germano-soviétique; mais aussi le parti radical et la SFIO, qui votèrent, le 10 juillet 1940, les pleins pouvoirs au Maréchal Pétain.

e furent les mêmes députés qui votèrent en 1936 les lois sociales du Front populaire et, quatre ans plus tard, plébiscitèrent l'ancien boucher de la Grande Guerre.

Pour comprendre ce grand écart, il faut voir dans ce vote la continuité de la défense des intérêts de classe des couches «moyennes», le sentiment républicain et patriotique de la social-démocratie française et enfin le carriérisme liées à l'évolution du clientélisme dans la vie politique.

UN SENTIMENT RÉPUBLICAIN FRANÇAIS

Gaston Bergerie, député radical de la Seine-et-Oise, qui passe pour être le fondateur du terme «Front populaire», s'exclamait, à propos de l'interdiction du parti communistes français fin 1939 : «Vouloir lutter contre les trust sans lutter contre les staliniens, c'est perdre les classes moyennes et paysannes qui représentent l'âme de la France. Vouloir lutter contre les staliniens sans lutter contre les trusts, c'est rejeter contre soi la totalité de la classe ouvrière, sans le concours de laquelle toute paix sociale, tout effet de reconstruction est un mythe.»

Bergerie fut aussi un orateur zélé du vote des pleins pouvoir au maréchal Pétain. Le 9 juillet 40 à Vichy (députés et sénateurs réunis), l'Assemblée nationale, après la débâcle de l'armée française, pour guider la politique de la dictature à venir et pour remplacer la République défaillante, propose que l'on s'oriente vers une république jacobine pure et forte, supposée ètre seule capable de combattre le fascisme et le communisme.

Mais, depuis bien longtemps, le Front populaire avait évolué. Pour mettre fin à ce qui restait des attentes prolétariennes de 1936, il s'était transformé en Front antifasciste. Puis pour retrouver un consensus, il s'était mué en Front national. Et, malgré le puissant Syndicat national des Instituteurs qui en appelait encore à une position révolutionnaire de grève générale en cas de conflit, les crédits militaires votés le 2 septembre par la SFIO et le Parti radical achevaient de faire du Front populaire un véritable front de la guerre.

PÉTAIN: UN HOMME RESPECTÉ À GAUCHE

Quand Pétain, proche de la Cagoule, entre au gouvernement du libéral belliqueux Paul Reynaud, en plein carnage du mois de mai 40, la gauche ne proteste pas. Bien au contraire, Blum avait reconnu en Pétain "le soldat le plus noble et le plus humain de France". Précédemment, dans une certaine tradition républicaine, Blum et Daladier s'étaient retrouvés derrière Pétain pour s'opposer à l'armée de métier prônée par le colonel de Gaulle. Daladier l'avait nommé ensuite ambassadeur auprès de Franco, en Espagne.

Quand Pétain forme son gouvernement, le 17 juin 1940, pour signer l'armistice, il nomme logiquement deux ministres socialistes, Albert Rivière et André-Louis Février'. Dans la foulée, ce qui reste de la CGT (les communistes sont dans la clandestinité) en appelle à une nouvelle

union sacrée pour «accepter l'arbitrage du gouvernement qu'imposaient les circonstances».

Avant le vote pour Pétain, deux facteurs permettent de comprendre l'empressement qu'ont eu une grande partie des réformistes à accepter la militarisation du pouvoir : l'état de guerre dans laquelle la France devait être sauvée et le soulagement qu'enfin rétabli, l'ordre allait être un rempart contre les forces révolutionnaires, véritable épouvantail de ceux qui n'ont pas tout à perdre.

Avant que ne s'ouvre à Vichy du 4 au 10 juillet 1940 l'Assemblée nationale, la social-démocratie baigne déjà, avec la défaite de l'armée française, dans les eaux de la culpabilisation nationale pour ce que Pétain appelle l'«esprit de jouissance qui l'a emporté sur l'esprit de sacrifice». Pour elle, il allait falloir être de vrais patriotes...

PIERRE LAVAL, L'ARBRE QUI CACHE LA FORÊT

L'ancien député socialiste de 1914, Pierre Laval a été, selon l'historiographie républicaine, le mal qui a conduit au mal. Cette vision simpliste et facile qui incombe à celui qui finit fusillé dans la cour de la prison de Fresne, en 1945, n'est qu'un trompe l'œil qui masque l'énorme unanimité de tous bords qui dépassait l'arriviste Laval et qui régnait à Vichy. Il manquait les députés communistes qui étaient interdits² depuis le 26 septembre 39 et les quelques députés qui s'étaient embarqués pendant la débâcle sur le Massilia à Bordeaux vers Alger, dont quelques députés socialistes (Daladier, Mendès-France, Mandel...) pour lesquels la défaite s'incarnait dans des officiers pro-fascistes fuyant vers l'arrière dans des voitures de l'armée et des politiciens également pro-fascistes allant de l'avant pour s'emparer du gouvernement.

Il n'y a pas d'opposition non plus entre ceux qui ont voté «oui» et «non». Comme le montre les deux encadrés ci joint, aussi bien ceux qui votèrent les pleins pouvoirs que ceux qui s'y opposèrent, il y a à ce moment-là un consensus à la fois politique (un régime fort derrière Pétain pour rétablir la France), social (le travail et le maintien de la société de classe) et morale (culpabilité judéo-chrétienne du passé et redressement nécessaire par l'unité patriotique).

On a essayé de faire passer les 36 représentants SFIO qui ont voté «non» aux pleins pouvoirs pour les premiers résistants. Pourtant à cette heure là, tout comme pour leurs camarades qui disent «oui», le socialisme disparaît derrière le redressement moral et économique de notre malheureux pays.

^{1.} Février fut le président du groupe parlementaire socialiste en 1936.

^{2.} Avec les voix très majoritaires de la SFIO et du Parti Radical.

^{3.} Thèse que l'on peut encore lire chez Max Gallo, La cinquième colonne, 1970. Thèse qui bien entendu ne s'étend pas sur le vote des pleins pouvoir à Pétain!

^{4. 80} non, 569 oui et 17 abstentions pour l'accord des pleins pouvoirs à Pétain.

Il y a les socialistes qui disent «oui» en disant

«Le parlement va se charger des fautes communes. Ce crucifiement est nécessaire pour éviter que le pays ne sombre dans la violence et l'anarchie. Notre devoir est de permettre au gouvernement de faire une révolution sans que coule le sang. Si l'autorité du Maréchal Pétain rend possible cette tâche, alors le don qu'il nous fait de sa personne n'aura pas été vain. Que notre décision soit sans appel : elle engage définitivement la France. Nous devons rompre, sans esprit de retour, avec le passé. Celui-ci était plein d'illusions et, si les horizons du monde ont paru s'en approcher, ce n'était qu'un mirage. Nous avons cru à la liberté individuelle, à l'indépendance de l'homme. ce n'était qu'une anticipation sur un avenir qui n'était pas à notre portée. Une nouvelle foi doit naître sur des valeurs nouvelles. Tout ne s'effacera d'un passé condamné que lorsque nous nous retrouverons Français sur la terre de France, héritiers d'un patrimoine commun qui conserve sa grandeur. Retrouvons un orgueil national... La France s'était abandonnée. Il faut qu'elle se reprenne.»

Charles Spinasse, ancien ministre de l'économie du Front Populaire, Vichy, le 9 juillet 1940.

Il y a les socialistes qui disent «oui» en disant

«Les parlementaires soussignés, après avoir entendu la lecture de l'exposé des motifs du projet concernant les pleins pouvoirs à accorder au maréchal Pétain, tiennent à affirmer solennellement:

Qu'ils n'ignorent rien du tout de ce qui est condamnable dans l'état actuel des choses et des raisons qui ont entraîné la défaite de nos armes.

Qu'ils savent la nécessité impérieuse d'opérer d'urgence le redressement moral et économique de notre malheureux pays et de poursuivre les négociations en vues d'une paix durable dans l'honneur.

A cet effet, estiment qu'il est indispensable d'accorder au maréchal Pétain qui, en ces heures graves, incarne si parfaitement les vertus traditionnelles française tous les pouvoirs pour mener à bien cette œuvre de salut public et de paix.

Mais, se refusant à voter un projet qui, non seulement donnerait à certains de leurs collègue un pouvoir dictatorial, mais aboutirait inéluctablement à la disparition du régime républicain.

Les soussignés proclament qu'ils restent attaché aux libertés démocratiques pour la défense desquelles sont tombés les meilleurs fils de notre patrie.»

Texte de la protestation du radical-socialiste Vincent Badie, au nom de plusieurs de ces collègues dont les socialistes Brugier, Noguères, Rous, Audeguil, Martin, Biondi, Philip.

POUR L'ORDRE

Rouge et Bleu, de Pierre Marie représentant de la presse SFIO, fut dans la période qui suivit la revue de la pensée socialiste française. Dans un numéro du 1.11.41, le vote des pleins pouvoirs était justifié par le rétablissement de l'ordre et la reconstruction de l'unité nationale «dans le but d'apporter à l'Europe notre contribution matérielle et morale. Et sur le Front populaire, nous avions misé sur la loyauté communiste, sur le bon sens de la classe ouvrière et sur l'intelligence de la bourgeoisie. Et nous avons perdu sur tous les tableaux !»

Ainsi les parlementaires SFIO durent-ils quitter la scène comme des pénitents qui ont consenti à tous les reniements avec la conviction que le nouveau régime assurerait l'ordre.

POUR LE TRAVAIL

Les grèves de 1936 et l'échec financier du Front populaire ont renforcé la position de ceux qui, à la SFIO et à la CGT, partageaient la volonté d'un état corporatiste autoritaire. Le manifeste de Bergerie se définit comme autoritaire, anticapitaliste et national. Le Front social du travail (FST)⁵ créé en décembre 1941 par François Desphelippion, responsable avant guerre des groupes d'entreprise de la SFIO, cherchait à rassembler à la base, sur le terrain des revendications sociales, ouvriers, employés et petits patrons, identiques victimes des « ploutocrates ». Dans l'article que publia la revue Esprit en juin 1940, George Lefranc résume toutes les déconvenues essuyées depuis 1930 par la gauche minoritaire : «Elle avait joué ses cartes et les avait perdues. En 1936, la gauche était devenue un mouvement de masse ; or la masse était peu développée mentalement et faible moralement. Inutile d'essayer de la convertir à la planification économique qui la dépasse de cent coudées [...] Le moment est venu de confier le socialisme à une élite qui aurait l'autorité et la foi. La trahison des communistes prouve en outre qu'il faut défendre les libertés ouvrières dans un contexte national et non pas international. Il faut accepter maintenant l'intégration des travailleurs dans l'économie et une coopération avec l'appareil étatique, sous forme d'arbitrage. La classe ouvrière doit enterrer ses morts et aller de l'avant.»

LA PARTICIPATION AU RÉGIME DE VICHY



Etant donné la méfiance de Vichy envers les partis, il a été plus facile à certains leaders syndicalistes qu'aux ténors de la SFIO d'y jouer un rôle. C'est notamment le cas de René Belin, adjoint de Léon Jouhaux, alors secrétaire général de la CGT. Belin fut, entre autre, ministre du travail jusqu'à avril 1942 avant de laisser son siège au vieil antiparlementariste socialiste Hubert Lagardelle. Ce ministère établit, entre autre, l'établissement du Service de Travail Obligatoire (STO). Ce fut aussi le cas aussi de Marcel Roy, l'ancien secrétaire de la fédération CGT de la métallurgie qui collabore jusqu'en 1942 à La France Au Travail puis devient délégué des travailleurs au comité d'organisation. Il y a par contre très peu de grosses tètes de la SFIO : seul Paul Faure, ancien secrétaire général du parti, fut l'émissaire entre Pétain et Hitler après la fameuse poignée de main de Montoire fin 1940.

En 1914, la social-démocratie s'était empressée d'en appeler à l'Union sacrée, brisant tous les espoirs de la classe ouvrière d'arriver par la révolution à empêcher une guerre impérialiste. En 1940, certaines analyses ont voulu faire passer le danger fasciste comme une justification de la guerre impérialiste, mais, selon nous, la «bête immonde du capitalisme» ne se combat ni par l'Union sacrée ni par un quelconque Front patriotique. La preuve en est que ceux qui se voulait le rempart du fascisme en Europe ont contribué, en 1940, à établir un régime autoritaire, basé sur le culte sans faille de la patrie, dirigé par un homme incarnant l'autorité patriarcale et l'exploitation de classe des ouvriers et des paysans. Comme en 1914, en 1939, les bénéficiaires du régime et de la guerre, seront les grands capitalistes. Comme en 1914, la social-démocratie les aura bien aidés.

Jérôme, Strasbourg

^{5.} Organisation corporatiste de l'Etat Français.

L SUGIAL BEAUGRATIC

Du colonialisme de progrès à la répression sanglante

L'attitude des socialistes français à l'égard du colonialisme découle directement de leur inféodation culturelle au mythe selon lequel un développement harmonieux du capitalisme devrait conduire au socialisme. Encore une fois, les valeurs positives sont, pour eux, "progrès", "science" et "rationalité".

e développement industriel sous sa forme capitaliste, tel qu'il se développe au XIX^c siècle, est considéré comme l'antépénultième étape vers la libération de l'humanité, avant le socialisme. Par conséquent, tous les peuples qui ne connaissent pas ce stade de l'organisation sociale et de la production devront un jour ou l'autre "y passer". Selon les socialistes, un colonialisme débarrassé de tous les excès, en tentant de gommer les injustices et les violences les plus criantes peut les y aider. Cette conception, jointe au sentiment plus largement partagé que la civilisation occidentale est supérieure aux autres, a conduit les sociaux-démocrates, avant 1914, à avoir attitude paternaliste vis-à-vis des peuples "barbares".

Un jauressiste, au congrès du PS-SFIO en 1913 déclarait : «Nous ne demandons pas qu'on accorde du jour au lendemain au Dahomey, à Madagascar ou à l'Indochine les institutions françaises et qu'on applique dans leur intégralité les principes de 1789. Non, mais nous demandons qu'on traite les indigènes comme on doit traiter les populations qui sont sous la tutelle de la France, qu'on les envisage comme des races, encore à une période d'enfance, que nous devons administrer et développer en vue de leurs intérêts».

Ainsi, en 1912, si le PS vote contre le protectorat imposé par la France au Maroc, c'est davantage parce qu'il met en danger la paix avec l'Allemagne – qui a, elle aussi, des visées sur cette partie de l'Afrique. Ce que les socialistes récusent ce n'est pas tant le colonialisme, surtout quand il est installé depuis longtemps, comme en Algérie depuis 1830, que la crainte que de nouvelles conquêtes ne déclenchent une guerre avec l'Allemagne. Et ce n'est pas tant la guerre avec l'Allemagne qu'ils redoutent, mais que la France soit vaincue.

Entre les deux guerres, la SFIO continue à ne dénoncer que les "excès" du colonialisme et la majorité du parti admet la légitimité du fait colonial dès lors que sont combattus les inégalités et les injustices les plus "scandaleuses". L'aile droite du parti, comme le délégué tunisien au congrès de la SFIO, en 1928, va jusqu'à nier "que le colonialisme soit une manifestation spécifique du capitalisme". Mais toutes les tendances admettent la nécessité économique du colonialisme.

Un autre délégué, Cianfrarini, estime que le colonialisme est "un devoir, une nécessité, un droit et un facteur de progrès humain" (La Vie socialiste). Un député socialiste du Puy-de-Dôme, Alexandre Varenne acceptera même de devenir gouverneur général de l'Indochine de 1925 à 1928.

Il existe bien une aile gauche qui affirme le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et qui nie la nécessité économique du colonialisme pour la métropole. Mais elle se base toujours sur une hiérarchisation des civilisations et réclame une "mission humanitaire" de la part de la métropole.

Léon Blum lui-même, à la Chambre des députés, en pleine guerre du Rif déclarera en 1925 : "Nous avons trop l'amour de notre pays pour désavouer l'expansion de la pensée, de la civilisation française... Nous admettons le droit et même le devoir des races supérieures d'attirer à elles celles qui ne sont pas parvenues au même degré de culture et de les appeler aux progrès réalisés grâce aux efforts de la science et de l'industrie." Et il ajoute : "Les denrées coloniales sont nécessaires à l'économie du monde." Au monde capitaliste s'entend!

Mais, ce que les socialistes n'ont jamais voulu admettre c'est que, de même qu'il n'y a pas de capitalisme sans exploitation ni violence, il n'existe pas de colonialisme sans massacres ni privation des libertés. Et, en fidèles serviteurs du bon fonctionnement de l'économie il devront, à chaque fois que les classes dirigeantes leur confieront le soin de relayer la droite au pouvoir, assumer ces tâches de "saigneurs des indigènes".

En 1936, en plein Front populaire, les Algériens de souche étaient astreints à 14 mois de service militaire alors que colons et métropolitains n'en faisaient que dix, avec une solde très supérieure. Lorsque, à la fin de la Deuxième guerre mondiale, les "indigènes" démobilisés retournent en Algérie, ils découvrent que certains de leurs villages ont été détruits, et nombre de leurs proches massacrés... par l'armée française toujours en quête de pacification coloniale... tandis qu'euxmêmes s'étaient battus, surtout sur le front italien, en première ligne pour la défense de la démocratie et de la France. Il touchent, par ailleurs, une pension très inférieure à leurs homologues français.

L'illusion que les nouvelles donnes politiques issues de la fin de la guerre permettraient d'accéder rapidement à l'indépendance, tombent donc immédiatement. Des soulèvements se produisent, comme ceux de Sétif et de Guelma, en mai 1945, qui sont atrocement réprimés (plus ou moins 20 000 morts) par le gouvernement d'union nationale auquel participent les socialistes et les communistes. Ces derniers, pour justifier la pacification parlent de... sédition fasciste! A chaque fois qu'il y a besoin d'un pouvoir fort pour mater ou détourner une menace de rébellion, les socialistes sont toujours fidèles au poste. En 1947 les députés SFIO votent les crédits pour l'envoi du corps expéditionnaire en Indochine. En 1948 Naegelen, nommé gouverneur général en Algérie, fait emprisonner le tiers des candidats du parti nationaliste de Messali Hadj, avant les élections de l'assemblée algérienne. En 1956 Le gouvernement de Guy Mollet (SFIO), fait voter la suppression de toutes les libertés individuelles en Algérie, en décrétant l'état d'urgence, et nomme Robert Lacoste (SFIO lui aussi) au poste de gouverneur, remplaçant le gaulliste Jacques Soustelle, afin d'intensifier l'effort de guerre. Ainsi le cri lancé deux ans plus tôt par Mendès-France et Mitterrand : "L'Algérie c'est la France", trouve une application directe sur le terrain : des dizaines de milliers de morts, la torture institutionnalisée, les exécutions sommaires.

Le néocolonialisme qui succédera à la pseudo indépendance des anciennes colonies, sera un terrain privilégié d'action pour les néosocialistes issus du congrès d'Epinay. Les années Mitterrand ne devront rien à cet égard aux années de Gaulle: soutient à tous les dictateurs pourvu qu'ils restent dans la zone d'influence de la France, organisation rationnelle du pillage des ressources des anciennes colonies, pleins pouvoirs accordé aux barbouzes et aux militaires pour soutenir les régimes dictatoriaux et corrompus.

Et ce sont ces gens-là qui, à présent, se posent en champions de l'ingérence humanitaire... sans doute pour aider les "sauvages" à devenir de "bon démocrates"... comme eux !

JPD

La social-démocratie face au mouvement corse

La politique du Parti socialiste à l'égard du mouvement corse se caractérise par l'hypocrisie et le cynisme. En effet, contre le développement de ce mouvement, depuis deux décennies, les gouvernements socialistes successifs ont tour à tour agité la carotte et le bâton... mais sans jamais cesser de négocier en douce avec tel ou tel groupement clandestin, et en ne reculant devant rien pour défendre, en dernier ressort, l'Etat jacobin.

1981 : LA CAROTTE

La répression sous Giscard d'Estaing avait envoyé en prison une centaine de militants corses. Face à une situation sociale explosive et à la faiblesse numérique de ses partisans dans l'île, le PS cherche avant mai 1981 à composer avec les nationalistes. Parmi ses promesses préélectorales figurent ainsi, contre une trêve des attentats, l'amnistie des militants emprisonnés, la dissolution de la cour de sûreté de l'Etat et un statut particulier pour la Corse. Mais, après la victoire de Mitterrand, il faut une grosse mobilisation insulaire et une grève de la faim des prisonniers pour que l'amnistie soit effective. De plus, le statut particulier concocté par Defferre est bidon : non seulement il confère peu de pouvoirs à l'Assemblée régionale et remet en selle les élus claniques, mais encore il ne prévoit ni la reconnaissance du peuple corse ni la révision des listes électorales réclamées par les nationalistes. Du coup, tandis que les clans se rassurent et que les autonomistes tentent d'impulser une « troisième voie » avec la gauche non communiste et la droite libérale, les nationalistes hésitent sur l'attitude à adopter par rapport au PS - le FLNC se divisant ainsi entre une tendance d'accord pour négocier avec le nouveau pouvoir et une autre décidée à dénoncer le statut Defferre.

1983 : LE BÂTON

Avec la reprise des attentats (800, revendiqués ou non, en 1982), le gouvernement socialiste nomme le superflic Broussard commissaire de la République en Corse, où il arrive avec des renforts de police et de gendarmerie. Dans le même temps est lancée une vaste campagne médiatique contre l'«impôt révolutionnaire» que lèvent les clandestins; et, opérant un virage à 180 degrés, partis et syndicats de gauche se mobilisent pour créer, contre les nationalistes et avec les autres organisations politiques (hormis le PC), le mouvement «Corse française et républicaine» auquel participe activement le Front national. La «campagne antiterroriste» du pouvoir socialiste passe par l'interdiction des divers regroupements nationalistes (le Front de libération nationale de la Corse en 1983, le Mouvement corse pour l'autodétermination en 1986, A Riscossa en 1987...), ainsi que par la criminalisation des médias corses ; jusqu'en 1986, où la cohabitation amène au gouvernement la droite musclée (Pasqua-Pandraud), la répression ne cesse de grandir.

Le climat devient très lourd dans l'île. Les nationalistes quittent en 1985 l'Assemblée régionale moribonde, et les autonomistes, faisant le constat qu'ils ne peuvent fonctionner avec le PS, se rapprochent peu à peu d'eux. C'est alors qu'est impulsée la dynamique Unità naziunalista, englobant à la fois les organisations politiques officielle (A Cuncolta) et clandestine (le FLNC) et les nouveaux syndicats qui inscri-

vent la lutte nationaliste sur le terrain social (dans l'enseignement, l'agriculture, la pêche...). Le Syndicat des travailleurs corses, grâce à la création de sections dans la plupart des secteurs économiques, devient bientôt le second syndicat en Corse après la CGT.

Cependant, affaibli par les lourdes peines qui frappent les militants emprisonnés, le mouvement clandestin décrète au début du nouveau septennat mitterrandien une trêve des plasticages afin de négocier un «règlement progressif du problème corse». Cette ouverture du FLNC (qui présente en 1990 un «avant-projet de société» prônant l'autodétermination – plutôt que l'indépendance – et un «socialisme original»), mais aussi le succès des syndicats nationalistes et celui de la liste commune autonomistes-nationalistes «Per un avvene corsu», aux municipales de 1989, incitent l'Etat socialiste à suspendre sa politique répressive.

1990 : LA CAROTTE

Le Premier ministre Rocard pratique la « main tendue » aux nationalistes, promettant de « traiter de façon particulière le cas particulier de la Corse », et d'amnistier les prisonniers politiques. Le ministre de l'Intérieur Joxe propose un projet d'institutions territoriales, qu'il a élaboré avec des représentants insulaires de la droite libérale (J. Rossi), du RPR (H. Antona), du PS (L. Croce) et du mouvement autonomiste (E. Simeoni). La collectivité territoriale élargit les compétences de l'Assemblée corse dans les domaines culturel et économique, mais pas politique puisqu'elle n'a aucun pouvoir décisionnel en matière législative et réglementaire. L'attitude apparemment conciliante de l'Etat envers les nationalistes oblige partis et syndicats de gauche insulaires à revoir encore leur position. De là la plateforme «Démarche de progrès» établie en novembre 1990 entre nationalistes, autonomistes, Verts et PS pour obtenir la reconnaissance du peuple corse, la coofficialité des langues française et corse ou la révision des listes électorales. Le PS ne signera finalement pas cette plateforme, et ne participera pas à la manif unitaire organisée pour la populariser; mais ce projet d'action commune illustre bien la volonté qu'ont certains leaders nationalistes, à cette époque, de trouver un terrain d'entente avec les socialistes, afin d'acquérir un peu de pouvoir dans le cadre institutionnel français... une démarche qui va conduire très vite le mouvement corse à son éclatement.

Un clivage interne de plus en plus marqué a en effet entraîné, dès 1989, l'apparition d'organisations nationalistes concurrentes (l'Accolta naziunali corsa, A Cuncolta et le MPA pour les structures officielles; Resistenza, le Canal historique et le Canal habituel pour les clandestines, etc.). Et ce clivage a pour origine une divergence de vues entre les leaders sur plusieurs points, dont deux fondamentaux : la position à tenir face à l'Etat socialiste; la place du mouvement

clandestin dans la lutte de libération nationale, sachant que cet Etat met comme préalable à toute négociation l'arrêt de la lutte armée. En faisant naître bien des espoirs, la collectivité territoriale incite les nationalistes à se présenter aux élections de 1992. Leurs deux listes en présence (celle du MPA d'A. Orsoni et surtout celle de Corsica nazione, conduite par E. Simeoni et regroupant l'ANC, A Cuncolta, les Verts et les autonomistes) obtiennent au total 25 % des voix. Pendant plusieurs années, les élus nationalistes participeront très activement aux travaux de l'Assemblée corse (en étant à l'initiative des principaux dossiers traités, notamment en matière de développement économique). Mais ils ne tardent pas à déchanter, car le maintien du centralisme jacobin (qui se traduit par un refus de reconnaître le peuple corse ou même sa langue), la déliquescence du gouvernement socialiste et la poursuite de la politique clanique font de l'Assemblée territoriale une coquille vide.

Cette impuissance sur le plan institutionnel, jointe aux querelles incessantes entre les diverses organisations nationalistes – qui ont notamment pour conséquence le lent délitement de Corsica nazione, A Cuncolta et les Verts y demeurant seuls dès juillet 1994 – et à leur quasi-abandon du terrain social contribuent au développement, dans les milieux nationalistes, à la fois d'un scepticisme vis-à-vis des institutions territoriales et d'un découragement vis-à-vis du mouvement corse lui-même. Et tandis que certains commencent à rêver pour l'île d'un statut de TOM ou d'institutions à la mode calédonienne, les assassinats de militants se multiplient au sein de la famille nationaliste de 1993 à 1996, supprimant très vite jusqu'à l'idée d'un débat entre ses composantes. Cette famille se fractionne alors en petits groupes organisés ennemis et grosse mouvance inorganisée désabusée.

Pendant qu'une large campagne médiatique est orchestrée par le gouvernement contre le Canal historique, visant à l'isoler pour en venir à bout, ce groupement est peu à peu conduit à reprendre ses opérations - contrairement au Canal habituel qui les a arrêtées en janvier 1997 ou à Resistenza qui les a suspendues. Il prétexte pour ce faire, en janvier 1998, de la «non-politique» menée par les socialistes en Corse - rares libérations de prisonniers, refus de signer la Charte européenne, provocations verbales de Chevènement... Mais des divisions internes motivent également sa décision, car le choix de la démarche institutionnelle est de plus en plus critiqué dans ses rangs comme ailleurs. On note en effet, à cette période, une surenchère de groupes radicaux appartenant ou ayant appartenu à l'une ou l'autre des organisations nationalistes et qui, en prônant l'affrontement direct avec l'Etat pour le contraindre à négocier l'indépendance, entraînent la réapparition de cette revendication jusque dans l'avant-projet politique de Corsica nazione.

La division du mouvement corse a pour conséquences, aux territoriales de mars 1998, l'entrée en lice de 6 listes concurrentes et la seule présence de Corsica nazione au second tour. Toutefois, les 17 % de voix obtenues ensemble au premier tour et la très forte abstention que suscite ce scrutin montrent que la revendication identitaire demeure solidement ancrée, en dépit de tout. Pour preuve : le PS luimême, toujours aussi inexistant en Corse sur le plan électoral, se sent pour l'occasion obligé, tout en s'appuyant sur le MRG, de jouer la carte de l'«économie identitaire», en reprenant en grande partie le programme électoral des autonomistes.

1998 : LE BÂTON

L'assassinat du préfet Erignac en février 1998, unanimement condamné dans l'île comme sur le continent, constitue le prétexte idéal pour une nouvelle répression contre les nationalistes. Sur fond de campagne médiatique aux forts relents racistes, le gouvernement Jospin déclenche une formidable opération de police pour rétablir l'«Etat de droit» dans l'île. Cependant, l'appui quasi inconditionnel que prêtent à partir de mars les grands organes de presse à B. Bonnet,

le nouveau préfet, ne vise pas seulement à diaboliser toujours plus les nationalistes : il s'agit à présent de criminaliser les Corses en général en pointant leur manque de civisme dans le moindre acte de leur vie quotidienne.

Lâchant les élus claniques pourtant de tous temps à sa solde, l'Etat français s'attaque aux pratiques clientélaires, et s'attire de ce fait dans un premier temps un large courant de sympathie dans la population corse. Mais, d'une part, il ne peut aller très loin dans la dénonciation de certains scandales que ses préfets ont couverts ; d'autre part, le gouvernement PS, tout en cherchant, par sa «défense de la République» au nom de la justice et de la morale, à redorer son blason – quelque peu terni par les différents scandales impliquant des socialistes sur le continent –, opère entre les affaires jetées sur la place publique un tri qui ne passe pas inaperçu : les élus de droite au poteau!

Surtout, le PS choisit de régler par un traitement ouvertement colonial le «problème corse», en conférant à Bonnet les pleins pouvoirs et en lui donnant les moyens de se comporter comme un véritable gouverneur militaire. En liaison directe et permanente avec la place Beauvau, le préfet montre une véritable défiance vis-à-vis des Corses quels qu'ils soient : il recourt à l'article 40 pour se saisir lui-même des dossiers et inciter ses fonctionnaires à embêter leurs administrés par tous les moyens, en contournant au nom de l'efficacité les procédures régulières de la justice et de la police existant dans l'île ; et il s'appuie sur le Groupe de peloton de sécurité, véritable police parallèle aux interpellations musclées et aux techniques de commando instituée très officiellement fin juin 1999. Cette politique montre une fois de plus - après la répression d'octobre 1961 contre les Algériens à Paris ou celle d'Ouvéa contre les Kanak en 1988 - que, en cas de nécessité, les socialistes n'hésitent jamais à défendre l'Etat jacobin par des moyens autoritaires. N'étant pas parvenus à isoler les nationalistes de la population insulaire, c'est la «différence de mentalités et de pratiques» entre les Corses et les Français qu'ils s'attachent à mettre en évidence, pour prouver que les insulaires aux mains sales ne méritent ni leur statut particulier ni l'argent que la métropole leur octroie généreusement.

L'«Etat de droit» permet en fait la mise en place d'un véritable Etat d'exception autorisant toutes les opérations barbouzardes aussi bien que la réhabilitation du délit d'opinion ou de connaissance. L'affaire de la paillote «Chez Francis» qui a éclaté en avril 1999 montre s'il en était encore besoin que le PS n'a pas de leçons à donner en matière de légalité. En lui faisant perdre toute crédibilité aux yeux de la population corse et en suscitant un malaise certain sur le continent, elle a enterré pour un temps sa politique de répression tous azimuts, et rétabli dans la famille nationaliste les conditions d'une démarche unitaire. La réapparition d'un Comité antirépression, la large manifestation de soutien au secrétaire du STC placé en garde à vue, les divers appels à débattre avaient au cours des mois précédents contribué à un rapprochement entre les regroupements nationalistes. Depuis la paillote, leurs rencontres se sont multipliées ; et si l'ANC et le MPA sont en perte de vitesse, si les autonomistes demeurent désireux de coller à la gauche libérale pour se démarquer des nationalistes et si les Verts restent peu nombreux, les territoriales de mars 1999 viennent de souligner, avec les 16 % de voix obtenus par la liste Corsica nazione, la vitalité persistante de la revendication nationaliste.

On s'attend donc en Corse à une nouvelle carotte du PS pour bientôt.

Vanina

Nucléaire et social-démocratie : un double langage exemplaire

Les implications de l'industrie du nucléaire illustrent jusqu'à quel point la social-démocratie, rose, rouge et verte, renie ses projets de société et ses promesses électorales pour rester aux affaires.

ar sa dangerosité qui ne peut plus être ignorée depuis Hiroshima, Bikini, Three Miles Island, Tchernobyl..., l'industrie nucléaire est la première activité humaine pouvant tout simplement faire disparaître l'espèce entière en un temps record. Le nucléaire est en soi une réfutation du Sens de l'Histoire que la social-démocratie voulait discerner dans l'avancée inéluctable de l'Humanité vers un monde meilleur par le biais du Progrès, de la Science et du développement des forces productives. Les guerres et les destructions massives que l'Humanité s'impose depuis des millénaires pourraient bien connaître une apothéose finale et définitive. Celle-ci vérifierait de manière sinistre à sa façon une autre théorie, celle de la soi-disant Fin de l'Histoire annoncée par certains économistes libéraux, chantant les mérites du modèle démocratique parlementaire depuis la chute du Mur de Berlin.

UNE INDUSTRIE ULTIME

Mais l'industrie nucléaire concentre également en elle les caractéristiques du capitalisme moderne. Elle nécessite des investissements colossaux, un soutien permanent de l'Etat pour disposer des conditions indispensables à son développement, une surveillance policière constante, une propagande mensongère pour l'accord passif des populations, et enfin la recherche-développement de technologies spécifiques de plus en plus performantes – qui se révèlent d'ailleurs incapables de contrôler les forces mises en jeu, (cf. l'abandon du surgénérateur Superphénix). Ce parallèle avec le capitalisme moderne est encore souligné avec les performances des nouvelles armes : la miniaturisation croissante ou l'utilisation de neutrons – qui détruisent l'humain sans endommager l'infrastructure industrielle comme ces licenciements massifs de milliers de salariés qui ne remettent pas en cause les bénéfices des entreprises.

Mesurée à l'aune de l'utilité sociale (usage domestique, industrie, transports) et de la rentabilité financière stricte (en comparaison avec l'hydro- ou la thermoélectricité), l'industrie nucléaire est le symbole même du gaspillage énergétique.

Les caractéristiques intrinsèques à l'atome se rapprochent de celles du capitalisme mondial, par leur instantanéité, leur caractère global, leur fugacité, leur fragilité et également leurs effets dévastateurs. Mais surtout, pour paraphraser... Jaurès, l'industrie nucléaire porte en elle la guerre – comme les nuées portent l'orage – par sa connexion essentielle au domaine militaire et stratégique, c'est à dire au rapport des forces capitalistes à l'échelle mondiale. Il suffit de considérer la multiplication des armes nucléaires dans des pays comme l'Inde, le Pakistan, Israël ou la Chine, et demain l'Iran ou le Brésil par exemple, pour penser raisonnablement qu'un conflit nucléaire est bien devant nous et non pas relégué aux souvenirs de la guerre froide.

Dans cet article nous ne développerons pas ces thèmes souvent abordés dans $Courant\ Alternatif^l$ mais – dans le cadre de ce numéro horssérie – les reculs successifs du PS, du PC et aussi du Parti Vert sur la question du nucléaire.

UN AVENIR RAYONNANT

Le PS va faire mieux que la droite. De mai 1981 à la victoire de Chirac en 95, l'industrie nucléaire va continuer à se développer, si bien que l'opposition antinucléaire va être divisée et émiettée. Il faudra Tchernobyl en 1986 pour commencer à ébranler l'opinion ainsi que la maladresse de Chirac pour provoquer des mobilisations contre les essais français dans les colonies du Pacifique. Parallèlement, les promesses électorales et les échéances non tenues, les négociations sous cape avec les syndicats et associations, la répression brutale vont permettre au lobby nucléaire de prospérer.

Pour arriver au pouvoir en 1981 les socialistes modifient quelque peu leur programme sur la bombe et l'énergie nucléaire pour montrer leur bonne volonté au lobby nucléaire. Une fois en place, le PS assume l'héritage de Giscard d'Estaing et la poursuite de la nucléarisation de l'Hexagone. Seule modification par rapport à la droite, la gauche concède un symbole, le site de Plogoff, qui avait mobilisé la Bretagne - le site du Pélerin dans l'estuaire de la Loire est mis en attente. Les antinucléaires, quant à eux, expérimentent dés l'été 81 les grenades socialistes lors d'une manifestation à Cherbourg contre l'arrivée de déchets japonais. La Hague va pouvoir se transformer dans les années suivantes en poubelle nucléaire mondiale. Le grand débat démocratique promis par le PS sur le nucléaire se transforme en un débat parlementaire à la sauvette d'une demi-journée. Le pouvoir crée l'AFME, l'Agence Française pour la Maîtrise de l'Energie parce que quand même il faut un peu de pudeur. En décembre 1981, après la répression d'une manifestation à Chooz contre le projet de nouveaux réacteurs dans la pointe des Ardennes, le premier ministre Mauroy déclare :«Ce n'est pas un petit village des Ardennes qui arrêtera la marche de la France». En effet l'Hexagone se couvre de réacteurs et de grandes tours harmonieuses et familières qui lui assurent aujourd'hui le rang envié d'Etat le plus nucléarisé de la planète.

En mai 1981 la Coordination Nationale antinucléaire, la CNAN, n'appelle pas à voter Mitterrand - bien qu'une majorité soit pour le faire - pour ne pas se diviser. Cela est important, car le mouvement antinucléaire en France est un des rares à ne pas s'être enchaîné dans la galère de l'appel à voter PS. De nombreux comités de sites de futures centrales, notamment Chooz et Golfech, forts des promesses écrites du candidat, avaient appelé à voter Mitterrand. Pendant l'«état de grâce», ils ont tenté d'arracher chacun pour soi le respect des promesses, autant concurrents que solidaires entre eux, à l'écart de la CNAN de peur qu'elle ne les desserve auprès du nouveau pouvoir. De fait le mouvement antinucléaire se retrouve divisé et affaibli. Il perd ses relais traditionnels liés à la gauche, dont beaucoup ont été aspirés par les nouvelles institutions mises en place : AFME, postes de conseillers divers... Tout un courant fait le choix de la soi-disant efficacité en rentrant dans l'appareil pour en infléchir la direction, donc en refusant de s'opposer au gouvernement. Sur les sites - Chooz, Golfech - la violence qui est à la hauteur des espoirs déçus fait face à un quadrillage policier digne de celui de Giscard, l'utilisation systématique de grenades offensives, l'utilisation de blindés anti-émeutes, l'emprisonnement pour certains... Peu d'écologistes traditionnels, plutôt non-violents, soutiennent. Finalement Chooz et Golfech perdent et la CNAN se dissout en 1983.

Il faut la catastrophe de Tchernobyl en 1986 pour que l'opinion commence à mollir dans son soutien à l'atome. Des comités antinucléaires réapparaissent mais ils sont beaucoup plus liés aux écologistes du Parti Vert. Si on laisse à part les comités de sites projetés pour l'enfouissement des déchets radioactifs - qui ne se définissent pas comme antinucléaires!- la majorité des comités actifs ne s'oppose plus à des constructions mais réclament l'arrêt de centrales en fonctionnement. Les luttes sont forcément différentes, centrées sur un travail d'explication, de dossiers techniques... mais aussi sur la dénonciation de l'intox médiatique autour de Tchernobyl (le fameux nuage radioactif qui s'arrête aux frontières) et du risque d'accident majeur en France.

Mitterrand continue les expérimentations militaires dans les colonies du Pacifique jusqu'à la fin de son mandat bien que la disparition du bloc de l'Est justific une évolution de la doctrine nucléaire de «défense». Chirac provoque de nouvelles mobilisations antinucléaires un peu massives avec les expérimentations à Mururoa en 1995 alors que plusieurs pays viennent de signer l'arrêt de leurs essais sur site. La «gauche» dans l'opposition rend brusquement certaines idées présentables dans les médias...

Le projet de centrale nucléaire dans l'estuaire de la Loire (au Carnet) est relancé en 1996, pour installer un prototype EPR «propre» EDF-Siemens destiné à remplacer aux alentours de 2007 les centrales de première génération. La mobilisation antinucléaire entraîne la constitution de deux collectifs, qui s'opposent sur la présence du Parti Socialiste en tant que tel dans la mobilisation : d'abord le Collectif Carnet regroupant PS, Parti Vert, et associations environnementalistes. Ensuite les militants de terrain rejetant le PS pour son action pronucléaire (quand il était au pouvoir) et qui finissent par organiser de façon indépendante la lutte au sein de la Fédération antinucléaire 44 (FAN-44).

PS, PCF ET VERTS AU GOUVERNEMENT

En juin 97 Jospin arrive aux affaires. Retenant la leçon de Plogoff, il suspend l'implantation du Carnet alors que les populations bretonnes commencent à se mobiliser massivement, en se passant de la gauche et des écologistes officiels. De plus il intègre Voynet, la chef du Parti Vert au poste de l'environnement en échange de promesses, dont l'arrêt définitif du surgénérateur Superphénix.

Aujourd'hui le lobby nucléocrate continue ses activités. Si le gouffre financier de Superphénix est effectivement abandonné, c'est une victoire à la Pyrrhus pour le Parti Vert, puisque le surgénérateur Phénix, plus petit, est relancé pour continuer des expérimentations sur la surgénération. Voynet signe les autorisations de mise en marche des réacteurs de Civaux et de Chooz, ainsi que la ratification du choix d'un site de stockage souterrain dans la Meuse : un stockage provisoire mais il est plus que probable que les déchets qui y seront entreposés le resteront pour très longtemps. Un site d'essais en laboratoire d'armes nucléaires est en cours d'installation prés de Bordeaux. Le centre de stockage de déchets au centre de La Hague est prés de la saturation. EDF fait à nouveau pression pour expérimenter son nouveau réacteur EPR. Le gouvernement Jospin donne son accord au rapprochement de Framatome avec une des principales sociétés américaines du nucléaire. Bref l'arrivée du Parti Vert au gouvernement n'a pas infléchi la politique nucléaire menée traditionnellement par le PS. Quand au PCF, il soutient le programme nucléaire au nom de l'indépendance énergétique nationale, du progrès technique et de

Le vrai problème des nucléocrates est le nucléaire lui-même : les

réacteurs neufs connaissant accident sur accident à Civaux et Chooz, des fuites radioactives décelées sur les convois de déchets en provenance d'Allemagne vers La Hague, les conséquences de l'accident de Tchernobyl peu à peu incontournables, les coûts prohibitifs de l'électricité électronucléaire de plus en plus mal acceptés (provisionnement du démontage des réacteurs obsolètes) dans une société où le libéralisme remet en cause les monopoles des structures étatiques face aux prix compétitifs d'autres énergies

Les sociaux-démocrates continuent donc de soutenir les choix nucléaristes. De plus la nouvelle mouture écologiste de la social-démocratie, partie à la conquête du pouvoir pour plus d'efficacité dans son action, se révèle impuissante à changer quoique ce soit : le Parti Vert amène en fait au Parti Socialiste une caution écologiste et neutralise les collectifs qu'il contrôle pour ne pas gèner (la carrière politique de) la ministre de l'Environnement. En son temps Huguette Bouchardeau, secrétaire du PSU, avait servi de secrétaire d'état-caution-antinucléaire à Mitterrand après 1981 pour décourager la mobilisation.

La dérive institutionnelle qui a amené les sociaux-démocrates à approuver les pires conséquences du capitalisme est aujourd'hui à l'œuvre de façon accélérée dans le Parti Vert. Il suffit par ailleurs de constater outre-Rhin comment le ministre de l'environnement Trittin, "représentant" le puissant mouvement antinucléaire et les Grünen dans le gouvernement social-démocrate allemand, a dû reculer quelques mois après sa nomination face aux sociétés productrices d'électricité, pour se rendre compte que l'action politique dans le cadre gouvernemental ne peut mettre en cause cette pièce essentielle du capitalisme.

Nantes, le 12-09-99

- 1. Pour en savoir plus les Dossiers du Canard n'12 sur les relations du PS avec la force de frappe par exemple, et plus récemment un livre à 10 fis facile à trouver «Tout nucléaire: une exception française» -édit. L'esprit frappeur qui expose largement le thème, une bibliographie intéressante et les données officiellement reconnues mais très peu claironnées par le pouvoir.
- 2. On peut se demander si les précédentes le sont...



L'intégration à la mode social-démocrate

La social-démocratie s'est toujours entendue, quand elle accédait au pouvoir, à servir au mieux les intérêts capitalistes, en opérant dans l'organisation des rapports de production les réformes structurelles nécessaires pour continuer d'assurer un profit maximal à une minorité de nanti-e-s. Il importe donc aux révolutionnaires de contrer l'idée aujourd'hui couramment répandue par la classe politico-médiatique d'une «dérive social-libérale» dans la famille socialiste, car cette idée vise à faire accroire que la fraction restante des «authentiques» sociaux-démocrates pourrait, elle, être porteuse d'émancipation sociale. Ce qui a, en fait, changé dans la tête de nombreux socialistes, c'est le rôle dévolu à l'Etat dans la gestion de la société patriarcale et capitaliste; mais la démarche consistant à aménager plutôt qu'à détruire cette société demeure globalement celle de leur courant, aussi le clivage actuel en son sein se réduit-il à une querelle entre anciens et modernes sur les moyens d'y parvenir...

ette fin de millénaire voit le triomphe de l'idéologie libérale, après la retombée des mouvements rupturistes de 68 et des années suivantes, et l'effondrement des pays de l'Est. La conjonction de ces deux facteurs conduit une bonne part de la «gauche plurielle» à se déclarer aujourd'hui ouvertement en faveur de l'économie libérale'. Libéraux et sociaux-démocrates ont tenté et tentent en effet encore, en s'appuyant sur la faillite du prétendu communisme à l'Est – en réalité, un capitalisme d'Etat –, d'enterrer la lutte des classes et l'idée même de révolution, car le bon fonctionnement du système d'exploitation en place implique l'instauration d'un consensus au niveau social. De là l'active politique d'intégration des acteurs et actrices économiques qui est menée par les néolibéraux de tout poil, et qui repose à la fois sur la notion de modernité et sur une course effrénée à la consommation.

L'ÉVOLUTION GÉNÉRALE DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE DEPUIS MAI 68

Dans l'après-68, il y a eu une forte contestation de l'ordre établi, un désir de changer la société en profondeur, par le biais de grandes dynamiques revendicatrices – mouvements des femmes, des communautés, large contre-culture mêlant antimilitarisme, retour à la terre, écologie et antinucléaire... – qui recherchaient une alternative à l'ordre patriarcal et capitaliste existant. On peut dire que ces diverses dynamiques ont été largement libertaires, même si elles ne s'en revendiquaient pas, dans la mesure où elles liaient aspiration à la liberté individuelle et aspiration à l'égalité sociale.

Le mouvement des femmes des années 70 comprenait ainsi une importante fraction de militantes anticapitalistes, venant de divers courants d'extrême gauche. Il était dans l'air du temps, alors, de contester les institutions patriarcales que sont la famille et l'école à la fois pour les rapports entre les sexes qu'elles instaurent, en imposant des rôles sociaux sexués, et pour l'appui apporté par ces institutions au système d'exploitation économique qu'est le capitalisme.

Dans les années 80, on a connu un déclin général de tels mouvements rupturistes, et assisté à une récupération et à un dévoiement (visibles par exemple à travers la publicité) du discours revendicatif, à un reflux de la réflexion et des comportements vers un ordre moral plus tout à fait le même qu'avant 68, mais un ordre moral réactionnaire quand même.

Le gouvernement de gauche actuel mène une active politique d'intégration afin d'éviter une nouvelle remise en cause radicale du système, et cette intégration s'opère par la valorisation de la personne elle-même – de ses aspirations individuelles bien plus que collectives, à travers la satisfaction du plaisir pour soi et les siens qui passe par une consommation tous azimuts, synonyme de modernité, toute critique de cette consommation étant par ailleurs considérée comme passéiste (voir, pour continuer avec cet exemple, l'engouement qu'a connu la pub dès les années 80).

La politique d'intégration se traduit entre autres par les projets de PACS et de parité, les dirigeants sociaux-démocrates s'appuyant sur l'évolution du couple et de la famille pour «moderniser» les structures institutionnelles de la société – pour les mettre en adéquation tant avec les modifications intervenues dans les mœurs (afin de satisfaire leur clientèle électorale, en particulier les classes moyennes dont ils sont les représentants) qu'avec le nouveau contexte de l'Europe (afin de renforcer leur position par rapport à la droite). Le travail des femmes intéresse également nos modernes libéraux, comme apport d'une force de travail mais aussi de consommation.

Par le biais de l'individu-innovateur-producteur-consommateur, le marché se développe plus que jamais – dans tous les secteurs d'une société productrice d'éphémère, de jetable et de déchets – à partir de la nouvelle vague de révolution scientifique et technologique qui a frappé l'automation, l'informatique et la communication, et eu des conséquences sur le système productif, l'emploi et le marché du travail ainsi que sur la concurrence internationale. Et, comme d'habitude dans l'Histoire, ce sont les sociaux-démocrates qui mettent en œuvre les aménagements nécessaires aux capitalistes pour accroître leurs profits, grâce à une déréglementation tous azimuts du travail salarié (voir entre autres, dans le CA n° 91 de cet été le dossier sur flexibilité, réduction du temps de travail et 35 heures).

Le marché est présenté par les libéraux de droite et de gauche comme le modèle d'optimisation des transactions interindividuelles, la forme «naturelle» de l'organisation et de la régulation de la cité. En permettant à chacun-e d'entrer en concurrence, il réalise une «justice» sociale qui légitime les inégalités : chacun-e doit se prendre en charge et assurer son bien-être en faisant preuve d'initiative et de créativité. La «responsabilité individuelle» se trouve ainsi valorisée, avec le mérite et l'effort individuel (on est au chômage parce qu'on n'a pas su se vendre bien, on doit pour rester en compétition être un

adepte assidu de la formation permanente...), l'école demeurant un outil primordial de sélection sociale.

L'entreprise privée est, dans la même logique, considérée comme la structure idéale pour permettre la coordination des transactions humaines dans un cadre concurrentiel, le « management participatif » responsabilisant chaque membre de son personnel. Enfin, cerise sur le gâteau, le capital gagne encore en vertus : source de la valeur pour les biens et services, il l'est aussi pour la valeur individuelle fondée sur la rentabilité...

LES MÉCANISMES DE L'INTÉGRATION EN COURS

C'est par le mythe d'un progrès scientifique et technique facteur de libération sociale que nombre de sociaux-démocrates rejoignent libéraux et conservateurs dans la gestion de la société existante, leur culture positiviste appuyant les objectifs de productivité et de compétition internationale. Mais, en réalité, sciences et techniques servent les intérêts privés des entreprises industrielles, agroalimentaires et tertiaires; et la connaissance subit comme le reste une marchandisation et une privatisation, le système d'éducation et de formation étant plus que jamais soumis aux impératifs économiques.

Par ailleurs, face à un libéralisme proclamé meilleur système économique et politique, la revendication par rapport à l'ordre établi se réduit pour ses tenants à la défense opiniâtre et vigilante des droits qu'il proclame : droits de l'homme et du citoyen ; droits de la République laïque, une et indivisible – les «modernes» proparitaires préconisant d'y ajouter des droits de la femme et de la citoyenne ; les «très modernes» proeuropéens, le droit des minorités «hexagonales» à la reconnaissance de leur «spécificité culturelle» (par la... signature de la charte européenne des langues minoritaires).

Et cette défense au niveau individuel de «ses» droits (en fait, les privilèges des nanti-e-s que sont les populations des pays riches face aux pays pauvres) s'accompagne au niveau social d'un «engagement» n'ayant qu'un lointain rapport avec un militantisme véritable dans un combat, et qui passe le plus souvent par l'action sur le terrain caritatif – dont les révolutionnaires critiquaient les dames patronnesses, au siècle dernier : versement de dons aux ONG ou aux Restos du cœur, soutien aux «grandes causes humanitaires» et autres opérations Téléthon (avec l'exigence de savoir où va son argent...). Un type de fonctionnement qui débouche sur le renforcement du système d'exploitation, puisque la défense des droits s'inscrit dans le cadre du parlementarisme et de la démocratie libérale, donc avec la classe politique en place (du RPR à la gauche plurielle) soutenue par les médias.

L'intervention sur le mode humanitaire requiert en effet deux conditions préalables :

- l'acceptation du statut de privilégié-e par rapport aux pauvres en général. Il n'y a plus de grande mobilisation visant l'égalité entre les êtres humains, par la répartition des biens en fonction des besoins, etc. : le «communisme» a failli et toutes les idéologies égalitaristes avec ;
- l'illusion de pouvoir intervenir individuellement via les médias et les moyens modernes de communication, d'avoir intégré le cercle des décideurs et de posséder un moyen d'action parce que, branché sur Internet, on vogue à une échelle quasi planétaire. De plus, l'alternative proposée par les gentils dirigeants occidentaux à leur bon peuple se situe toujours entre le bien et le mal : il s'agit de soutenir des organismes aussi «impartiaux» que l'ONU ou l'OTAN dans leurs spectaculaires opérations contre le «fascisme» ou l'«hitlérisme», genre guerres du Golfe ou du Kosovo ; alors, comment pourrait-on refuser d'y «participer»... et avoir par ce refus l'air de soutenir les méchants ? Quand on voit le nombre de militants et militantes ou d'ex-révolutionnaires attiré-e-s par les sirènes social-démocrates de l'interventionnisme en Yougoslavie, on prend la mesure de la régression qui s'est opérée sur le plan contestataire jusque dans les rangs de l'extrême gauche.

Tandis que les idées réacs sur l'inné et l'acquis reviennent en force, la modernité vantée donne l'impression de pouvoir, grâce aux progrès des sciences et techniques, tout se procurer contre espèces sonnantes et trébuchantes, à l'aube du nouveau millénaire – y compris un enfant (par la fécondation in vitro, l'insémination artificielle), un changement de sexe (par des transplantations d'organes) ou la jeunesse (par des injections quotidiennes d'hormones). L'«espèce humaine» maîtrise la communication planétaire, la vie et la mort... On n'a donc rien à se refuser, et aucune raison de culpabiliser pour ses choix : une fois envoyés les colis de sucre ou de café là où les médias l'indiqueront, on pourra jouir pleinement des avantages de sa situation personnelle.

Mais les valeurs mises en avant actuellement, telles que la citoyenneté ou la liberté individuelle sans l'égalité sociale, ne parviennent au mieux qu'à masquer une société patriarcale et de classes toujours aussi forte : domination masculine persistante, riches toujours plus riches. Si un certain nombre de familles «s'en sortent» aujourd'hui en Occident grâce à l'obtention de deux salaires plus ou moins réguliers et le recours fréquent au crédit, il y a autour d'elles la grande masse des exclu-e-s de l'abondance.

Car les capitalistes ne recherchent un consensus qu'entre les personnes capables de s'intégrer, par leur participation à la production et à la consommation, à une société hypermatérialiste qui fonctionne en vase clos: les autres n'existent pas à leurs yeux. Mais dans la production comme dans la consommation subsistent une hiérarchie très forte entre décideurs et exécutants, et de profondes différences entre les pouvoirs d'achat. La croyance en la possibilité de s'élever sur l'échelle sociale ne se concrétise que pour une faible minorité: la grande majorité est destinée à demeurer là où elle est, en gardant ou non l'illusion de pouvoir améliorer son sort.

Le «politiquement correct» entre dans le cadre du tout-policé-aseptisé. La vie saine dans un corps sain, c'est l'aspartame ligne minceur, pour les produits lights et contre le tabac; mais l'esprit sain (pas le Saint-Esprit...) capable de s'interroger sur la société qui l'entoure et de remettre en cause les certitudes inculquées est, lui, parfaitement «incorrect». Et l'hypocrisie règne: les riches continuent de courir après un vrai camembert et à ignorer le goût de l'arôme reconstitué; l'Etat faux-cul continue de se remplir les poches avec les taxes qu'il prélève sur le tabac, tout en interdisant partout de fumer et en obligeant à imprimer sur les paquets de cigarettes le danger que représente leur contenu...

La République parlementaire, en France comme ailleurs, demeure donc bien un immense leurre (avec ses élus de race blanche, bien nantis, d'un certain âge et milieu social), et elle le demeurera même avec l'intégration à parité de citoyennes à ses institutions par le biais de la parité, car il n'y a pas davantage à attendre un partage du pouvoir entre les sexes qu'un partage des biens ou du temps de travail entre les classes dans les pays du Nord, et moins encore entre ces pays et ceux du Sud – réalité qui se heurte à une indifférence quasi générale.

Les divers comportements ici décrits découlent donc, à l'évidence, d'un même phénomène : le large abandon de l'idée de changement révolutionnaire. Ainsi la social-démocratie a-t-elle mis sous le boisseau son objectif anticapitaliste naguère encore affiché. Au mieux rencontre-t-on, dans une mouvance «de gauche» qui ne cesse de grandir en se libéralisant, une volonté d'impulser une «évolution raisonnable» afin de réduire quelque peu les «disparités» économiques et sociales persistantes. Cette mouvance provient pour partie de l'extrême gauche et, bien installée au sein des médias, elle joue un rôle important dans la politique consensuelle. La condition à l'intégration étant, bien sûr, que chacun-e reste à sa place, puisqu'il y a justification des inégalités sociales entre les classes, les sexes et les races, et que le renversement du système n'est plus à l'ordre du jour.

Hors Série n° 2.

LE DISCOURS IDÉOLOGIQUE SUR L'INTÉGRATION

Pourquoi en est-on là ? Pourquoi, contrairement aux années 70, y at-il une aussi large acceptation de la société telle qu'elle est, ou à quelques aménagements près ? Les «spécialistes» en politique invoquent couramment, pour expliquer l'échec des mouvements rupturistes, la «crise de l'emploi» : la difficulté de trouver du travail inciterait la jeunesse à chercher l'intégration plutôt que la rupture, et les travailleurs-travailleuses en général à se cramponner à leur poste quel qu'il soit – en faisant valoir leurs diplômes quand ils-elles en ont, en s'investissant très fort dans la boîte qui les emploient... bref, en défendant les «valeurs de l'entreprise», partant, du capitalisme.

Il est vrai qu'avant 68 la course à la consommation existait déjà : les Trente Glorieuses avaient répandu dans les couches populaires le désir de profiter de la croissance, avec l'achat de la voiture, de la télé, du frigo... pour accéder au ou se rapprocher du standing de la petite et moyenne bourgeoisie, et les emplois du tertiaire se développaient. Mais dans le même temps grandissait la volonté de changer la société. Dans les bilans dressés de 68, on nous assure souvent qu'il était plus facile alors pour les jeunes de contester la société : en gros, la situation de l'emploi leur permettait de s'amuser quelque temps à vivre en marge du système, en leur offrant l'assurance d'y retrouver sans problème une place une fois assagi-e-s. Toutefois, cette analyse est un peu courte, parce qu'elle laisse de côté l'adhésion aujourd'hui assez large aux valeurs de la société existante, donnée pourtant fondamentale dans l'évolution des comportements par rapport au désir de révolution. Si le projet révolutionnaire a beaucoup perdu de sa crédibilité, en effet, c'est parce que la crise de l'emploi et l'adhésion à l'idéologie capitaliste se conjuguent pour prendre au piège les travailleurs des deux sexes. La jeunesse de 68 et après ne reculait pas devant les petits boulots et leurs faibles revenus pour survivre, car elle aspirait à l'instauration d'une société plus égalitaire, plus juste, et le rêve-utopie qui la portait était assez fort pour rendre secondaire la recherche d'un confort matériel : la démarche de solidarité, le souci d'actions collectives accompagnaient l'envie de modifier la société dans son ensemble en faisant sauter les carcans moraux et autres qui l'emprisonnaient. Le refus de participer à la consommation, proclamé par un fort mouvement social pendant plusieurs années, découlait de ce fait d'une réflexion politique globale. Aujourd'hui, en revanche, où la perspective révolutionnaire paraît lointaine, les jeunes supportent fréquemment plus mal de prendre des petits boulots, et ne le font que contraints et forcés. Un nombre grandissant d'entre eux-elles se trouvent dans l'incapacité, si leurs familles ne leur offrent pas de soutien financier, d'espérer mieux ; et beaucoup d'autres désirent une reconnaissance sociale que traduit leur volonté affichée, qualifiée par les partisans du système de réaliste et raisonnable, de faire carrière-pour-pouvoir-consommer...

La «crise des idéologies» est elle aussi présentée comme raison principale de l'évolution actuelle : la faillite du «communisme» aurait fait échouer la contestation du système, et même conduit à son renforcement. Il n'y aurait désormais plus place que pour des réformes passant par le biais des institutions, donc la voie électorale. Une argumentation qui sert parfaitement la social-démocratie.

En vérité, la critique très féroce que les courants anarchistes et gauchistes ont portée aux pays «communistes» de l'Est a eu une influence certaine, et pourtant assez méconnue, sur ces dernières décennies. En effet, beaucoup d'acteurs et actrices de mai 68 ont été et sont encore des anticommunistes (antimarxistes, antiléninistes ou antistaliniens, selon les sensibilités politiques) viscéraux prônant la liberté à tous les niveaux (à commencer par la libération sexuelle). La « dérive » libéro-libertarienne pointée aujourd'hui² a crû à mesure que les projets collectifs s'amenuisaient... jusqu'à nos jours, où le dernier carré de militants et militantes révolutionnaires – en lutte contre le capitalisme et le patriarcat – est présenté comme celui de jusqu'au-boutistes donneurs de leçons ou casseurs, hystériques ou

mal-baisées, désireux-ses d'empêcher les autres de s'amuser en agitant le chiffon rouge de la mauvaise conscience. A leur opposé, la mentalité des bien-pensants du «politiquement correct», qui ont compris d'où vient le vent et ont le souci d'être enlevé-e-s par lui, se répand avec l'envie de ne plus «se prendre la tête», mais de profiter tout simplement au maximum de ce système.

On est donc apparemment loin des utopies créatrices de l'après-68 (recherche de sociétés sans argent, sans domination ni hiérarchie... à travers des expériences alternatives et communautaires), et on ne peut faire comme s'il en allait autrement.

En l'absence d'un grand mouvement de critique radicale et subversive, l'Etat se voit juste reprocher par une gauche classique - que les sociaux-libéraux jugent archaïque - de ne pas intervenir assez en économie (de ne plus faire suffisamment le gendarme pour «limiter les excès de l'ultralibéralisme» ou du «capitalisme sauvage»... comme si ce dernier pouvait être «soft»). Car les courants qui se sont inspirés des thèses marxiennes et marxistes sous-estiment toujours la critique, faite par les anarchistes, de l'Etat d'une part comme outil servant à la mise en place et au renforcement des conditions nécessaires à l'économie de marché, d'autre part comme structure de concentration du pouvoir et de la richesse. Cette gauche classique insiste aussi sur la nécessité de «recréer du lien social», un «désir de vivre ensemble local et solidaire3». Mais elle passe de plus en plus sous silence l'exploitation capitaliste (niée dans les discours de la classe politique en général), et utilise juste l'oppression patriarcale comme vague cadre à repeindre.

C'est pourquoi il ne faut cesser de répéter qu'on ne peut aménager une société fondée sur l'inégalité entre les sexes, les classes et les races. Faussement permissive, elle ne laisse guère d'échappatoire à la plupart des personnes qui la composent, et le contrôle social ne cessera d'y croître (avec le mixage des fichiers informatiques, mais aussi avec les outils de communication si prisés aujourd'hui, d'Internet au portable...).

Alors, le changement véritable viendra-t-il des seules classes dangereuses – de ces marginaux que rejette le système vers des ghettos de banlieue, par exemple ? Ou la lassitude et l'écœurement devant le vide que crée une existence centrée sur l'accumulation d'objets finiront-ils par entraîner un sursaut de celles et ceux qui croient profiter de ce système ?

Difficile à dire... mais, de même, nul ne pouvait prédire avant 68 que la société se bloquerait comme elle l'a fait : les médias affirmaient qu'elle ronronnait, que la classe ouvrière était intégrée ; et si les signes précurseurs d'une contestation existaient, ils n'indiquaient pas l'amplitude du mouvement qui la mènerait. De plus, la solidarité, en particulier au niveau international, a souvent du mal à fonctionner bien, sauf du côté des révolutionnaires. On se heurte presque toujours, dans les luttes menées, à la difficulté de dépasser le rapport de proximité pour faire le lien avec les autres luttes, là où la conscience politique n'est pas très développée.

Au bout du compte, on ignore toujours comment se créent les situations porteuses de changement, par les modifications qu'elles entraînent dans les comportements, tant individuels que collectifs : il n'existe pas de recette et la présence des ingrédients nécessaires ne suffit pas forcément... et pourtant à certains moments la mayonnaise prend, et le ras-le-bol entraîne une dynamique de rupture par rapport à l'ordre établi. Une réalité que, malgré tous ses beaux discours, la social-démocratie ne pourra sans doute jamais empêcher.

Vanina

^{1.} On nous vante le libéralisme en économie et en politique comme stade ultime de l'Histoire en évitant d'employer le mot capitalisme, notamment parce que ce terme renvoie à une analyse de classe, et qu'il est trop connoté pour nombre de ceux et celles qui auraient du mal, de par leur passé, à s'affirmer procapitalistes sans avoir le sentiment de se renier tout à fait.

Dérive que l'on nous illustre facilement par une «évolution» de Libé ou de Cohn-Bendit... en fait déjà plus qu'en germe à l'époque.

^{3.} Voir notamment «La Dépossession de l'Etat», R. Petrella, Le Monde diplomatique d'août 1999.

La tentation néo social-démocrate

Dans un ouvrage paru en 1991, Alain BIHR analyse la crise du modèle social-démocrate du mouvement ouvrier', enlisé dans la collaboration Capital-Travail, et propose un certain nombre de pistes pour rompre avec le réformisme et refonder une alternative révolutionnaire au capitalisme. A partir des axes qu'il propose, il analyse très lucidement les dangers d'une dérive néo-social démocrate qui viserait à établir un nouveau compromis entre bourgeoisie et prolétariat, s'accomodant de la dynamique du capital tout en tentant d'en limiter les excès. Même si ces dernières années Alain Bihr ne s'est pas toujours préservé des travers qu'il expose dans son livre, il nous semble intéressant de reprendre son analyse, à l'heure où la tentation est forte pour une partie de la gauche dite radicale de sombrer dans le réalisme gestionnaire.

n projet néo-social démocrate regrouperait un ensemble de propositions et de revendications portant sur des intérêts immédiats mis en cause par la crise structurelle du capitalisme, à laquelle le modéle libéral ne parvient pas à répondre sans un coût humain, écologique et social élevé. Ce projet se présenterait alors comme une alternative au modèle libéral actuellement hégémonique, tout en n'étant qu'une issue capitaliste cohérente à la crise, habillée des oripeaux théoriques et historiques du

Un nouveau compromis entre capital et travail

Un tel projet établirait un nouveau compromis entre le capital et le prolétariat, fondé sur une nouvelle configuration du rapport salarial, soit la flexibilité du procès de travail et une nouvelle implication des travailleurs dans l'entreprise. Nouvelle configuration en vertu de laquelle les salariés se verraient octrover un certain nombre de conteparties : nouveau pouvoir et droits dans le procès de travail (la démocratisation de l'entreprise, la participation et l'intéressement...); une garantie de stabilité de l'emploi fondée sur une mobilité géographique et professionnelle au sein de l'entreprise ou du «bassin d'emploi»; une compensation par la réduction du temps de travail des gains de productivité ainsi obtenus par le capital. Si Bihr étaye sa critique sur des propositions formulées dans les années 80 par des penseurs tels A. Gorz ou A. Lipietz, on retrouve ici les thèses défendues entre autres par la CFDT et la gauche plurielle dans l'actuel débat autour des 35 heures : la réduction du temps de travail s'accompagne de son réaménagement, soit une flexibilisation accrue du temps de travail annualisé, une extension du travail posté et du travail de week-end. Un nouveau compromis qui modifie les liens d'aliénation du prolétariat au salariat, car ce que les travailleurs gagnent en temps «libéré», ils le perdent en destruction de leur équilibre physiologique et psychologique, et une perturbation importante de leur vie sociale. Avec pour corrolaire la multiplication des professions pathogènes, indépendamment de la pénibilité physique du travail. Ajoutons à celà que les 35 heures se négociant entreprise par entreprise elles individualisent encore plus le rapport salarial, et donc limitent les capacité de réponse collective, et l'on entrevoit en quoi le «travailler moins travailler tous» avancé de bonne foi par certains se transforme en un renforcement de l'emprise et de la domination du capital, et nullement en gains pour le prolétariat, si cette revendication n'est pas relièe à la problèmatique de l'abolition du salariat2.

Un nouveau rapport à l'Etat

La modification de la fonction de l'Etat, de moins en moins instance de régulation du fait de la crise du modèle fordiste, implique qu'un projet néo-social démocrate modifie le dispositif institutionnel chargé d'assurer la reproduction de la force de travail, par un processus de déconcentration et de décentralisation des fonctions du pouvoir d'Etat central. Ce qu'Alain Bihr appelle la promotion de la «local-démocratie», se situe cependant moins dans les processus de régionalisation par la démultiplication de l'Etat central en Conseil régionaux et Conseil généraux, que les tentatives d'instrumentalisa-

tion des expériences de base a priori alternatives. S'il ne les cite pas, l'on peut penser au cas des S.E.L3, des entreprises intermédiaires, des jardins de chômeurs, et de tant d'autres projets alternatifs qui par un processus de «localisation»4 et d'«institutionnalisation»5 se trouvent en définitive mis au service des politiques décidées par les pouvoirs publics. Ainsi, pour échapper à la récupération néo-sociale démocrate, les projets de contre-pouvoir, contre-culture, et autres alternatives, doivent s'émanciper explicitement des médiations marchandes et monétaires, bureaucratiques et étatiques, pour s'inscrire dans la perspective de construction d'une contre société en rupture avec l'ordre capitaliste, et non de compensation des disfonctionnements de cette société.

Un nouvel ordre mondial

Le projet néo social démocrate s'accompagne du besoin d'une régulation mondiale de la crise du capitalisme. étant donné le processus de mondialisation et l'incapacité des Etats nationaux d'assurer aujourd'hui cette fonction régulatrice. Contrairement aux libéraux qui laissent agir le marché considéré comme auto-régulateur, les néo sociaux-démocrates proposent un développement des structures transnationales pour compenser ou juguler les effets destructeurs de la nouvelle phase d'accumulation

Alain Bihr cite à ce propos les propositions formulées par Alain Lipietz sur l'annulation de la dette du Tiers-Monde responsable pour partie de l'instabilité financière internationale. Néanmoins cette annulation de la dette des plus pauvres ne pourrait que s'accompagner de l'annulation de celle des Etats-Unis... Et afin d'éviter une spirale dépressive qui résulterait d'une dévalorisation générale des créances accumulées, il est nécessaire de dédommager les banques, grâce à une instance monétaire internationale, telle le F.M.I, qui jouerait alors le rôle de banquier mondial. On voit alors comment une revendication a priori anti-impérialiste et anticapitaliste (l'annulation de la dette) devient une tentative de sauvetage du capitalisme financier international, en apurant ses comptes.

A ces mesures d'ordre financier doivent s'ajouter des mesures propres à rééquilibrer et à réglementer les flux commerciaux de l'économie mondiale, en humanisant des structures comme l'OMC, ou par le renforcement des fonctions du BIT (Bureau international du travail) dans la recherche d'une nouvelle division internationale du travail allant dans le sens d'une industrialisation dépendante

Alain Bihr cantonne ses analyses d'un nouvel ordre mondial à ses aspects économiques. Il ne pouvait en effet entrevoir la réorganisation géopolitique consécutive à la dissolution du bloc de l'Est à l'époque où il écrivait ces lignes, et le nouveau rôle stratègique des instances internationales telles l'ONU, où militaire telle l'OTAN, que nous avons depuis subi lors de la guerre du Golfe, ou du Kosovo. Mais nous ne pouvons aborder ce thème du nouvel ordre mondial, sans évoquer comment le projet néosocial démocrate défend un besoin de régulation politique internationale, reposant sur l'idéologie des Droits de l'homme ou des droits des peuples, et fondant une légitimité humanitaire aux interventions impérialistes nécessaires à l'hégémonie capitaliste sur la planète, sous couvert de maintien de la paix et de défense des droits

L'avenir incertain de la social-démocratie

Alain Bihr, pour clore cette question d'une récupération néo-social démocrate d'un mouvement révolutionnaire renaissant dans la période actuelle, conclut sur l'avenir incertain de la néo social-démocratie qui tient à deux raisons principales. Premièrement un tel projet nécessiterait d'avoir pour assise un bloc social progressiste, qui suppose une alliance de classe inédite à ce jour, soudé sur le nouveau compromis entre capital et prolétariat au niveau économique, et articulé sur une alliance entre capital et encadrement au niveau politique. Ensuite un tel bloc aurait besoin d'une représentation politique improbable, que l'on voyait mal s'établir en 1990 autour des Verts, de l'Alternative rouge et verte, de la Fédération de la Gauche Alternative, des regroupements Arc en Ciel, ou des Rénovateurs communistes, pour s'en tenir à l'exemple français. Ceci pour des raisons historiques de divergences politiques profondes qui rendaient improbable voir impossible le regroupement fédérateur d'autant de forces hétérogènes.

Cependant, en 10 ans les choses ont considérablement évolué : les tentatives de présenter comme l'aboutissement d'un socialisme à l'européenne les projets économiques et sociaux de sociaux libéraux tels John Major où Gérard Schröder sont devenus un des traits de cette néosocial démocratie. Quand à la situation française, «la social-démocratie revue par M. Jospin», la «nouvelle alliance» annoncée par le premier ministre en cette rentrée politique, concerne bien les couches moyennes qui acceptent un compromis acceptable avec les concessions réalistes aux contraintes du marché. Exit le prolétariat. car parallèlement le silence des couches populaires est acheté à coups d'allocations, de soutien au pouvoir d'achat ou d'emplois jeunes sur fond de chantage à l'exclusion généralisée. Ce nouveau compromis semble avoir trouvé une représentation politique avec cette «gauche plurielle», qui parvient tout à la fois à instrumentaliser des mouvements sociaux spécifiques (voir dernièrement le mouvement des chômeurs, le mouvement des sans papiers), et à mettre en scène ses divergences gestionnaires afin d'atténuer la conflictualité sociale. La néo-social démocratie est peut être plus néo que social-démocrate dans le sens historique du terme. mais elle a en tous cas réussi une fois de plus à laminer toute vélléité révolutionnaire. Et il est fort à craindre que cet état de fait perdurera tant que nous ne serons pas plus nombreux à considérer le Parti Socialiste et ses alliés comme d'authentiques ennemis de classe.

Nantes, le 12 septembre 1999.

- 1. Du «Grand soir» à «L'alternative». Le mouvement ouvrier européen en crise, Collection Portes ouvertes, Editions Ouvrières, 300 p. 1991 - 135 F. 2. Cf. OCL, Pour en finir avec le travail salarié, Acratie, 1993.
- Les Système d'échange locaux, qui propose des échanges de biens et de services sur une base démonétarisée entre leurs adhérents dans un même secteur géographiques.
- 4. Enfermement et isolement sur un secteur d'activité ou un zone géographique.
- 5. Dépendance de subvention publiques ou de relations contractuelles pour la prise en charge de fonctions socialement utiles, peu développées par les secteurs publics et privés.
- 6. Patrick Jarreau, Le Monde, Mecredi 1" septembre 1999.

Organisation Communiste Libertaire

E CAPITALISME domine encore plus largement le monde aujourd'hui qu'hier. Ce système économique a bien montré, tout au cours du XXº siècle, son incapacité à supprimer les inégalités, la misère et l'exploitation. Tout au contraire, il s'en nourrit et les engendre: guerres, massacres, famines se sont multipliés sur la planète comme jamais ; des années de colonialisme et de néocolonialisme ont accéléré le pillage des ressources des peuples du Sud au même rythme que l'extermination de populations entières ; le développement technologique conçu comme pourvoyeur de profits a entraîné une lente et înexorable destruction de l'écosystème de la planète. Partout, l'exploitation des prolétaires par une minorité de nantis au service de la bourgeoisie qui achète à bas prix les services d'armées de travailleurs précaires, soumis à la flexibilité et sans cesse menacés par le chômage, se fait plus pressante.

Ce système capitaliste, nous voulons le détruire. Il n'est ni éternel ni le meilleur des mondes possible, contrairement à ce que veulent nous faire croire ses défenseurs, de quelque bord soient-ils.

Communistes...

Nous luttons pour une société dans laquelle les moyens de production et d'échange seront gérés non par leurs propriétaires « légaux » actuels ou par des bureaucrates de l'Etat, mais directement par les gens concernés au premier plan, c'est-à-dire les producteurs. Une gestion assurée par des assemblées de base des conseils d'usine, de quartier, de village, de ville et de région, composés de celles et ceux qui y vivent et y travaillent, et qui ont ainsi la possibilité de se fédérer librement pour déterminer la quantité, la qualité et l'usage de la production. Une société dans laquelle le principe de base sera « De chacun-e selon ses possibilités à chacun-e selon ses besoins »: une société économiquement communiste, sans classes et sans Etat.

Partis et syndicats ne pourront être les gérants de cette nouvelle forme d'organisation de la production et de la répartition, mais seulement des forces de proposition. Dans ces nouvelles structures, toutes les formes permanentes de délégation de pouvoirs sans mandat précis ni révocation possible à tout moment, de Parti-guide, de Parlement, de structures étatiques, seront écartées pour laisser la place à l'auto-organisation des prolétaires

Les modalités d'application du communisme libertaire ne sont pas à déterminer à l'avance: elles dépendront des situations générales et particulières, des formes locales de culture, des possibilités et des désirs. Pour autant, le communisme libertaire n'est pas qu'une vague utopie. L'histoire des révoltes et des tentatives de révolution fourmille d'exemples de l'application concrète de notre projet anarchiste révolutionnaire, adapté aux situations particulières d'une époque ou d'un lieu — la Commune de Paris, les Soviets dans la Russie de 1917, la révolte ukrainienne des makhnovistes en 1921, les collectivisations dans l'Espagne de 1936, les conseils ouvriers en Hongrie en 1956, etc.

Notre projet communiste libertaire est aux antipodes du communisme étatique qui dominait les pays de l'Est. Ce dernier s'est effondré, et nous ne pouvons que nous en réjouir! Cela faisait plus de quatre-vingts ans que le courant libertaire dénonçait ces pays dits communistes comme étant des dictatures sanglantes, qui pratiquaient un capitalisme d'Etat ayant substitué à la forme classique de la propriété privée la domination d'une classe bureaucratique dirigeant la production et l'échange pour son propre compte.

Le modèle social-démocrate, qui entendait parvenir au socialisme par une succession de réformes en s'emparant du pouvoir d'Etat par les élections, s'est heurté à la toute-puissance du modèle capitaliste, qui joue tour à tour de la répression et de l'intégration. Il y a bien longtemps que les « socialistes » ont renoncé à se battre pour une société égalitaire et sans exploitation.



...et libertaires

Mais l'oppression que nous voulons supprimer ne se cantonne pas à une sphère strictement économique. Elle touche à tous les rapports de pouvoir. Nous voulons une société politiquement libertaire sans domination d'aucune sorte.

Nous luttons contre toutes les sortes d'uniformisation (des modes de vie, des cultures, de la production et de la consommation) imposées par le développement capitaliste.

Nous luttons pour de nouveaux rapports entre les hommes et les femmes, où la valorisation de la virilité et la soumission n'auraient plus lieu d'être. Car une société sans classes ne mène pas forcément à l'éradication du patriarcat (système de domination des hommes sur les femmes): celui-ci mérite une lutte spécifique, parce qu'il traverse l'ensemble des classes sociales et préexiste au capitalisme. La lutte contre le patriarcat est une lutte pour la déconstruction des genres masculin et féminin modelés et imposés par l'ensemble des sociétés préexistantes. Se réapproprier nos identités personnelles, c'est refuser d'intégrer un statut social lié à notre sexe et c'est refuser que les normes actuelles (hétérosexualité, monogamie...) soient des codes de notre vie. Nous voulons vivre librement notre corps et nos désirs.

Nous ne voulons plus d'une société où le travail n'est pas une activité humaine partagée en fonction de besoins librement décidés, mais un esclavage salarié destiné à produire n'importe quoi, du moment que ça se vend et que les capitalistes peuvent réaliser, par ce biais, des profits.

Il nous faut tordre le cou aux « vieilles croyances » que sont la nécessité de la croissance, du productivisme, de la prépondérance de l'« économie ».

De très nombreux courants socialistes ont lié la possibilité du communisme à une réalisation de l'abondance. Mais l'idéologie de la croissance, économique et démographique, est une course perdue d'avance : elle ne fait que renforcer les inégalités entre les gens et abaisser la qualité de la vie ; notre planète ne peut permettre à toute la population mondiale d'accéder aux modes de consommation des classes supérieures des pays riches.

Les alternatives locales aux modes de consommation et de production qui tentent un peu partout de se mettre en place nous paraissent révélatrices du besoin de réappropriation collective de l'espace de nos vies que restreignent de plus en plus les productivistes. Même si ces alternatives, en l'absence d'une lutte globale contre le système et d'un projet politique, restent limitées quant à leur possibilité de changer réellement la vie.

Dans la mesure où notre projet politique s'est historiquement construit au fil et au cœur des mouvements sociaux, des révoltes et des tentatives d'établir des rapports sociaux égalitaires, c'est dans ces mouvements qu'il faut combattre, y compris en s'élevant contre certains de leurs aspects qui chercheraient à reproduire un ordre ancien (ou à en créer un nouveau) de domination. Ce sont dans les contradictions et les conflits actuels de la société que plongent les racines d'une autre forme d'organisation sociale dont l'ébauche jaillit parfois spontanément, dans certaines situations. Nous pensons que c'est lorsque les gens sont « en mouvement », dans des moments partiels de rupture, qu'ils sont porteurs d'idées et de pratiques correspondant le mieux à nos aspirations.

L'OCL, trente ans d'anarchisme révolutionnaire

OCL existe sous ce nom depuis plus de vingt ans. Elle est issue de la transformation de l'Organisation révolutionnaire anarchiste (ORA), qui change d'appellation à son congrès d'Orléans, en 1976. Elle estime alors que la diversité des pratiques et des projets regroupés sous le terme " anarchiste " est source de confusion, et donc un obstacle à son développement.

L'ORA pour sa part existait depuis 1967. C'est d'abord une tendance de la Fédération anarchiste (FA), qui s'autonomisera progressivement pour devenir une organisation spécifique en 1970. L'OCL telle qu'elle existe aujourd'hui est donc le produit de cette histoire, qui détermine son identité, ses pratiques et son projet politique.

L'originalité de l'OCL dans le courant libertaire ne peut être comprise qu'au regard des expériences militantes de ces trois décennies, qui fondent ses caractéristiques essentielles : une théorie et une pratique du communisme libertaire fondées sur la lutte des classes, le mouvementisme et la priorité aux groupes de base, l'anticapitalisme, l'anti-impérialisme et l'impératif d'une rupture radicale avec l'exploitation, la domination et l'aliénation dans tous les domaines : politique, économie, rapports sociaux de sexe, environnement...

La naissance de l'ORA dans la FA provient d'une critique du dogmatisme et de l'immobilisme de cette vieille maison, dont la vocation est de regrouper tous les courants de l'anarchisme (organisation dite synthésiste).

Les divergences y sont si importantes que les efforts et l'énergie militante sont dépensés davantage pour se neutraliser mutuellement que pour lutter. La FA des années 60 est en effet empreinte d'un anarchisme idéologique figé, et d'un antimarxisme caricatural qui la conduisent par exemple à nier la lutte des classes comme facteur d'évolution historique. Dans le meilleur des cas, la pratique des groupes FA se limite à la seule propagande de l'idéal anarchiste du xix^e siècle, dans une finalité pédagogique et éducationniste : « Apprenons l'Anarchie aux masses, elles finiront

par voir combien nous avons raison, et par se rallier sous les plis du drapeau noir. » Cela ne satisfait plus certains anarchistes révolutionnaires, qui souhaitent développer une intervention libertaire dans les multiples luttes sociales des années 60 puis 70 (décolonisation, vie quotidienne, luttes des femmes, écologie, logement, immigration...), et créent donc d'abord une tendance de la FA, puis quittent cette organisa-

En réaction au vaste fourre-tout qu'est la FA de cette époque, I'ORA va développer une stratégie d'organisation structurée, fondée sur la cohérence, le volontarisme et la discipline militante (position dite plate-formiste - en référence à la plate-forme organisationnelle des anarchistes russes en exil après la Révolution russe de 1917, rédigée par Archinov). Mai 68 et le succès des groupes gauchistes qui s'ensuit finissent par faire de l'ORA une organisation peu différenciable de ses concurrentes trotskistes ou maoïstes, si ce n'est dans ses références idéologiques et ses buts proclamés. L'ouvriérisme outrancier, l'activisme organisationnel, la hiérarchisation des secteurs de lutte, la simplification théorique, les raccourcis doctrinaires sont autant de caractéristiques de l'ORA qui déclencheront une crise entre la pratique réelle des groupes et le discours de l'organisation. En 1976, l'ORA tient un congrès qui voit apparaître deux tendances antago-

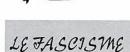
La première fonde sa pratique et sa stratégie sur le secteur de l'entreprise et l'intervention dans les syndicats. Elle formera à ce congrès une tendance pour une Jnion des tra-

vailleurs communistes libertaires (UTCL), accordant la primauté à la lutte des classes sur le terrain économique, et au développement d'un appareil politique classique. Cette UTCL sera exclue au congrès

d'Orléans pour s'être mise en dehors de l'organisation. Elle existe toujours sous l'appellation d'Alternative Libertaire et travaille entre autres à sa reconnaissance institutionnelle par la gauche de la gauche, syndicale et politique.

La seconde tendance est aux antipodes de cette vision partidaire et ouvriériste. Elle estime au contraire que l'effort militant doit investir tous les champs de lutte de la société, car la lutte des classes ne peut être réduite au seul secteur de l'économie. Elle fait le bilan des travers gauchistes de l'ORA, et considère que l'organisation telle que définie par la plate-forme d'Archinov (unité idéologique, unité tactique, programme anarchiste) est une structure illusoire. Car ce ne sont pas les organisations politiques ou syndicales qui transforment un sujet historique (le prolétariat) en sujet révolutionnaire, mais la combativité dans les luttes sociales qui permet à des gens en mouvement de passer d'une phase revendicative à une phase rupturiste selon un processus de conscientisation et d'autonomisation.

Malgré cette rupture avec le plate-formisme en 1976, l'OCL continuera de vivre pendant quelques années sur un mode centralisé, notamment avec une dichotomie Paris-province dans la réalisation du journal de l'organisation, et donc dans sa principale expression politique. Cela conduira à une crise majeure en 1978-1979, où l'OCL parisienne sera un temps séduite par les sirènes de l'autonomie telle qu'importée d'Italie et plaquée sur une réalité hexagonale fort différente. Cette phase « autonome » ne sera qu'une résurgence de l'ouvriérisme des années précédentes, avec la « découverte » d'un nouveau sujet révolutionnaire, le jeune prolétaire rebelle et urbain, et la mythification de l'émeute urbaine comme lieu 🧿



Le fascisme est une dictature qui s'appuie sur une doctrine de réconciliation des classes au service d'un Etat-nation articulant une organisation corporatiste et verticale des travailleurs à un Etat militarisé tout-puissant. Il professe un anticapitalisme qui est seulement de façade puisque, en réalité, il ne parvient au pouvoir qu'avec l'aide et l'aval du grand capital et d'une partie de la bourgeoisie, et souvent le plus légalement du monde, c'est-à-dire grâce aux élections.

Les causes historiques du fascisme ont été, dans les années 20 et 30, la crise du capitalisme (nouvelle révolution industrielle non maîtrisée) et l'absence de dynamique révolutionnaire (défaite du mouvement ouvrier en 1914 entraînant l'écrasement dans le sang de toutes les tentatives réellement socialistes).

La démocratie parlementaire n'est donc nullement un rempart contre le fascisme, ni contre une quelconque autre forme de totalitarisme susceptible d'apparaître. L'Histoire nous a appris que, lorsque l'alternative est entre révolution sociale et fascisme, la social-démocratie ellemême (et les staliniens !) n'hésite pas à combattre la révolution, au risque avéré de faire triompher le fascisme (union sacrée en 1914, Allemagne en 1920, Espagne en 1937, pleins pouvoirs à Pétain en France, etc.).

Notre antifascisme, qui est un des éléments de notre engagement politique contre la société actuelle, ne saurait s'accommoder d'aucune alliance même ponctuelle avec ces forces, antifascistes seulement quand le capitalisme ne réclame pas de dictature; nous sommes donc opposés aux stratégies frontistes (du genre front commun contre...) Le véritable antifascisme ne peut être qu'anticapitaliste, et c'est seulement sur cette base qu'une lutte efficace peut être menée.

😊 central de l'affrontement de classe. Cette dérive conduira à une rupture Paris-province, et à la disparition du quinzomadaire de l'OCL, Front libertaire, tout en donnant à l'OCL nombre d'acquis sur la violence révolutionnaire et la lutte armée.

Après 1979, l'OCL n'aura plus d'existence que « provinciale », avec une dizaine de groupes qui travailleront à la mise en place d'un nouveau mensuel, Courant alternatif (CA), pris en charge collectivement et de façon rotative pour éviter la centralisation des lieux de décision et d'expression de l'organisation. CA est d'ailleurs édité par l'OCL, et non l'organe de l'OCL différence subtile mais essentielle dans la conception de l'organisation politique: l'organisation n'a pas une expression unique, mais est traversée par des débats et des pratiques dont elle n'a pas l'exclusivité.

décentralisation Cette conduira l'OCL de la première moitié des années 80 à disparaître en tant qu'organisation classique (bien qu'elle en conserve le nom), pour n'être plus qu'une coordination de groupes militants intervenant dans des mouvements locaux et spécifiques, mettant en commun leurs analyses et leurs pratiques dans Courant alternatif, ou lors de rencontres annuelles. L'OCL est ainsi devenue une organisation anti-organisationnelle, paradoxe à l'origine de bien des incompréhensions, en ce que la primauté de l'effort militant va non pas à l'apparition de l'organisation et de son développement, mais à l'intervention dans les mouvements sociaux et au renforcement de ceux-ci afin d'aller vers plus d'autonomie pour les acteurs/actrices et plus de radicalité dans les objectifs.

Cependant, depuis 1986 et la parution de L'État des lieux², l'OCL a fait le bilan des limites de la simple juxtaposition des pratiques, et tente de favoriser le développement d'une organisation conçue comme un outil de partage d'expériences et de réflexions au service des luttes sociales. Ces dix dernières années, l'OCL a ainsi participé ou construit avec d'autres un certain nombre de campagnes hexagonales (contre le sommet franco-africain, contre le G7, Ini-

tiative pour une alternative au capitalisme), et choisi de réapparaître lorsque ses positions n'étaient pas développées par une lutte, et qu'il y avait besoin d'une affirmation communiste libertaire spécifique. La diffusion de Courant alternatif en kiosque depuis 1990 a traduit cette nouvelle approche, tout comme la production d'un matériel organisationnel spécifique : brochures, autocollants, affiches, tracts hexagonaux...

 Alternative libertaire - France n'a rien à voir avec le mensuel belge du même nom.

2. L'État des lieux, et la politique bordel! est un livre collectif qui a établi secteur par secteur les acquis et les positions de l'OCL en 1986 (mouvements de libération nationale, antinucléaire, syndicalisme, antimilitarisme, lutte des femmes...) Quelques exemplaires sont encore disponibles.



POUR CONTACTER L'O.C.L.:

☑: OCL c/o CLÉ DES CHAMPS, BP 8, 44220 Couëron

Tél. / fax : 03 88 32 37 52

E-mail : ocl_relex@hotmail.com

: Minitel 3614 chez*ocl

LES LUTTES DE LIBÉRATION NATIONALE

Etant internationalistes, nous sommes par là même anticolonialistes et anti-impérialistes. Or, les luttes de libération nationale ont souvent été une révolte contre la situation subie par des populations exploitées, dominées, colonisées. Comme toutes les autres luttes, elles ne sont pas sans contradictions et sont traversées par la lutte des classes: elles peuvent participer au combat pour la réappropriation d'un pouvoir collectif dans un espace concret et maîtrisé, mais elles peuvent également franchir un point limite au-delà duquel l'affirmation de l'appartenance se retourne en une logique d'exclusion; elles peuvent porter en avant un projet social et égalitaire, mais elles sont aussi bien souvent le marchepied pour l'accession au pouvoir d'une bourgeoisie locale jusque-là privée de ses prérogatives par le colonisateur.

C'est pourquoi, lorsque nous soutenons ou participons à une lutte de libération nationale, nous mettons en avant le concept de libération nationale et sociale. Cela signifie :

- Défendre l'idée que la libération réelle passe par une réorganisation de la production en fonction des besoins exprimés par les classes exploitées, et non en fonction des «impératifs» du marché et du profit.

- Combattre les tactiques d'intégration dans les institutions et favoriser les structures de contrepouvoir et de base au détriment du pouvoir des partis

- Lutter contre les revendications qui tendraient à renforcer le poids d'une future bourgeoisie ou des notables locaux.

- Favoriser dans le lien d'appartenance ce qui s'acquiert (langue, lutte...) au détriment de ce qui est donné (liens du sang, etc.)

- Refuser que la lutte armée, quand elle existe, acquière un rôle de direction.

LA LUTTE DES CLASSES ET LE SYNDICALISME

«L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de la lutte des classes» déclarait Marx. Avant lui la lutte des classes avait été reconnue par des révolutionnaires comme Proudhon ou Babeuf, mais aussi par des économistes bourgeois comme Guizot. L'originalité de Marx réside dans le fait d'affirmer que les classes sont liées à des phases précises du développement des forces productives et que la lutte des classes, dans les sociétés industrialisées, déboucherait automatiquement sur une phase transitoire (la dictature du prolétariat) vers une société sans classes. Si nous sommes d'accord avec le premier point, nous ne partageons pas, en revanche, la vision linéaire de l'Histoire contenue dans le second. Pour nous, le communisme n'est pas inéluctable et le développement du capitalisme, la constitution d'Etatsnations, de démocraties parlementaires ne sont pas des étapes obligées vers une société sans classes. Cette vision « progressiste » de l'Histoire a souvent amené les révolutionnaires à participer à l'accélération du développement capitaliste plutôt qu'à sa destruction : à leur corps

défendant, ils ont achevé la révolution bourgeoise, c'est-à-dire éliminé le précapitalisme plus que le capitalisme lui-même. C'est dans ce cadre-là qu'il faut aussi comprendre l'histoire et le rôle du syndicalisme-comme à la fois représentatif d'une volonté émancipatrice des exploités, élément d'intégration et intermédiaire entre le capital et le travail. Le syndicalisme n'est donc à nos yeux qu'un moyen parmi d'autres, concourant ponctuellement à la lutte des classes, que se choisissent des travailleurs selon les moments et les circonstances. Il n'est jamais question pour nous de soutenir sans conditions tel ou tel syndicat, mais simplement d'être présents là où des travailleurs se battent. lorsque nous jugeons que s'offrent des possibilités de rupture et d'ouverture. Il n'est pas non plus question pour nous de lutter à l'intérieur des appareils bureaucratiques ni d'occuper des postes de direction et de permanents syndicaux. Si radical que puisse être à un moment le combat mené à l'aide de l'outil syndical, nous ne perdons pas de vue qu'il ne saurait être une fin en soi.

ORGANISATION COMMUNISTE LIBERTAIRE n'est pas un parti en ce sens que nous ne lui attribuons pas un rôle d'avant-garde destinée à diriger les luttes. L'OCL est un des multiples lieux de ces mouvements sociaux en lutte contre l'ordre capitaliste et patriarcal, qui nous sert à échanger, discuter, agir entre personnes plus ou moins sur la même longueur d'onde.

Un des principes fondamentaux de l'OCL est que l'organisation dans son fonctionnement doit être à l'image de son projet politique, en ce que les moyens déterminent la fin. L'OCL s'efforce donc d'être un lieu d'expérimentation et d'élaboration de rapports différents entre les individus et les groupes, par la mise en œuvre d'une gestion politique radicale et libertaire. Nous fonctionnons selon quelques principes tels que la démocratie directe et le refus de la délégation, l'assembléisme et le collectivisme, l'autogestion et la décentralisation. L'OCL repose sur une base militante et bénévole, sans permanent ou salarié d'aucune sorte (désolés pour les personnes à la recherche d'un emploi jeune ou d'un CES).

L'appartenance à l'OCL est soumise à l'acceptation du groupe le plus proche, selon une autonomie locale. Le paiement d'une cotisation proportionnelle aux revenus est nécessaire pour l'indépendance financière du groupe local, de la coordination régionale quand elle existe, et de la trésorerie hexagonale dont la gestion est confiée par mandat à une personne pour deux ans.

La liaison entre les groupes ou les individus isolés se fait par l'intermédiaire d'un Bulletin inter régional (BIR) réservé aux membres de l'OCL – ainsi qu'aux sympathisant-e-s pour une période maximale de six mois. Ce bulletin paraît deux fois par mois, et permet un égal accès de tous et toutes aux informations sur la vie de l'organisation. Il est alimenté par les groupes et les individus, sa réalisation technique et son animation sont confiées pour deux ans à un groupe. Pour les consultations ou les informations rapides, l'OCL dispose également d'un serveur minitel, et un site internet est en cours de réalisation.

Le fonctionnement par commissions journal (CJ) tournantes de Courant alternatif permet à l'OCL de se rencontrer chaque mois dans une ville différente. Pas de secrétariat, de conseil national, ou autre bureau politique déguisé, à l'OCL. Avant le travail sur le journal, chaque CJ débute par un point concernant les prises de décision de l'organisation. Chaque groupe mandate une ou plusieurs personnes pour la CJ, et celles qui se trouvent dans l'impossibilité de se déplacer peuvent faire connaître leurs positions via le BIR, ou

directement auprès du groupe organisateur de la CJ. Ce fonctionnement permet une grande homogénéité dans les positions et les pratiques des groupes, car le débat régulier en assemblée tend à éviter les décalages et les inégalités entre des groupes ou des individus.

Lors d'actions spécifiques, l'OCL fonctionne par commissions thématiques pour prendre en charge une campagne, élaborer un document, préparer un dossier technique... Le mandat est là encore uniquement technique, et l'approbation politique du travail des commissions revient à l'ensemble de l'organisation. Les décisions peuvent être entérinées par un vote à la majorité des deux tiers si nécessaire, les groupes disposant de trois voix et les isolé-e-s d'une seule. Concrètement, on vote très peu, et les décisions sont prises la plupart du temps par consentement mutuel après épuisement du débat.



En plus de ces moments de concertation régulière, l'OCL organise deux moments forts d'échanges, d'analyses et d'élaboration politique:

- Des Rencontres nationales, qui se tiennent au minimum tous les deux ans, et constituent trois jours de travail de tous les membres disponibles sur les positions et le fonctionnement de l'OCL (élaboration de textes, définition des axes stratégiques et tactiques, définition et attribution des mandats pour deux ans...).
- Le camping de l'OCL, qui existe maintenant depuis plus de vingt ans, et constitue un moment de vie collective durant deux semaines en été. S'y retrouvent des militant-e-s OCL et toutes les personnes intéressées pour faire le point sur les luttes de l'année écoulée et d'autres questions, mais aussi apprendre à se connaître dans des

moments de convivialité et d'autogestion de la vie quotidienne.

Parallèlement à cette structuration hexagonale, les groupes éditent leur propre matériel (journaux locaux, tracts, affiches...), et définissent librement leurs axes d'intervention et leur positionnement en tant que groupe OCL local. Les rencontres régulières, la pratique du débat direct entre les groupes, et le petit nombre de militant-e-s font qu'il y a très rarement des positions contradictoires entre les actions locales, même lorsqu'elles ne sont pas concertées. Comme il n'y a pas d'enjeu de pouvoir entre tendances ou personnes pour gagner l'hégémonie dans un lieu central de l'organisation (il n'en n'existe pas !), les désaccords trouvent généralement une issue dans le débat, et ne se traduisent pas par les phénomènes de scission et d'exclusion qui sont le lot des organisations classiques. Ainsi, les départs de l'organisation s'expliquent davantage par l'usure militante que par les divergences politiques.

Cette démocratie directe assembléiste n'est pas sans écueil. Les échanges à l'OCL sont essentiellement fondés sur la parole et le débat. Cela évite le pouvoir des professionnels de la plume et de la motion de congrès, mais rend parfois difficile l'intégration au débat, car une culture orale de plusieurs années ne s'acquiert pas en deux ou trois réunions. Par ailleurs, ce fonctionnement est possible entre une vingtaine de villes, et une grosse soixantaine de militant-e-s. C'est une des entraves au développement de l'OCL qui ne cherche pas à recruter et à «faire des cartes». L'intégration à l'organisation se fait par assimilation progressive sur la base de pratiques communes, et non sur l'adhésion à une charte ou à un manifeste ronflant. Ce fonctionnement entretient également une sorte de flou pour savoir qui est réellement à l'OCL et qui n'y est pas, vu que chacun-e peut participer à la vie de l'organisation sans pour autant y cotiser. Cela entraîne entre autre nombre de paranos de la part des organisations classiques qui, en l'absence d'un porte-parole officiel, crient à la manipulation et au noyautage dès que les positions de l'OCL trouvent un écho dans les mouvements

Malgré ces limites, l'OCL est un outil organisationnel original que nous nous donnons pour agir, prendre des initiatives collectivement et participer, dans la mesure de nos moyens, à la recomposition politique et sociale que la situation exige : remettre au goût du jour l'idée qu'il faut changer ce monde, pousser à l'émergence d'un pôle révolutionnaire qui ne se prenne pas les pieds dans les filets que la social-démocratie laisse traîner derrière elle. (mars 1999) •

Courant alternatif est le mensuel édité par l'OCL. De la contreinformation, des débats, des prises de position...





ABONNEZ-VOUS À COURANT ALTERNATIF!

o 1 an (10 mensuels et 3 hors-série) 220 F
o Tarif réduit
o Soutien
o Essai (3 numéros) 30 F

Gratuit : 1 numéro sur demande

Chèques à l'ordre de la « La Galère » OCL/Egregore, BP 1213, 51058 Reims cedex

	N																																								
	Pi	re	n	0	n	1	٠	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
ı	A																																								
ı																																									
		•	•	•	•		•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
	C																																								
	Vi	II	e												_							_	_			_		_				_	_	_	_	_	_	_	_	_	

Chronologie

1844 : Révolte des tisserands en Angleterre, réprimée avec une violence inouïe,

18 mars-28 mai 1871 : La Commune de Paris.

1872 : Les anarchistes sont exclus de la Première internationale.

1875 : Fondation du parti social-démocrate d'Allemagne.

1876: Fin de la première Internationale.

1887: Fondation de la Bourse du travail de Paris.

1889 : Création, à Paris, de la deuxième Internationale.

1891 : Congrès d'Erfurt du parti social-démocrate allemand. La "déviation" de Lassale, désireux de s'allier avec la monarchie et Bismark contre la "bourgeoisie scélérate", est écartée.

1893 : Premier succès électoral socialiste 37

Exclusion de la seconde Internationale de ceux qui refusent les élections.

1900 : La seconde Internationale admet l'entrée de socialistes dans un gouvernement - mais uniquement de manière exceptionnelle!

1902 : Fusion, en France de la CGT et des Bourses du travail. Griffuelhes est secrétaire, Yvetot et Pouget adjoints.

1905: En Angleterre, le futur Labour party reconnaît la finalité du socialisme.

1905 : Première crise marocaine. Menaces de guerre entre la France et l'Allemagne.

23-25 avril 1905 : En France, création du PS (SFIO) avec Guesde, Vaillant et Jaurès.

6 mai 1906 : 51 députés SFIO à la Chambre. Un socialiste, Viviani devient Ministre du travail.

1907 : Nombreuses grèves réprimées en France. Mutinerie des soldats du 17º lors du mouvement des viticulteurs du midi.

Août 1907: Congrès anarchiste d'Amsterdam avec le débat Monatte-Malatesta.

1908-1909: Nombreuses grèves durement réprimées en France. Griffuelhes est emprisonné. Jouhaux devient secrétaire de la CGT. Monatte fonde la Vie ouvrière.

1911: Deuxième crise marocaine.

1912 : Instauration du protectorat français au Maroc.

13 juin 1914 : Viviani devient président du Conseil.

28 juin 1914: L'archiduc François-Ferdinand est assassiné à Sarajevo.

26 juillet 1914 : Jaurès choisi son camp, celui du gouvernement français donc de l'Únion

29 juillet 1914 : Jouhaux suit Jaurès.

3 août 1914 : L'Allemagne déclare la guerre à la France.

26 août 1914 : Guesde et Sambat deviennent ministres d'Union sacrée. Jouhaux siège au Secours national avec le Préfet Lépine, Charles Maurras, l'archevêque de Paris et le grand rab-

Fin 1914: Merrheim (métaux) protestent contre l'Union sacrée. Monatte démissionne du comité confédéral.

11 novembre 1918: L'armistice est signée.

Juin 1919: Traité de Versailles dont les clauses mèneront à la seconde guerre mondiale.

Mars 1919: Fondation au Kremlin de la troisième Internationale.

Décembre 1920 : Au congrès de Tours du PS, scission entre l'aile gauche favorable à la troisième internationale et qui fondra le parti communiste, et les autres tendances.

1931 : Naissance de la république espagnole.

Janvier 1933 : Hitler est élu en Allemagne.

6 février 1934 : Emeutes à Paris suite aux manifestations des Ligues.

Janvier 1936 : Parution du programme du Front populaire, sans nationalisations, pour ne pas effrayer les classes moyennes.

16 février 1936 : Formation en Espagne du Frente popular.

5 mai 1936 : Le Front populaire est élu en France, Blum devient chef du gouvernement. Une vague de grèves et d'occupations déferle.

7 juin 1936 : Accords de Matignon. Les grèves sé poursuivent, le Front populaire, celui de la rue et des usines, est à son apogée.

18 juillet 1936 : Insurrection des militaires en Espagne, début de la révolution espagnole.

13 février 1937 : Blum réclame un "temps de pause" dans le processus "Front populaire", pour ne pas qu'il devienne révolutionnaire.

16 mars 1937: Une manifestation antifasciste est violemment réprimée par la police du ministre socialiste de l'Intérieur du Front populaire, Max Dormoy. Solange Demangel, une militante de la gauche pivertiste est tuée.

22 juin 1937 : Blum est renversé, remplacé par un gouvernement radical, puis revient de nouveau... pour peu de temps.

10 avril 1938: Fin du Front populaire, gouvernement Daladier.

Février 1939 : Défaite de la révolution en Espagne, écroulement du Front populaire, victoire de Franco.

1º septembre 1939 : Début de la seconde guerre mondiale, la Wermacht envahit la Pologne.

22 juin 1940 : L'armistice est demandée par Pétain.

10 juillet 1940 : L'assemblée de Front populaire vote les pleins pouvoirs à Pétain.

24 août 1944 : Début du gouvernement provisoire du général de Gaulle, avec participation de toutes les forces de la résistance.

Mai 1945 : Soulèvement de Sétif et du Constantinois en Algérie. La répression fait entre 20 000 et 40 000 morts.

21 octobre 1945 : Référendum fondateur de la IVe république. Formation d'un ministère d'union avec la SFIO et le PC.

20 janvier 1946 : Fin du gouvernement provisoire du général de Gaulle. Gouvernement d'union de Félix Gouin avec SFIO et PC.

Janvier 1947 : Le socialiste Vincent Auriol pre-mier président de la IV° République. Les ministres PC (pas les députés) votent avec la SFIO les crédits pour le corps expéditionnaire destiné à réprimer la révolte indochinoise.

Mai 1947: Les ministres communistes sont démis. La SFIO gouverne avec le MRP (démocrates chrétiens de droite).

Automne 1947: Grandes grèves "insurrectionnelles" en France. Scission de la CGT et création de la CGT-FO.

Novembre 1954 : Début de l'insurrection algérienne. Mendès-France et son ministre de l'Intérieur Mitterrand déclarent : "L'Algérie c'est la France".

1956: Gouvernement Guy Mollet (SFIO) avec les radicaux et l'UDSR (Mitterrand). Minoritaire à l'assemblée tient presque deux ans car sa politique de répression en Algérie satisfait la droite : Mollet fait voter l'Etat d'urgence en Algérie (avec le soutien des communistes) qui supprime les libertés individuelles. Intérvention militaire française à Suez.

1959 : Le SPD allemand révise tous ses programmes antérieurs pour en extirper tout ce qui pourrait rappeler la vision classique du socialisme. Le parti n'est plus un "parti de la classe ouvrière", mais un "parti du peuple".

LIVRES

Daniel Guérin, Front populaire, Révolution manquée, édition Babel collection «révolution», texte de 1963 réédité en 1997.

Dans cet ouvrage, l'auteur entre autre du maintenant assez répandu L'anarchisme : de la doctrine à la pratique, nous fait part de son expérience politique à l'intérieur de la Gauche Révolutionnaire, tendance de la SFIO en 1936. Front populaire Révolution manquée est à la fois une autobiographie politique du jeune Guérin dans cet époque où espoirs et angoisses entouraient les militant-e-s révolutionnaires, et un plaidoyer implacable sur les mensonges et les trahisons des socialistes, les manœuvres insupportables du parti communistes et le décalage stratégique inquiétant de Trotski, alors à Paris. Les événements de juin 36 y sont disséqué avec cet œil qui a fait de l'auteur de Fascisme et Grand capital, un des animateurs important du mouvement anarchiste et plus précisément du communisme libertaire.

Le bouquin nous dépose à Paris en 1935 et nous amène au front de la guerre en 1939, lorsque les réformistes se transformèrent ouvertement en nationalistes français.

<mark>Jean-Pierre Hirou</mark>, *Parti socialiste ou* CGT ? (1905-1914), de la concurrence révolutionnaire à l'union sacrée, éd. Acratie, 1995, 320 p. 150 F.

A travers l'analyse des différents congrès du PS (SFIO) et de la CGT, de 1905 à 1914, on voit très nettement comment l'abandon de tous les principes internationalistes conduisirent à l'union sacrée et au patriotisme "de gauche". Un livre qui jette quelques personnalités encensées par les socialistes, comme Jaurès, Guesde ou Sembat, au pied de leur piédestal.

POUR EN SAVOIR PLUS

Alfred Rosmer: Le mouvement ouvrier pendant la Guerre. T1 De l'Union sacrée à Zimmerwald., librairie du travail, 1936. T2, De Zimmerwald à la Révolution russe, Mouton, 1959.

Edouard Dolleans: Histoire du mouve-ment ouvrier, 1871-1920, T 2, Colin, 1967

Georges Haupt : La deuxième internationale, 1889-1914, Mouton, 1964. Pierre Monatte: Trois scissions syndicales, ed. ouvrières, 1958.

Jan Waclav Makhaïski : Le Socialisme des intellectuels, collection Points, 1979

Paul Mattick: Le marxisme hier, aujourd'hui et demain, Spartacus, 1983.

Charles Alliger: Socialisme, bolchevisme et France, Spartacus, (1950 ?) Otto Rühle: Fascisme brun, fascisme rouge, Spartacus, 1975.

André et Dori Prudhommeaux : Spartacus et la commune de Berlin, 19181919, Spartacus, 1977.

Rosa Luxemburg: La crise de la socialdémocratie, Spartacus, 1994.

A. Pannekoek : Démocratie, fascisme, national-socialisme, Acratie, 1998. Vernon Richard : Enseignement de la

révolution espagnole, Acratie, 1997. Robert Michels : Critique du socialisme, Kimé, 1992.
Robert Michels : Les Partis politiques,

Champs Flammarion, 1971.

Grégoire Madjarian : La question coloniale et la politique du PCF (1944-1947), crise de l'impérialisme colonial et mouvement ouvrier, Maspero, 1977. Alain Bihr: La farce tranquille, Spartacus, 1986.

Alain Bihr: De l'alternative au grand soir, le mouvement ouvrier européen en crise, Ed ouvrières, 1991.

Robert Louzon: Cent ans de capitalisme en Algérie, 1830-1930, Histoire de la conquête coloniale, Acratie, 1998. Collectif (point du vue du PCF) : Histoire du réformisme en France depuis 1920, éd sociale, 2 tomes, 1976.